

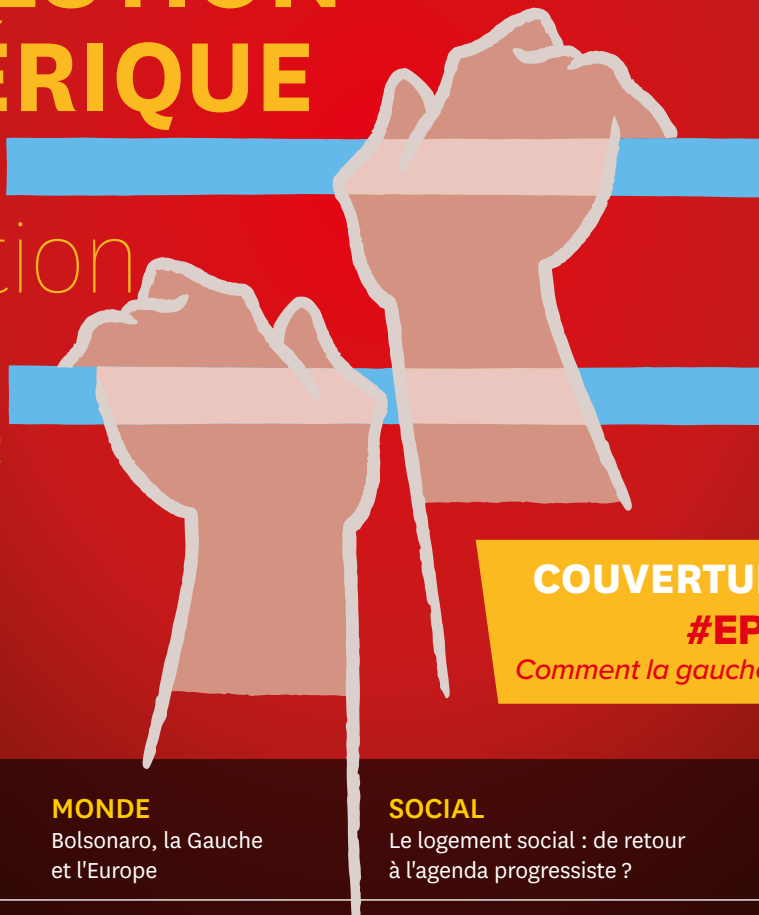
#10 
HIVER
2018-2019
3.00 €

The Progressive Post



RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

une
révolution
sans
révolte



COUVERTURE SPÉCIALE

#EP2019

Comment la gauche peut-elle se relever?

DÉMOCRATIE

Baby-boomers
vs Génération Y

MONDE

Bolsonaro, la Gauche
et l'Europe

SOCIAL

Le logement social : de retour
à l'agenda progressiste ?

ÉCONOMIE

Fin de l'assouplissement quantitatif
Scénarios pour l'économie réelle

L'AVENIR DE LA GAUCHE

La culture, pour reconstruire
la foi en la démocratie

ENVIRONNEMENT

Pour une gratuité intégrale
des transports publics

FOLLOW UP

Pacte mondial pour une migration
sécurisée, ordonnée et régulière

The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire et un avenir communs,
mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Le magazine d'opinion progressiste Européen
qui rassemble des experts de renommée mondiale,
pour offrir une plateforme informant le public
sur les problèmes auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui.

The Progressive Post

Le magazine est publié en deux langues: anglais et français.
Nous avons également des partenariats avec The Fabian Review (UK)
et TEMAS (ES)

Progressivepost.eu + @FEPS-Europe

Analyse quotidienne et avis pour compléter l'édition imprimée



With the support
of the European Parliament

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Ernst Stetter

RÉDACTEUR EN CHEF

Alain Bloëdt

EDITEURS

Karine Jehelmann, Olaf Bruns

COMITÉ ÉDITORIAL

Ania Skrzypek, David Rinaldi, Vassilis Ntousas, Maria Freitas, Hedwig Giusto,
Charlotte Billingham, Lisa Kastner, Laetitia Thissen, Justin Nogarède

TRADUCTEURS

Ben O'Donovan, Amandine Gillet, Françoise Hoffelinck,
Eurideas Language Experts

RELECTURE

Louise Hanzlik, Stéphanie Bessalem

COORDINATION & GRAPHISME

www.triptyque.be

CRÉDITS PHOTO

Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services

ILLUSTRATION DE COUVERTURE

Peter Willems - Vec-Star

DROITS D'AUTEURS

© FEPS – Fondation européenne d'études progressistes

N°10 - Hiver 2018 - 19

ISSN 2506-7664



Révolution numérique : une révolution sans révolte

par Maria Joao Rodrigues, Présidente de la FEPS

Le présent numéro est principalement consacré à la révolution numérique. Le terme « révolution » évoque des soulèvements populaires contre le pouvoir en place. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que les plus fervents partisans de la révolution numérique sont les multinationales qui investissent lourdement dans les nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle. Cela donne matière à réfléchir. Est-il progressiste aujourd'hui de critiquer la révolution numérique ? Cela dépend. Je suis convaincue que les technologies numériques nous ont beaucoup apporté et qu'elles ont encore beaucoup à offrir, mais nous devons veiller à ce qu'elles servent les intérêts de nos citoyens. Au vu de la situation politique et économique actuelle, rien n'est gagné, mais c'est un combat que nous devrions mener.

Prenons un exemple. J'utilise Internet depuis une trentaine d'années. Je me souviens encore du jour où j'ai créé ma première boîte e-mail, de cette découverte et de la richesse anarchique du web dans les années 1990. Mais quand je me connecte aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Je ne visite que quelques sites et je communique à l'aide des médias sociaux, qui, au fond, sont des entreprises publicitaires. Ils savent où je me trouve, ils contrôlent ce que je vois et influencent mon comportement, à des fins purement commerciales. Je ne peux dès lors que constater qu'en l'absence d'intervention démocratique, l'approche communautaire ascendante des années 1990 s'est perdue au profit des grands intérêts commerciaux.

La situation n'est déjà pas brillante. Mais qu'arrivera-t-il si nous continuons ainsi avec la prochaine vague de technologies numériques ? Les volumes colossaux de données qui seront collectées par les appareils de l'« Internet des objets », leur stockage dans le « cloud », puis leur analyse à l'aide d'applications du « big data » représentent un arsenal

technologique bien plus puissant que l'« Internet » que nous connaissons aujourd'hui. Si nous laissons les intérêts commerciaux dominer ce nouvel espace comme nous l'avons fait avec le web actuel, je risque de me retrouver avec un réfrigérateur intelligent qui décidera à ma place ce que je dois acheter, et auprès de quelle enseigne. Heureusement, l'infrastructure de l'Internet de demain n'est pas encore totalement en place. Nous devons réfléchir sérieusement à ce que nous voulons pour ce nouvel environnement, et travailler ensemble à sa construction.

Nous devons adopter une approche similaire pour l'avenir du travail. Ici aussi, la pensée dominante est que les citoyens devraient s'adapter à la technologie et non l'inverse. Il est évident que nous devons aider les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires pour utiliser les nouvelles technologies à leur avantage. Mais il est tout simplement faux de penser que la précarité croissante d'une grande partie des travailleurs est une conséquence inévitable de la technologie, et non le résultat d'un manque de volonté politique. C'est pourquoi je suis fière que les forces progressistes travaillent à l'élaboration d'une nouvelle loi pour des conditions de travail transparentes et prévisibles, qui permettra d'améliorer le sort des travailleurs au sein de la « gig economy » (l'économie des petits boulots) et au-delà. Un changement est possible.

Au cours de l'histoire, les révolutions ont été gagnées par ceux qui étaient les mieux organisés. Je ne vois pas pourquoi les choses seraient différentes avec la révolution numérique. Alors, organisons-nous ! Utilisons nos institutions démocratiques pour prendre le contrôle de notre avenir, façonnons et utilisons la technologie de sorte qu'elle serve nos citoyens et la société.

#10 Table des matières

COUVERTURE SPÉCIALE



COUVERTURE SPÉCIALE

#EP2019: Comment la gauche peut-elle se relever?

- P.6** Démocratie : les attentes des citoyens
par Ana Catarina Mendes
- P.8** Pourquoi nous avons besoin d'une Gauche ouverte
par Andrew Gamble
- P.10** Réguler le capitalisme global et réhabiliter la solidarité
en Europe par Pierre Defraigne
- P.12** Un appel à la gauche et à l'Europe par Poul-Nyrup
Rasmussen, Nicolas Schmit et Luca Visentini
- P.13** « Que faire ? » par Susan George
- P.15** Les progressistes européens et la possible voie à suivre
par Ernst Stetter
- P.16** De la Contribution Progressiste à l'Invention de
l'Union Européenne par Maria João Rodrigues
- P.19** Nous devons sauver l'Europe ! par Gesine Schwan,
Udo Bullmann et Reiner Hoffmann
- P.20** Résister au « Zeitgeist » (air du temps) par Robert Misik
- P.22** Croire en l'espoir que nous pourrions encore susciter
par Ania Skrzypek
- P.24** EP 2019 : un véritable projet européen
par Ulrike Guérot



FOCUS



FOCUS

Révolution numérique : une révolution sans révolte

- P.26** Qu'attendons-nous de la technologie ?
Avant-propos par Justin Nogaredo
- P.28** La gestion des inégalités intellectuelles :
principal problème du XXI^e siècle
Interview avec Laurent Alexandre



FOCUS



- P.30** Ne diabolisons pas la numérisation
par Anthony Gooch
- P.33** Une protection sociale universelle pour transformer
le marché du travail par David Rinaldi et Francesco Corti
- P.36** Transformation numérique : pour une réflexion sur
la qualité du travail par Christophe Degryse
- P.38** « Il faut restructurer la manière dont on distribue
les revenus » - Interview avec Philip Van Parijs
- P.40** L'intelligence réelle au service du monde virtuel
par Pamela Meil
- P.42** Innovation : une opportunité à saisir pour
l'Europe par Fred Block
- P.44** Pour une Automatisation progressive
Interview avec David Hemous

FOLLOW UP

Pacte mondial pour une migration sécurisée, ordonnée et régulière

- P.46** 10 points de référence pour
un discours progressiste sur la migration
par le groupe des migrations internationales de la FEPS
- P.50** Migrations : des alternatives existent !
par Catherine Woollard



DÉBATS

L'AVENIR DE LA GAUCHE

La culture, pour reconstruire la foi en la démocratie

- P.52** Une culture de la diversité par Ricardo Zapata-Barrero
- P.55** Vers une vision progressiste de la culture :
langage, politiques et vision par Mafalda Dâmaso
- P.58** Soutenir la culture locale et améliorer l'accessibilité
par Karolina Ziolo-Puzuk



ÉCONOMIE

Conséquences pour l'économie de la suppression de l'assouplissement quantitatif

- P.60** « Il est temps de normaliser la politique monétaire
de la BCE » par Peter Bofinger
- P.62** Quid de l'après QE ?
par Alberto Botta

DÉMOCRATIE

Baby-boomers vs Génération Y

- P.64** La Génération Y compte, mais les Baby-Boomers aussi !
par Maria Freitas
- P.66** Un horizon sombre pour la jeunesse espagnole
par Belén Barreiro



#10 Table des matières

SOCIAL

Le logement social : de retour à l'agenda progressiste ?

- P.68** Des logements sociaux en période d'austérité
par Hannu Ruonavaara
- P.70** Le logement public, créateur de richesses
Interview avec Cédric Van Styvendael
- P.72** La Carte européenne des initiatives sociales



ENVIRONNEMENT

Pour une gratuité intégrale des transports publics

- P.74** Estonie, un des pionniers des transports publics gratuits
par Allan Alaküla
- P.76** « La gratuité des transports publics
est possible dans toutes les villes européennes »
Interview avec Maxime Huré

MONDE

Bolsonaro, la Gauche et l'Europe

- P.78** Les hommes de Bolsonaro
par Filipe Vasconcelos Romão
- P.80** Jair Bolsonaro, un défi pour l'Union européenne
par Elena Lazarou
- P.81** L'avenir de la Gauche au Brésil
par Mônica Valente
- P.83** Elections au Brésil : le future des relations avec l'Europe
par Celso Amorim



INSPIRATION

- P.84** À VOIR
- P.85** À LIRE
- P.88** À PENSER

Les contributeurs du Progressive Post - #10



Ana C. Mendes
page 6



Andrew Gamble
page 8



Pierre Defraigne
page 10



Poul N. Rasmussen
page 12



Nicolas Schmit
page 12



Luca Visentini
page 12



Susan George
page 13



Ernst Stetter
page 15



Maria J. Rodrigues
page 16



Gesine Schwan
page 19



Udo Bullmann
page 19



Reiner Hoffmann
page 19



Robert Misik
page 20



Ania Skrzypek
page 22



Ulrike Guerot
page 24



Justin Nogarede
page 26



Laurent Alexandre
page 28



Anthony Gooch
page 30



David Rinaldi
page 33



Francesco Corti
page 33



Christophe Degryse
page 36



Philippe Van Parijs
page 38



Pamela Meil
page 40



Fred Block
page 42



David Hémous
page 44



Catherine Woollard
page 46



Ricard Z.-Barrero
page 52



Mafalda Dâmaso
page 55



Karolina Z.-PUZUK
page 58



Peter Bofinger
page 60



Alberto Botta
page 62



Maria Freitas
page 64



Belén Barreiro
page 66



Hannu Ruonavaara
page 68



Cédric Van Styvendael
page 70



Allan Alaküla
page 74



Maxime Huré
page 76



Filipe V. Romão
page 78



Elena Lazarou
page 80



Monica Valente
page 81



Celso Amorim
page 83



| Le Portugal enregistre la hausse d'investissements la plus importante de ces 19 dernières années et affiche son taux de chômage le plus bas depuis 2002.

Les partis sociaux-démocrates représentent la principale force politique dans la lutte contre les ennemis de la démocratie, car la réussite d'un système politique se mesure par sa capacité à répondre aux attentes des citoyens et à améliorer les conditions de vie de la population.

Ne nous berçons pas d'illusions : la démocratie est une construction sociale, culturelle et civique, et comme pour toute construction, il faut en prendre soin. Nous sommes trop nombreux à la tenir pour acquise.

La démocratie est le système politique qui permet le mieux la participation de tous les citoyens aux processus décisionnels, et la plupart d'entre nous n'envisagent pas un autre type de gouvernance.

Nous devons y sensibiliser la population et la

#Gauche Les enjeux des prochaines élections européennes dépassent de loin l'antagonisme de l'égoïsme et de la solidarité

@acmendes73



défendre contre tous ceux qui la mettraient en péril, consciemment ou non.

La démocratie est un système fragile, affaibli par des discours de plus en plus haineux et par la polarisation entre « les bons » et « les méchants », alors que l'idéologie devrait être au centre du débat.

Le meilleur moyen de défendre la démocratie est de présenter des solutions qui tiennent la route pour résoudre les problèmes de la société. Le Parti socialiste portugais fait figure de modèle en la matière.

DÉMOCRATIE

LES ATTENTES DES CITOYENS

par Ana Catarina Mendes

La plupart des citoyens portugais reconnaissent le succès des politiques progressistes proposées par l'actuel gouvernement socialiste, sur la base d'un accord entre toutes les forces politiques de la Gauche.

Au Portugal, l'économie enregistre sa plus forte croissance depuis des décennies et, pour la première fois depuis 1999, elle dépasse la moyenne de la zone euro. Le Portugal affiche la hausse des investissements la plus importante de ces dix-neuf dernières années. Son taux de chômage n'avait plus été aussi bas depuis 2002, avec la création de 330 000 emplois depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement. Il enregistre le déficit le plus bas de l'histoire de la démocratie dans le pays. L'actuel gouvernement incarne la prise de responsabilités et le renforcement de la démocratie, car les partis ont convergé dans l'intérêt national.

Les résultats sans précédent des élections locales de 2017, lors desquelles les socialistes ont réalisé le meilleur score jamais obtenu par un parti politique dans le pays, montrent que la société portugaise fait confiance aux partis progressistes.

Nous devons répondre aux attentes des citoyens de l'UE pour les élections européennes de 2019. Le temps est venu de construire une Europe, une Union

européenne qui défende la solidarité et la profondeur politique. Nous avons besoin de plus d'Europe, et nous devons de toute urgence trouver la voie qui nous permettra d'approfondir à nouveau le projet politique.

Les progressistes et les sociaux-démocrates doivent constituer une alternative crédible, se mettre du côté des insatisfaits, de ceux qui aspirent à plus d'Europe et à une Europe meilleure. Il s'agit d'un nouveau défi majeur pour nous, les socialistes. Nous devons être capables de mettre en œuvre des réformes et des changements dans nos pays, en Europe, tout en réinventant nos partis.

Les enjeux des prochaines élections européennes dépassent de loin l'antagonisme de l'égoïsme et de la solidarité. Nous ne pouvons pas bâtir des sociétés polarisées qui affaiblissent la démocratie. Nous devons nous efforcer de construire des projets politiques qui répondent aux préoccupations de notre époque. Les défis sont nombreux et les citoyens attendent de nos partis qu'ils présentent un tel projet.

Les partis sont la clé de voûte de la démocratie, et le meilleur moyen de la défendre, c'est d'adopter des politiques publiques qui résolvent les problèmes, améliorent la vie des citoyens et défendent une société plus cohésive et juste. La Social-démocratie doit rester sur cette voie.

“

Le meilleur moyen de défendre la démocratie est de présenter des solutions qui tiennent la route pour résoudre les problèmes de la société. Le Parti socialiste portugais fait figure de modèle en la matière.

”



> AUTEUR

Ana Catarina Mendes est députée au sein du Parlement portugais depuis 1995. Elle est la première vice-présidente du groupe parlementaire du Parti socialiste.

POURQUOI NOUS AVONS BESOIN D'UNE GAUCHE OUVERTE

par Andrew Gamble

Depuis une dizaine d'années, la Gauche perd du terrain. Comment peut-elle se réinventer et reprendre la main dans la guerre des idées ? Elle doit adopter de nouvelles doctrines radicales et changer sa manière de faire de la politique.

Les progressistes pensent que les sociétés humaines peuvent être améliorées, mais ils savent aussi que ces progrès ont toujours été irréguliers, souvent obtenus au prix d'efforts colossaux, et qu'en leurs noms, les êtres humains ont déchaîné des forces qu'ils semblent de plus en plus incapables de contrôler. Pour la plupart des habitants de la planète, la situation s'est sensiblement améliorée au cours des deux siècles derniers, mais il reste encore beaucoup à faire et de nouveaux dangers menacent d'anéantir les progrès réalisés. La montée du nationalisme populiste, cette dernière décennie, rappelle que les ordres politiques sont fragiles. Les institutions qui ont apporté paix, prospérité et bien-être pourraient facilement être ébranlées, voire renversées.

Face à ces dangers, la Gauche doit réagir de deux manières. Tout d'abord, la Gauche doit de nouveau adhérer à des concepts visionnaires en faveur d'une société meilleure pour tous, des visions capables d'inspirer le changement et qui permettent de rallier de nouveaux partisans. Ensuite, elle doit changer sa manière de faire de la politique. La Gauche doit s'ouvrir, construire les coalitions les plus larges

possible, et éviter le factionnalisme et le tribalisme politiques qui ont si souvent entravé sa progression par le passé. Les membres de la Gauche doivent s'éloigner de la technocratie pour redevenir des démocrates en constante interaction avec les citoyens.

La vision d'une Gauche ouverte pour l'avenir présente quatre priorités principales.

► La première priorité est l'établissement d'un ordre international multilatéral ouvert, qui permette de développer les institutions existantes tant au niveau mondial que régional. Il faut dépasser l'ordre "occidentocentrique" du passé en intégrant pleinement les puissances émergentes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud dans la définition des règles censées régir ce nouvel ordre. Il faut préserver les institutions multilatérales et les utiliser pour avancer, ou le nationalisme économique et l'aventurisme militaire prendront le dessus.

► La deuxième priorité est la mise en place d'une économie inclusive et durable. Pour

ce faire, une réorientation de notre raisonnement s'impose. Il faut cesser de chercher la croissance économique à tout prix et la maximisation des bénéfices des actionnaires, pour se concentrer sur la sauvegarde de la biosphère et la maximisation des bénéfices pour tous, en particulier pour les ménages et les économies locales. Il faut penser à ce qui vient après l'austérité, à l'avenir du travail dans la nouvelle économie numérique, envisager un revenu de base universel et un « New Deal » vert. Le prochain modèle économique – qui



Les membres de la #Gauche doivent s'éloigner de la technocratie pour redevenir des démocrates en constante interaction avec les citoyens.

@Andrew Gamble





“

La Gauche doit de nouveau adhérer à des idées visionnaires, en faveur d'une société meilleure pour tous

”

devrait permettre de rééquilibrer l'économie, de lutter contre le changement climatique, et d'aider les laissés-pour-compte de la mondialisation – devra renforcer et élargir les capacités de l'État. Un système moins centralisé, plus égalitaire et équitable pourra ainsi voir le jour et de nouvelles formes d'entreprises pourront émerger. Les économies locales devraient être davantage isolées des secteurs mondialisés et les activités devraient être jugées sur leur capacité à générer des bénéfices pour tous, plutôt que pour les seuls actionnaires.

► La troisième priorité est la mise en place d'un État-providence remodelé. Il serait fondé sur un nouvel engagement en faveur des services essentiels à tous, avec l'adoption éventuelle d'un revenu de base universel, pour offrir une certaine sécurité aux ménages au travers d'un complément de revenu, mais aussi sur la création d'opportunités, au travers d'investissements dans l'éducation, la santé et les services sociaux, pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. Dans un État-providence moderne, les citoyens doivent être convaincus de la nécessité de payer plus pour bénéficier des nombreux avantages que leur apportent les services publics, et les prestataires doivent essayer de travailler plus au niveau local et de manière décentralisée. Les impôts et taxes affectés, les salaires minimums vitaux, des investissements consacrés à tous les jeunes de 16 à 20 ans, et des subventions en capital pour les particuliers sont

autant de propositions qui vaudraient la peine d'être explorées plus avant.

► La quatrième priorité est le renouvellement de la démocratie. Il faut défendre les institutions fondamentales qui ont défini ce qu'est la démocratie, mais aussi l'État de droit, l'égalité en droits de tous les citoyens, la pluralité des médias, la liberté d'association et la liberté d'expression. Il faut aller encore plus loin pour renforcer la démocratie et l'étendre à d'autres domaines, afin de faire face aux nombreuses nouvelles menaces que sont l'érosion de la confiance dans les mandataires et les experts, la déferlante des médias sociaux, et l'affaiblissement des communautés. Nous devons changer la relation qui unit le gouvernement et les citoyens, en renforçant la transparence du gouvernement et en améliorant la manière dont il interagit avec eux. Le pouvoir doit être décentralisé, de sorte à garantir une réelle prise de responsabilités au niveau local et une plus grande participation des dirigeants locaux à la prise de décisions sur les économies locales, les besoins des ménages et la protection de la biosphère. La quête de l'égalité pour tous les citoyens – avec en point de mire l'élimination de toutes les formes de discrimination, de préjugés et d'abus – demeure au cœur du projet progressiste.

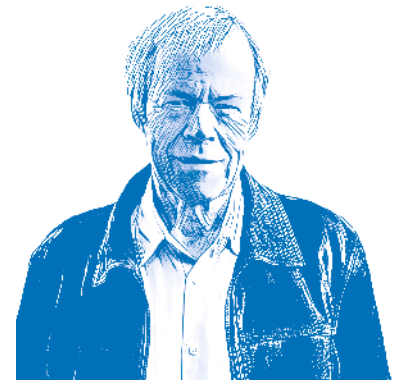
Décider de faire de la politique autrement, c'est accepter qu'il n'y ait pas qu'un seul parti progressiste, qu'une seule volonté du peuple et qu'une seule classe sur laquelle les

progressistes peuvent s'appuyer pour développer des projets porteurs de changement.

Nous vivons dans des économies postindustrielles et des sociétés multiculturelles complexes. Les avis, les intérêts et les connaissances sont très diversifiés, et les certitudes et repères du passé ont disparu.

Une Gauche ouverte doit reconnaître qu'il existe de nombreuses valeurs et perspectives différentes et qu'il n'y a pas qu'une seule façon de faire. C'est la première étape à franchir pour former une nouvelle coalition progressiste. C'est ainsi que pourra naître une vision nouvelle et convaincante de ce qui ne va pas et de ce qu'il faut faire pour y remédier. C'est ainsi également que pourront émerger des leaders capables de convaincre les électeurs de leurs compétences et de leur honnêteté.

Des millions d'électeurs en Europe sont prêts à rallier un parti progressiste qui présente une vision inspirante de l'avenir, des idées politiques détaillées, des dirigeants dignes de confiance et une politique générale ouverte et inclusive. La création d'un tel parti et la remise en question des orthodoxies de l'establishment des conservateurs traditionnels et de la nouvelle classe politique émergente des nationalistes populistes : tels sont les défis à relever pour les progressistes aujourd'hui.



> AUTEUR

Andrew Gamble est un universitaire et un auteur britannique. Il enseigne la politique à l'Université de Cambridge et est membre du Queens' College.



La Social-démocratie a failli sur deux fronts : d'un côté, elle n'a pas réussi à construire un mouvement citoyen transnational apte à transcender le pouvoir collectif des États, inévitable source de nationalisme ; de l'autre, la Troisième Voie, avec Blair, Schröder et Clinton, et plus tard Hollande, a composé avec le néolibéralisme. Sous le couvert de promouvoir une politique de croissance par l'offre et pour cela de miser sur la dérégulation du travail, la libéralisation de la finance et les privatisations, elle a négligé la croissance par la voie de la distribution plus égalitaire des gains de productivité et de la richesse. Dans les deux cas, elle n'a pas été en mesure d'exploiter la dimension européenne : ni régulation effective du capitalisme global, ni politique industrielle européenne

Le néolibéralisme économique conduit aujourd'hui l'Europe à l'illibéralisme politique. Face à elle la Social-démocratie n'a pas su la stopper. En combinant intergouvernementalisme et néolibéralisme, l'UE organise sa propre impuissance et pousse aux inégalités. Elle met ainsi la démocratie européenne en danger et sa propre survie en question.

avec le concours d'une puissance publique commensurable avec celle des États-Unis et de la Chine, ni contrôle de l'hypertrophie de la finance. Mais avec le consentement de fait à la concurrence fiscale et sociale, la Social-démocratie s'est réfugiée dans des combats d'arrière-garde sur les acquis sociaux, méritoires certes, mais trop souvent biaisés par le corporatisme et le clientélisme.

La Social-démocratie n'a pas réalisé qu'au terme des Trente glorieuses, le curseur de la répartition de la valeur ajoutée se dirigeait trop vers une part excessive pour les profits et une distribution trop inégalitaire des salaires nourries par la mondialisation et l'innovation alors qu'il fallait agir sur les causes. Elle a cherché à compenser ces inégalités, notamment celles nées du chômage, en

RÉGULER LE CAPITALISME GLOBAL ET RÉHABILITER LA SOLIDARITÉ EN EUROPE

par Pierre Defraigne

s'en remettant à des politiques de transferts sociaux insuffisamment financées par l'impôt et dès lors couvertes par l'emprunt. Le surendettement souverain n'a pas d'autre origine. Et aujourd'hui le poids du désendettement pèse sur les classes moyennes et sur les travailleurs précarisés, avec un effet déflationniste sur l'Europe occidentale. La Social-démocratie en paie le prix politique. Recherchons les voies du sursaut.

Trois défis pour le futur de l'Europe

Partons des trois défis dont la maîtrise appelle un changement d'échelle politique et justifie l'Europe : la transition écologique, la dérive inégalitaire indissociable de l'instabilité financière du capitalisme global, et enfin le 'piège de Thucydide' qui naît de la confrontation d'un hégémon montant, la Chine, et d'un hégémon descendant, les États-Unis. Ces trois défis sont liés : résoudre l'équation climatique pose le problème du partage du fardeau de l'ajustement au sein de nos sociétés déjà fragilisées par la montée des inégalités et crée le risque d'un affrontement autour de l'accès aux ressources entre la Chine, l'Amérique et l'Europe notamment.

Le carcan des Traités impose souvent l'unanimité et l'élargissement complique encore la

prise de décision. Avec 27 États hétérogènes, à la fois sous le regard du développement sinon des valeurs, l'intergouvernementalisme redevient le mode de fonctionnement normal de l'Europe. Par conséquent, le droit de veto paralyse la décision. Il conduit, en outre, à une hiérarchisation de fait des 27 : un noyau, dominé par une Allemagne sans autre dessein que sa propre prospérité, gouverne l'Europe par inertie. La France donne des gages, mais ne se fait pas entendre. L'Italie est entrée en rébellion et la Grande-Bretagne en est sortie. On découvrira plus tard, la capacité de nuisance de cette puissance moyenne inégalitaire, dérégulée, sous-fiscalisée et homme-lige (NDLR : celui qui est tout dévoué à une cause, à quelqu'un, un vassal) de Washington, aux flancs d'une Europe continentale incertaine de son propre projet.

L'intergouvernementalisme gagne en toxicité en raison de la dérive néolibérale qui

#FutureOfEurope
#SocialDemocratie Double
Agenda : réguler le capitalisme global au-dehors et réhabiliter la solidarité au-dedans.

Pierre Defraigne @collegeofeurope



“

Avec 27 États hétérogènes à la fois sous le regard du développement sinon des valeurs, l'intergouvernementalisme redevient le mode de fonctionnement normal de l'Europe.

”

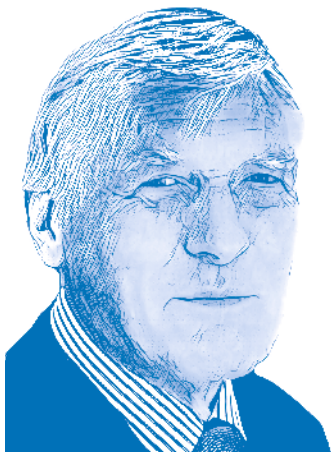
complique le rapport de l'Europe, toujours problématique, au capitalisme. Celui-ci s'est avéré porteur de progrès en Europe aussi longtemps qu'il a été régulé par la démocratie, c'est-à-dire aussi longtemps qu'a prévalu un équilibre en tension entre libéralisme politique et libéralisme économique, entre marché et politique. La Social-démocratie a été garante de cet équilibre. La mondialisation l'a rompu. Le néolibéralisme, une doxa opportuniste sans fondement doctrinal explicite et revendiqué, est venu remplir le vide laissé par l'absence d'une pensée européenne propre au sein de l'UE sur la politique économique.

Une Social-démocratie fragilisée

Le néolibéralisme marque l'Europe au fer rouge de l'égoïsme des plus forts, Etats, entreprises et individus. D'un côté, le marché unique en est resté à un espace économique de concurrence entre entreprises certes, mais aussi entre Etats, à travers la course au moins-disant fiscal et social. De l'autre, l'eurozone, orpheline d'un gouvernement et amputée de son bras budgétaire, subit la pression déflationniste du colossal surplus allemand, et des politiques d'austérité budgétaire et salariale censées résorber le surendettement souverain.

La dégradation du régime de répartition de la richesse et du revenu - le paradigme distributionnel - induite par la mondialisation et l'innovation technologique, est sans aucun doute la cause profonde du populisme en Europe occidentale. Et ce, bien plus que l'immigration qui est venue se surajouter aux difficultés rencontrées par les populations les plus vulnérables, exposées à la pression de l'immigration, à la baisse des salaires, à la hausse des loyers et à l'encombrement des services sociaux, écoles et hôpitaux compris, dans les quartiers populaires. Bien entendu le phénomène a aussi une dimension identitaire. Mais la menace qui pèse sur l'État-providence, symbole et réalité emblématique du contrat social d'après-guerre, déstabilise les classes moyennes et populaires. La Social-démocratie, garante du système, s'en trouve vulnérabilisée. Elle ne remontera la pente que sur un double agenda : réguler le capitalisme global au-dehors et réhabiliter la solidarité au-dedans.

Pascal Lamy lors de sa confirmation par le Parlement européen en Novembre 1999, il y a vingt ans de cela, avait assigné à l'Europe la mission de 'maîtriser la mondialisation'. Le chantier reste ouvert.



> AUTEUR

Pierre Defraigne est Directeur exécutif du Centre Madariaga-Colège d'Europe et Directeur Général honoraire à la Commission européenne.

UN APPEL À LA GAUCHE ET À L'EUROPE

par Poul Nyrup Rasmussen,
Nicolas Schmit et Luca Visentini

La gauche doit saisir l'occasion des élections européennes pour transformer l'Europe et garantir un bien-être durable à tous les citoyens. À l'ère de la mondialisation, aucun pays européen n'est assez puissant pour opérer seul ces grandes transformations, mais ensemble, ils peuvent y parvenir. C'est là que la destinée de l'Europe rejoint celle de la gauche. Ce n'est pas un hasard si elles ont été confrontées à une crise à la même période. Les partis socialistes et sociaux-démocrates tout comme les mouvements syndicaux ont joué un rôle décisif après la Deuxième Guerre mondiale dans la construction d'une Europe synonyme de paix et de prospérité pour tous. Pour faire face aux dangers actuels et à leur propre déclin, ils doivent trouver un nouvel élan. Nous appelons la Gauche européenne à se montrer à la hauteur de ce nouveau défi historique et à appréhender les élections européennes avec un véritable projet de société juste et durable, qui permettra de surmonter tant la crise européenne que celle à laquelle la gauche est confrontée.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Poul Nyrup Rasmussen a été président du Parti socialiste européen et Premier ministre du Danemark.



> AUTEUR

Nicolas Schmit est le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire du Luxembourg.



> AUTEUR

Luca Visentini est le Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats.



OLD WAY

NEW WAY

“QUE FAIRE ?”

par Susan George

Les sociaux-démocrates sont doucement tombés dans le piège néolibéral, et ils ont perdu de nombreux électeurs en chemin. Mais des réponses peuvent être apportées à la question « Que faire ? » : faire face aux réalités électorales, renoncer au néolibéralisme et promouvoir l'écologie en font partie.

En 1971, le président américain républicain Richard Nixon annonçait : « Nous sommes tous keynésiens maintenant ». En 2002, c'était le bras droit de Tony Blair, Peter Mandelson, qui affirmait : « Nous sommes tous thatchéristes aujourd'hui ». Keynes, c'était il y a longtemps.

La « troisième voie » de Tony Blair a lancé le déplacement progressif du Parti travailliste

vers la droite. Cela semblait fonctionner au début : Tony Blair a gagné et a rapidement été imité par des sociaux-démocrates européens, et même par Bill Clinton. François Mitterrand a changé son fusil d'épaule en 1983, et le SPD allemand a fait de même peu après, tout comme de nombreux autres partis. Et nous voici quelques décennies plus tard, acculés par les conséquences désastreuses de cette histoire d'amour qui dure entre socialistes et néolibéraux.



Presque tous les partis progressistes sont trop attachés à ce que Sigmund Freud appelait « le narcissisme des petites différences ». C'est votre dernière chance.



Suite au discours enflammé de François Hollande au Bourget (« Mon adversaire, c'est la finance »), j'ai voté de bon gré, voire avec un grand enthousiasme, pour l'ancien président français. Au fil de son mandat, ceux qui avaient fait comme moi ont tenté de se consoler, en se disant : « au moins, il n'a plus de promesses de campagne à briser ». Et puis il en trouvait tout de même une. Il a compris que ce n'était pas la peine qu'il se présente pour un second mandat et aujourd'hui, on se souvient surtout de lui pour avoir donné aux « 1 % » des millions d'euros de la poche des contribuables français, en échange de fausses promesses de créer des emplois.

Combien sommes-nous en Europe à avoir regardé les sociaux-démocrates tomber doucement dans le piège néolibéral, avec d'abord un sentiment de consternation, puis de désespoir, alors que les pays, les dirigeants et les partis socialistes abandonnaient l'un après l'autre leurs principes, finissant par détruire les fondations du socialisme ? Ils ont choisi de suivre la voie empruntée par les néolibéraux, oubliant que les électeurs préféreraient toujours l'original à la copie.

Où sont partis tous les électeurs ? Et les hommes et femmes politiques pour lesquels ils votaient ? Certains ont viré encore plus à gauche, sans toutefois devenir communistes, d'autres pensent que les Écologistes représentent l'avenir, et d'autres encore ont au moins mis un terme à des années d'hypocrisie et rejoint la droite traditionnelle. Certains tentent loyalement de s'accrocher et de reconstruire leur parti.

Ceux-là, les loyalistes, doivent répondre à l'éternelle — bien que léniniste — question :

« Que faire ? » Voici mes modestes réponses à cette question.

► Dans la plupart des cas, votre parti n'est pas dans la majorité. Acceptez-le et concentrez-vous sur la création de coalitions. À chaque fois que vous entrevoyez la possibilité d'un accord répondant — même partiellement — à vos objectifs, sautez sur l'occasion, tout en veillant à ne traiter vos partenaires qu'en tant que tels. Cela fait des années que les progressistes supplient leurs partis de s'unir. Sans succès : presque tous les partis progressistes sont trop attachés à ce que Sigmund Freud appelait « le narcissisme des petites différences ». C'est votre dernière chance.

► Renoncez haut et fort au néolibéralisme. Il est grand temps que la Gauche laïque suive l'exemple de l'Église et fasse son « Mea Culpa », ou mieux encore son « Nostra Culpa ». Si vous saviez en détail comment

cette idéologie a été inventée, cultivée et propagée à travers le monde, principalement par des membres de l'élite culturelle industrielle de la droite américaine qui ont pour ce faire dépensé des milliards, vous n'auriez jamais mordu à l'hameçon.

► Pensez écologie. Personne ne nie aujourd'hui la réalité du changement climatique et ne peut ignorer ses conséquences, à moins de vivre dans une grotte. Pourtant, chez les socialistes, l'environnement est rarement mis au premier plan. Placez l'environnement au centre de vos préoccupations, car c'est une cause beaucoup plus large, qui touche notamment à l'avenir de nos enfants et à la fin du monde tel que nous le connaissons. Comme le disait l'économiste et écologiste Kenneth Boulding : « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste ». La transition écologique est indispensable.

#Progressistes « Vu la situation actuelle, la volonté arrive en première place » Susan George Présidente d'honneur @attac_fr



► Enfin, la première chose à faire est de reprendre le contrôle sur les finances — un défi de taille. Toutes les sociétés du top cinquante des entreprises les plus interconnectées au monde, sauf deux, font partie du secteur financier. Elles détiennent toutes des parts des unes et des autres, ainsi que de larges participations dans tous les grands groupes industriels. Si l'une de ces sociétés

s'écroule, les autres en pâtissent aussi par effet domino — c'est pour cette raison que la faillite de Lehman Brothers en 2008 a été si dévastatrice. La prochaine crise sera bien pire. Selon la Banque d'Angleterre, la dernière crise en date aurait coûté 14 000 milliards de dollars aux contribuables de l'ensemble des pays occidentaux. Vous ne pourrez sans doute pas modifier les politiques en place, mais vous pouvez au moins expliquer les dangers qu'elles comportent, afin que les citoyens ne vous accusent pas de complicité.

Je n'ai pas l'occasion d'aborder ici des questions telles que le pouvoir des lobbies, ou encore l'assaut des entreprises transnationales contre l'environnement et la démocratie. Elles utilisent les traités commerciaux pour accroître leur pouvoir contre les organes législatifs et judiciaires des États. Rien n'est dit non plus dans cet article sur la politique étrangère ou ce que l'on pourrait faire face au président Donald Trump ou à la popularité croissante du populisme. La Gauche n'a plus été aussi affaiblie depuis des décennies. Nous devons suivre la règle de Gramsci : « Allier l'optimisme de la volonté au pessimisme de l'intelligence ». Vu la situation actuelle, la volonté arrive en première place.



> AUTEUR

Susan George est une politologue et sociologue franco-américaine. Elle est l'auteur d'ouvrages sur la justice sociale et préside le conseil d'administration du Transnational Institute à Amsterdam. De 1999 à 2006, elle a été la vice-présidente d'ATTAC France.

LES PROGRESSISTES EUROPÉENS ET LA POSSIBLE VOIE À SUIVRE

par *Ernst Stetter*

Les résultats des élections de ces cinq dernières années indiquent clairement aux progressistes qu'ils ne peuvent pas se contenter de réfléchir de manière traditionnelle. Ils ne peuvent pas proposer les solutions habituelles et conventionnelles en espérant que les retombées se feront rapidement. Et ce, pour les placer de nouveau en position de gouverner, avec plus de force.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Ernst Stetter est Secrétaire Générale de la Fondation Européenne d'études progressistes (FEPS) à Bruxelles.

A large, diverse crowd of people, seen from an aerial perspective, is arranged to form the geographical shape of the European continent. The individuals are of various ages, ethnicities, and are dressed in a wide array of colorful clothing, creating a vibrant mosaic. The background is a plain, light blue-grey surface.

DE LA CONTRIBUTION PROGRESSISTE À L'INVENTION DE L'UNION EUROPÉENNE

*par
Maria João Rodrigues*



En dépit d'une série de crises, l'Union Européenne (UE) reste l'exemple le plus avancé de coopération supranationale dans l'histoire de l'humanité. Sa survie est-elle possible dans un monde caractérisé par des luttes entre grandes puissances et des forces nationalistes tentant leur retour?

C'est ce qui est en jeu pour les années à venir et c'est pourquoi le rendez-vous électoral Européen de mai revêt une telle importance, ce d'autant plus qu'il s'inscrit dans la foulée d'autres élections aux enjeux continentaux au Brésil et aux Etats Unis. Dans la continuité historique de la construction européenne, les socialistes européens, les sociaux démocrates et les progressistes devraient de nouveau être appelés à jouer un rôle central. Ce qui est nouveau, cette fois, c'est que leur destin politique sera également en jeu ; ils ne seront en effet plus en mesure de mettre en œuvre leur agenda national, à moins qu'ils ne parviennent à changer le cadre européen.

Cette lettre vise à partager, dans une perspective historique, quelques éléments de réflexion sur l'orientation à donner à chacune des batailles clef dans lesquelles socialistes, sociaux-démocrates et progressistes se sont engagés au cours des dernières décennies en matière d'intégration européenne.

1) Modérer le marché unique européen au moyen de normes sociales fortes et de politiques publiques de cohésion a été l'une de ces batailles clef. Dans les années 1980 et 1990, la Commission Delors a su combiner l'engouement pour le marché unique européen avec un ensemble complet de directives sociales, un dialogue social et un budget communautaire capable de renforcer la cohésion sociale et territoriale. Cela s'est avéré décisif pour soutenir les efforts de rattrapage déployés par les nombreux États membres qui ont rejoint l'UE suite aux vagues d'élargissement qui ont suivi. C'est la contribution du socle social européen. La

prochaine étape devrait maintenant consister à lutter contre les inégalités sociales en transformant ces nouvelles normes sociales en nouvelles lois européennes, en politiques économiques et sociales ainsi qu'en moyens financiers.

2) La deuxième grande bataille a été celle de la gouvernance économique ; une bataille dans laquelle les socialistes, les sociaux-démocrates et les progressistes ont été confrontés à bien d'autres difficultés et défaites. La création de l'Union économique et monétaire (UEM) s'est faite de manière très déséquilibrée : sans union bancaire ni budgétaire. Elle a été suivie par l'adoption d'un Pacte de stabilité et de croissance (PSC) fondé sur un parti pris libéral favorisant l'austérité et le sous investissement : un PSC que les progressistes n'ont pu corriger faute d'arguments et de résistance. En négligeant la nécessité de réguler le système financier, l'Europe a été durement touchée par la crise financière de 2008. Cette dernière a également révélé les faiblesses de l'UEM, créant un puissant moteur de divergences économiques, sociales et politiques au cœur même du processus d'intégration européenne. L'étape suivante devrait consister à renforcer la réglementation du système financier et à compléter l'architecture de l'UEM au moyen d'une union bancaire et d'une capacité fiscale, condition préalable au rééquilibrage de l'intégration européenne. Le rôle du SPD dans cette entreprise est particulièrement important.

3) La troisième bataille clef a eu des résultats positifs, mais il s'agit d'une bataille sans fin. Comment concevoir une stratégie



*Pour les socialistes,
les sociaux-démocrates
et les progressistes,
faire de l'UE un acteur
clé de la gouvernance
internationale était
l'objectif du quatrième
volet de l'intégration
européenne.*



européenne pour la croissance, l'emploi et la cohésion sociale qui puisse tirer le meilleur parti de la transition énergétique et de la révolution numérique? La première tentative de définition d'une telle stratégie a de nouveau été confiée à Delors, mais c'est avec le Premier ministre Antonio Guterres et dix Premiers Ministres socialistes que celle-ci a été définie et adoptée avec succès par l'UE au Conseil européen de Lisbonne. Elle devait influencer sur les politiques économiques et sociales de tous les États membres, ce y compris celles des 12 nouveaux États membres ayant adhéré à l'UE avant la crise financière de 2008. Les conservateurs ont utilisé cette crise pour imposer une austérité aveugle – que les socialistes et les sociaux-démocrates n'ont pas pu éviter en raison de forts mouvements spéculatifs visant les dettes souveraines. Plus récemment, les socialistes et les sociaux-démocrates ont commencé à surmonter cette austérité aveugle avec le Portugal du PM Antonio Costa et Udo Bullmann qui ont plaidé au Parlement européen en faveur d'un nouveau plan d'investissement européen.

La nouvelle bataille devrait désormais consister à amplifier ce plan afin de construire une économie sobre en carbone et une société où l'innovation numérique améliore la qualité de vie de tous les citoyens européens. Financer cela semble difficile sans une refonte majeure du système de taxation en exploitant les nouvelles sources de bénéfices (financières, numériques, pollution) pour financer non seulement les infrastructures, mais également un nouveau type de systèmes d'éducation et de protection sociale à même de soutenir tous ceux qui s'orientent vers de nouveaux types d'emplois. En outre, la transformation numérique nécessite une refonte majeure de l'approche progressiste: l'Internet des objets, la nouvelle informatique dématérialisée et l'Intelligence Artificielle peuvent apporter le progrès, mais il est nécessaire de définir des réglementations appropriées pour éviter un cauchemar de type « Big Brother ».

4) Pour les socialistes, les sociaux-démocrates et les progressistes, faire de l'UE un acteur clé de la gouvernance internationale était l'objectif du quatrième volet de l'intégration européenne. Pour ce faire, ils ont pu compter sur d'importants instruments de l'Union européenne: les membres de cette famille politique – Javier Solana, Catherine Ashton et Federica Mogherini – ont en effet successivement occupé le poste de haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Les deux dernières ont été chargées de mettre en œuvre le potentiel du traité de Lisbonne: la première a mis en place le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) la seconde a développé la capacité de défense européenne. Une première stratégie globale de l'UE a été élaborée avec Javier Solana au lendemain de la guerre en Irak, suivie d'une seconde, à l'époque d'Obama, avec Mogherini: avant la présidence de Trump aux Etats-Unis donc. L'Accord de Paris sur le climat a été une réalisation majeure préparée en détail par Ségolène Royal. Depuis lors, et ce malgré le maintien de Guterres à la barre des Nations Unies, défendre la mise à jour du système multilatéral pour la paix, la coopération et le développement durable est devenu plus difficile.

Le prochain combat portera sur l'utilisation du poids politique de l'UE dans le système multilatéral et dans les relations bilatérales de l'UE – tant en matière commerciale que dans le cadre de partenariats plus globaux; ceci afin de constituer une coalition internationale ayant pour objectif de protéger le multilatéralisme et de répondre aux nouveaux défis mondiaux tels que les changements climatiques, la pauvreté, la finance, la transformation numérique et la démocratie. L'UE doit s'affirmer comme une entité politique à part entière; elle est bien plus qu'un grand marché. Cette souveraineté européenne était clairement énoncée dans la Déclaration de Rome de 2017 parrainée par le Premier Ministre italien Paolo Gentiloni.

5) Qui aurait pu penser que les principaux défis auxquels l'UE fait actuellement face en matière d'intégration proviendraient du voisinage et de l'intérieur même de l'UE? C'est pourtant ce qui s'est passé lorsque des conflits militaires majeurs, conjugués à la détresse sociale au Moyen-Orient et en Afrique, ont provoqué des flux importants de demandeurs d'asile. La première réaction de la plupart des citoyens européens a été de les recevoir et de les protéger; mais, dans de nombreux États membres, des réactions xénophobes ont suivi, régénérant des mouvements autoritaires, nationalistes et anti-européens qui se développaient déjà pour d'autres raisons telles que le chômage et la précarité sociale.

Après quelques désaccords et hésitations, les socialistes, les sociaux-démocrates et les progressistes ont proposé comme cadre au prochain combat une approche globale de gestion ordonnée des migrations fondée sur des valeurs: régime d'asile européen, frontières européennes, partenariats renforcés avec le voisinage et couloirs de migration légale.

6) La confrontation des positions sur la migration et la protection des demandeurs d'asile a été amplifiée par les nationalistes autoritaires de plusieurs États membres, ceci afin de dissimuler

une confrontation plus fondamentale des positions sur les normes démocratiques et la protection des droits civiques des citoyens européens. Cela est en train de se transformer en un affrontement majeur sur la démocratie à tous les niveaux de l'Union européenne. Pour les nationalistes, l'Union européenne affaiblit la gouvernance démocratique; pour les progressistes européens, le niveau européen est indispensable pour approfondir la gouvernance démocratique. C'est notre sixième bataille, où Jo Leinen et Mercedes Bresso ont excellé avec des propositions novatrices.

Le prochain combat devrait viser à approfondir la démocratie à tous les niveaux et à veiller à ce que l'UE dispose des moyens nécessaires pour garantir le respect des normes démocratiques dans tous les États membres tout en renforçant le contenu de la citoyenneté européenne et en s'inscrivant dans la continuité des Présidences Baron, Borrell et Schulz du Parlement européen. Nous faisons par ailleurs face à un nouveau défi: des manipulations dans le cyberspace pourraient perturber l'exercice des droits politiques démocratiques. Nous devons en avoir pleine conscience pour mieux y faire face.



> AUTEUR

Maria João Rodrigues est présidente de la FEPS, la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes.

NOUS DEVONS SAUVER L'EUROPE !

par *Gesine Schwan*,
Udo Bullmann et Reiner Hoffmann

Pour savoir si l'UE demeurera une institution démocratique à l'issue des élections au Parlement européen en mai 2019, il faudra attendre de voir qui remportera la majorité. La droite populiste est déterminée à exploiter le problème des réfugiés – sans solution depuis des années – pour établir une Europe illibérale. Il est tout à fait possible qu'elle y parvienne si nous continuons de reporter à plus tard les problèmes irrésolus de l'UE. Il est plus qu'urgent de prendre des décisions durables pour l'Europe !

Il y a trois approches principales face à la crise manifestement profonde que traverse l'Europe. Certains électeurs sont favorables à l'UE et souhaitent maintenir le statu quo. D'autres voient la crise comme le résultat d'une intégration excessive, qu'ils perçoivent comme un obstacle à une « démocratie illibérale » ou à la protection qu'offre l'État-providence. À droite comme à gauche du spectre politique, d'aucuns se disent en faveur de la résurgence de l'État nation.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Gesine Schwan est professeur de sc. politiques et présidente de l'Université européenne Viadrina à Francfort. En 2004 et 2009, elle a été la candidate du SPD aux élections présidentielles en Allemagne.



> AUTEUR

Udo Bullmann est le président du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen.



> AUTEUR

Reiner Hoffmann est le président de la Confédération des syndicats allemands (DGB).

RÉSISTER AU “ZEITGEIST”

par Robert Misik

La Gauche est en crise. Plus spécifiquement, les partis de gauche sont en crise. Ce sont pour la plupart des partis qui ont cessé de résister, qui se sont résignés face à un « Zeitgeist » néolibéral. Ils doivent redescendre dans l'arène.

Nous parlons de la « crise de la Gauche », ou de la « Gauche en crise », mais nous devrions plutôt nous demander quelle Gauche précisément est « en crise ». Les mouvements de gauche, la sous-culture de gauche, les réseaux d'ONG de gauche, la jet-set intellectuelle de gauche ou la contre-culture de gauche ? Ou s'agit-il plutôt des partis de gauche, des partis de centre-gauche, des partis sociaux-démocrates ou de la gauche libérale ? Il y a quarante ou cinquante ans, cette question ne se serait même pas posée. Les partis de gauche s'inscrivaient dans des mouvements de gauche, et ces derniers considéraient tout naturellement ces partis comme « leurs partis », « leurs représentants au sein des parlements ». Mais dans les années 1960, les mouvements et les partis de gauche se sont séparés. Les mouvements rebelles et les responsables politiques au sein des parlements ont emprunté des chemins différents.

Les partis de la Gauche démocrate se nourrissent de l'idée du progrès, de la vision d'un avenir meilleur : croissance économique, prospérité pour tous, progrès technologique, progression sociale et modernisation démocratique. Ils sont associés à la promesse d'une amélioration progressive de la situation pour tous, comme l'illustre la magnifique métaphore de Bobby Kennedy : « la marée montante soulève tous les bateaux, pas seulement les plus luxueux ».

Mais ces trente dernières années, les crises économiques ont brusquement interrompu des phases de croissance. La mondialisation a

gagné du terrain et s'est accompagnée de discours qui dépeignent le monde comme champ de bataille où tout le monde se fait concurrence. La doctrine néolibérale a radicalisé le paradigme de la concurrence et légitimé les inégalités croissantes, la stagnation des revenus faibles et moyens, ainsi que l'exacerbation de la crainte du déclin. La peur a littéralement rongé nos sociétés.



Les sociaux-démocrates ont toujours représenté une alliance entre les classes ouvrières et les classes moyennes urbaines démocrates.



Dans le même temps, les sociaux-démocrates se sont bien trop souvent adaptés à ce « Zeitgeist ». Ils n'ont pas toujours défendu l'État-providence et les sociétés solidaires, et ils ne promettent certainement plus de progrès sociaux. Ils ont tout bonnement capitulé. « Oui, nous devons apporter plus d'individualisme dans ce système. Oui, nous devons poursuivre la déréglementation. Mais s'il vous plaît, modérez » Tel est leur discours. Mais ce qu'ils

disent vraiment, c'est : « Votez pour nous, car avec nous, la chute sera plus lente. »

Mais qui va choisir d'élire des candidats aux promesses si ternes ? Doit-on se borner à éviter le pire ? Qui pourrait se sentir inspiré par un tel discours ? Comment de tels messages pourraient-ils endiguer la peur qui se répand dans nos sociétés ?

Les partis sociaux-démocrates ont été frappés par une crise identitaire : il est devenu de plus en plus difficile de savoir quels sont leurs chevaux de bataille.

La majorité de ces partis ont non seulement une base électorale très forte, mais aussi un réseau de membres qui les soutient, au sein des syndicats par exemple. C'est le cas du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), du Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ), ainsi que des Démocrates aux États-Unis et du Parti travailliste au Royaume-Uni. On pourrait appeler cette base la classe moyenne inférieure ou la classe ouvrière. Les termes sont imprécis, mais bon nombre de ces citoyens ne se sentent plus représentés ni par les sociaux-démocrates ou les autres partis de centre-gauche, ni par les partis traditionnels. Ils ont le sentiment qu'aujourd'hui, la politique est aux mains de l'establishment, lui-même complice de l'élite économique. Ils pensent que les élites politiques et économiques forment une caste. La Casta, comme l'appelle Podemos en Espagne.

Bien que les citoyens n'aient pas entièrement raison, ils n'ont pas tout à fait tort non plus. Ils

SOCIAL DEMOCRACY

© shutterstock

| Les partis sociaux-démocrates ont été frappés par une crise identitaire : il est devenu de plus en plus difficile de savoir quels sont leurs chevaux de bataille.

ont surtout le sentiment de n'être véritablement représentés par personne. Qu'ils peuvent voter, mais qu'ils n'ont pas leur mot à dire.

Ce sentiment est dû aux mécanismes et aux règles de la politique professionnelle : le fossé entre les acteurs de la scène politique et les gens "normaux", les changements opérés parmi les fonctionnaires sociaux-démocrates, leur transformation en partis de la classe moyenne.

Ces électeurs risquent de rejoindre des partis protestataires de droite, car ils sont frustrés que personne ne réponde à leurs préoccupations.

Nombreux sont ceux qui pensent que la solution à tous ces problèmes serait de se tourner vers la classe ouvrière. Ils pensent que les sociaux-démocrates devraient moins se préoccuper de la libéralisation sociale, des droits des minorités et de la lutte contre le racisme, entre autres, pour se recentrer sur l'augmentation des salaires, de meilleures écoles, sur les préoccupations des travailleurs, des « gens ordinaires ». « On oublie les artistes et les gens comme nous qui allons à des festivals de cinéma. Et on arrête de défendre les minorités, car on risque d'effrayer la classe ouvrière blanche. »

Je ne pense pas que cela soit la solution. Premièrement, les sociaux-démocrates n'ont pas cessé de travailler à un capitalisme plus juste quand ils ont commencé à défendre les droits des gays et des lesbiennes.

Deuxièmement, on ne gagne pas en crédibilité en arrétant de défendre les causes qui nous

sont chères ou en se détournant de nos valeurs.

Troisièmement, les partis de la Gauche démocrate ont une grande tradition historique. Ils ont toujours été à la fois des partis synonymes de progrès social et de modernisation démocratique. Les sociaux-démocrates ont obtenu l'instauration de la journée de huit heures et le droit de vote démocratique. Ils ont permis la protection des travailleurs, mais aussi la liberté d'expression et la protection des minorités. Ils se sont battus pour toutes ces causes en même temps. Et ils y sont arrivés. Ils ont toujours représenté une alliance entre les classes ouvrières et les classes moyennes urbaines démocrates.

Et même aujourd'hui, les partis démocrates de gauche ne peuvent que réussir, s'ils parviennent à représenter à la fois les classes moyennes inférieures, les gens qui travaillent dur, et les classes moyennes urbaines, pour lesquelles une société juste et des collectivités viables sont aussi importantes qu'une société démocratique.

La crédibilité constitue un autre enjeu crucial. Pour être crédibles, les partis doivent avoir un plan, une idée de la manière de dompter ce turbo-capitalisme sauvage. Ils doivent savoir comment rétablir une plus grande solidarité, et comment les responsables politiques démocrates pourraient reprendre le contrôle d'un système économique mondial en pilote automatique.

Nombreux sont ceux qui ont le sentiment que nous avons créé un système malsain, que

personne ne sait réparer. Pour faire simple : vous pouvez expliquer à un ouvrier qu'il est malheureusement impossible de garantir un salaire minimum et des retraites décentes, et, l'instant d'après, céder aux souhaits d'un PDG de l'industrie financière. Ou vous pouvez dire à ce même ouvrier que vous soutenez ses revendications sans réserve, et expliquer au banquier qu'il n'est pas possible de répondre favorablement à ses demandes.

Il faut que la population soit convaincue que les partis de gauche tenteront au moins d'y arriver. Peut-être à petits pas. Peut-être avec des revers. Mais qu'ils essayeront. Il faut que l'on puisse être sûr que les sociaux-démocrates se battront comme des lions.



> AUTEUR

Robert Misik est un écrivain, programmeur, blogueur vidéo et organisateur d'expositions viennois. Il travaille pour plusieurs journaux autrichiens et allemands. Ses thèmes de prédilection sont la critique du capitalisme et de la mondialisation, ainsi que l'histoire de la Social-démocratie.

CROIRE EN L'ESPOIR QUE NOUS POURRIONS ENCORE SUSCITER

par Ania Skrzypek



© shutterstock

Des jeunes ont été invités à fermer les yeux et à imaginer la démocratie comme si c'était une personne. Ils ont alors vu des personnages emblématiques tels que Willy Brandt et Olof Palme, des hommes d'âge mûr, virtuoses de la politique. Il est pourtant possible de s'inspirer d'autres exemples plus actuels de réussite : Pedro Sanchez, Jeremy Corbyn.

Face à la tendance qu'ont les progressistes à réfléchir aux chemins qu'ils n'ont pas empruntés et aux erreurs qu'ils ont commises, nous avons plus que jamais besoin de nouvelles sources de confiance. L'authenticité et l'intégrité des candidats en font partie.

Le mouvement des progressistes est unique en son genre. Cette unicité se vérifie pour une série de caractéristiques positives, mais également pour certaines tendances difficiles à gérer. Les sociaux-démocrates réfléchissent souvent aux chemins qu'ils n'ont pas empruntés et aux erreurs qu'ils ont commises. Cette inclination s'inscrit dans une tradition de réflexion critique. Mais cette propension à l'autocritique les rend particulièrement vulnérables aujourd'hui. Ce n'est pas vu comme une prise de responsabilités, et cela les place également en position défensive. Le présent article plaide plutôt pour un recentrage sur les nouvelles sources de confiance.

Un esprit hante les réunions sur l'avenir de

la Social-démocratie. C'est l'espoir qu'un jour, tout s'arrêtera : la presse cessera de prédire sa mort à l'issue de l'une ou l'autre élection, les citoyens verront les populistes et les autres pour ce qu'ils sont vraiment, et ils reviendront vers le centre-gauche. Des réflexions similaires ont été source de réconfort en 2008, même si le retour de balancier n'est pas automatique. Pas quand l'arène politique subit des changements aussi profonds.

Il y a eu suffisamment d'attente, assez de regrets et de plaintes à propos de la réussite des autres. Il est temps de sortir de la torpeur et de réagir. Ce nouveau souffle est principalement une question de conviction, ce qu'a démontré Barack Obama avec son « Yes, we can ». Sur le long terme, l'objectif est de

reprenre la main dans la guerre des idées sur la manière de garantir un meilleur avenir à tous, peu importe que nous devions affronter un seul adversaire (comme par le passé) ou de multiples opposants (comme cela semble être le cas aujourd'hui).

Il faut tourner le dos au pessimisme et à l'apitoiement, alors que de nombreux exemples encourageants du renouveau du centre-gauche ne sont pas suffisamment valorisés. Si tous ces exemples, au lieu d'être isolés, étaient réunis au sein d'une démarche globale, ils pourraient prendre le contre-pied des discours de ceux qui prédisent la fin de la Social-démocratie dans le monde. Si on essayait, on pourrait voir comment ils pourraient s'imbriquer dans un discours global

“

*Sur le long terme,
l'objectif est de
reprendre la main
dans la guerre des
idées sur la manière de
garantir un meilleur
avenir à tous.*

”

recouvrant les aspects suivants : la nécessité d'un nouveau souffle et de nouveaux leaders, la question des valeurs traditionnelles et de leur attrait, et la définition de normes éthiques et d'un nouveau cadre pour la politique.

L'expérience suivante a été réalisée lors d'un séminaire pour jeunes progressistes. Les participants ont été invités à fermer les yeux et à imaginer la Social-démocratie comme étant une personne. Nombreux sont ceux qui ont vu les géants du mouvement : Willy Brandt, Olof Palme... Ils ont vu des hommes respectables, d'âge mûr, des virtuoses de la politique, avec lesquels ils n'avaient qu'une certaine connexion intellectuelle. Cette expérience est plutôt représentative de ce que pensent et ressentent les membres de la génération Y en Europe. Il est pourtant possible de s'inspirer d'autres exemples plus actuels de réussite : Pedro Sanchez, Jeremy Corbyn, mais aussi, en leur temps, Benoît Hamon ou Matteo Renzi, sont parvenus à insuffler une énergie nouvelle en tant que candidats. Grâce à leur authenticité et à leur intégrité, à leur volonté de défier les grands favoris, à leur disposition à tout risquer et à lutter pour un nouveau programme, ils sont parvenus à sortir des archétypes stigmatisants.

En ce qui concerne les valeurs traditionnelles, deux arguments ont été avancés à

de nombreuses reprises. Premièrement, les sociaux-démocrates sont victimes de leur succès et avec l'émancipation de la classe ouvrière, la mission du mouvement semble floue. Deuxièmement, les causes qui font bouger les foules aujourd'hui – les inégalités criantes ou le manque de solidarité – étaient au cœur du programme du centre-gauche, et pourtant, les progressistes semblent aujourd'hui invisibles sur ces questions. Si le premier argument ne tient pas – car cela supposerait que le monde ne connaît plus d'injustice sociale –, le second soulève la question de ce qu'il faudrait faire. Voici trois exemples de voies à suivre : le premier est celui du Portugal, où le gouvernement formé par le Parti socialiste (PS) s'appuie sur des valeurs traditionnelles pour faire des choix audacieux. Non à l'austérité, oui aux investissements publics. Le deuxième est celui de la Suède, où Stefan Löfven et le Parti social-démocrate des travailleurs (SAP) ont fait campagne sans complexe pour un programme axé sur des emplois et des services sociaux de qualité. Ils sont ainsi parvenus à recueillir plus de voix que prévu et ont émergé comme le seul acteur garant de stabilité dans les négociations de formation du gouvernement. Et le troisième est celui de l'Autriche, où contre toute attente, 40 000 personnes ont participé à l'élaboration d'un nouveau programme pour le Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ).

Enfin, il y a la question de la démocratie en tant que telle. On a beaucoup parlé de l'assaut contre les politiques dites traditionnelles, et de nombreux « -ismes » (populisme, néolibéralisme) ont été attribués aux « autres » que les progressistes détestent tant. L'élection emblématique de Donald Trump (entre autres) ne traduit pas une crise de la Social-démocratie, mais plutôt l'affliction de la démocratie en tant que telle. Le combat qui doit être mené ne doit pas être dirigé contre eux. Il doit être mené pour le respect des normes et des principes démocratiques. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un idéal pour lequel de nombreuses personnes se sont tant sacrifiées. C'est pourquoi la tentative de Pedro Sanchez de mettre fin à la commémoration du régime de Franco est si

lourde de sens. C'est pourquoi Jacinda Ardern a fait preuve d'avant-garde en rabrouant ses opposants qui l'interrogeaient sur ses projets familiaux pendant la campagne. Ils représentent tous deux des modèles d'intégrité dont on peut s'inspirer.

Il ne s'agit que de quelques exemples parmi tant d'autres. C'est tous les jours que l'on fait la différence, mais il est difficile de citer des exemples en cette période de doute. Ces exemples montrent toutefois que les progressistes peuvent devenir le mouvement auquel ils aspirent. La clé, c'est d'ouvrir les yeux sur le positif et de cultiver la confiance, pour commencer à y croire et faire des choix audacieux. Il faut se faire confiance, faire confiance à nos instincts et croire en l'espoir que pourrait à nouveau susciter le mouvement progressiste.

La clé, c'est d'ouvrir les yeux sur le positif et de se faire confiance, de croire en notre instinct et en l'espoir.

@Ania_Skrzypek



> AUTEUR

Ania Skrzypek est chercheuse senior à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) à Bruxelles. Elle dirige depuis 2009 le projet Next Left

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019 : UN VÉRITABLE PROJET EUROPÉEN

par Ulrike Guérot

| Les populistes de droite exploitent les problèmes sociaux, non pas parce qu'ils souhaitent y apporter des solutions, mais parce qu'ils promeuvent une fierté nationale qui viendrait remplacer la fierté des anciennes classes ouvrières.

Les partis populistes de droite, tels que le Rassemblement National (anciennement Front National) en France et le parti Droit et justice (PiS) en Pologne, ont rallié les franges socialement marginalisées de l'électorat, qui ne se retrouvent plus dans les politiques de la Gauche axées sur des questions d'identité (LGBT, féminisme, mariage homosexuel).

Les populistes de droite exploitent les problèmes sociaux, non pas car ils souhaitent y apporter des solutions (en dehors de leur discours social, la plupart de ces partis ont des programmes résolument néolibéraux, même s'ils présentent des différences), mais parce qu'ils promeuvent une fierté nationale qui viendrait remplacer la fierté des anciennes classes ouvrières.

La Social-démocratie a du plomb dans l'aile en Europe, et ce pour de multiples raisons : la disparition des emplois industriels traditionnels et des groupes d'électeurs qui y étaient associés, l'émergence de la robotique, l'affaiblissement du rôle des syndicats et, de manière générale, une société de plus en plus divisée qui ne peut plus être représentée par un seul parti. Les avantages d'un repli sur le nationalisme ne sont que chimères : c'est vers une république européenne qu'il faut se diriger.

C'est la raison pour laquelle « The flag will do it » (le drapeau s'en chargera) est une blague très en vogue dans le débat actuel sur le Brexit. Le Brexit n'améliorera pas la situation économique des électeurs du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), mais ces derniers pourront au moins à nouveau être fiers d'être « Britanniques ».

Dans le même temps, partout en Europe, des partis ou des grandes figures à gauche de la Social-démocratie (Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne, Jean-Luc Mélançon en France et Sahra Wagenknecht en Allemagne, avec son mouvement « Aufstehen »

- « Levez-vous ») réadoptent l'approche des classes et l'approche nationaliste, avec l'apparition d'une nouvelle convergence entre partis : les néolibéraux nationalistes (les populistes de droite) s'allient aux socialistes nationalistes (les populistes de gauche), une alliance qui avait déjà été faite dans les années 1920. Le racisme mis à part, les déclarations de Jean-Luc Mélançon sur l'Union européenne sont très proches de celles de Marine Le Pen. Le gouvernement de coalition italien composé du Movimento Cinque Stelle quelque peu « progressiste » et de la Lega Nord ouvertement xénophobe est un autre exemple de cette convergence.

“

Qu'ont à perdre les sociaux-démocrates européens en s'unissant pour les prochaines élections au Parlement européen ?

”

En Europe, les sociaux-démocrates – qui font toujours de leur mieux pour défendre l'Union européenne, même si leurs efforts ne sont bien souvent pas assez cohérents ou courageux – ont fini par commettre l'erreur que prévoyait Richard Rorty dans les années 1970 : ils ont trahi la classe qui constitue la base de leur électorat en permettant l'émergence du libéralisme économique de Tony Blair et de Gerhard Schröder, entre autres, car cela semblait la seule voie possible pour une modernisation de la société. La « troisième voie » (Anthony Giddens) a finalement envoyé la Social-démocratie européenne dans les limbes politiques.

Mais peut-être devons-nous choisir, non pas entre la convergence des nationalistes de la droite et de la gauche d'une part, et le centre libéral d'autre part, mais bien entre la droite et la gauche, entre le capitalisme et le socialisme démocratique. Cette approche paraît ambiguë, mais on l'envisage désormais tout haut.

Dans son livre, *L'idée du socialisme : un essai d'actualisation*, Axel Honneth, le dernier vétéran de la théorie critique, plaide pour que le socialisme et la démocratie soient à nouveau réunis au XXI^e siècle, dans le cadre d'une nouvelle expérience sociale.

Mais la question est la suivante : où devons-nous appliquer le socialisme ? Au niveau national ou européen ? C'est là qu'intervient le débat actuel sur l'avenir de l'Europe et les élections 2019 au Parlement européen. « Le Socialisme dans une seule nation » est la voie qu'avait choisie François Mitterrand en opposition à l'Europe en 1983, une approche qui aura fini par causer sa perte. François Mitterrand a ensuite changé d'avis et est devenu un Européen engagé, mais soumis au thatchérisme et à la « reagonomics », une libéralisation de laquelle la France tente encore de se dépêtrer. Des décennies plus tard, Marine Le Pen, tout comme les électeurs du UKIP, se nourrit davantage des coupes sociales opérées par Margaret Thatcher et d'autres, que de la question de l'UE.

N'est-il pas temps de revoir le slogan sur le

socialisme et la nation ? Le socialisme, mais en Europe, et non « dans une seule nation ». Ne serait-ce pas là le rôle d'un nouveau mouvement social-démocrate européen au XXI^e siècle ?

Dans son livre, *La nation, ou le sens du social*, publié dans les années 1920, le sociologue français Marcel Mauss définit la nation comme une « solidarité institutionnalisée ». Cela signifie que la solidarité n'est pas arbitraire, comme ce fut le cas, par exemple, pour la crise de la dette grecque. Selon la définition de Marcel Mauss, les débats actuels sur la création d'un poste de ministre européen des finances, d'une assurance chômage européenne (Olaf Scholz), d'un budget pour la zone euro, ou sur la crise de la dette italienne pourraient en réalité se résumer à la question de savoir si l'Europe est enfin prête à « institutionnaliser sa solidarité ». Si l'Europe est disposée à emprunter cette voie, elle pourra enfin devenir une nation selon la définition de Marcel Mauss. À la question électorale de Marine Le Pen « Quand il n'y aura plus la nation, qui s'occupera des pauvres ? », la réponse serait : l'Europe. L'Europe doit se préoccuper des questions sociales si elle ne veut pas disparaître.

Reste à voir si les sociaux-démocrates européens pourront faire d'une assurance chômage européenne un point de ralliement national comme l'a été l'assurance maladie générale de Bismarck dans l'Empire allemand du XIX^e siècle. Mais si les sociaux-démocrates européens œuvrent sérieusement en faveur d'une démocratie européenne, ils doivent exiger

l'application du principe politique général de l'égalité pour tous les citoyens d'Europe. C'est une condition essentielle, bien qu'insuffisante, pour toute démocratie.

Les citoyens ne sont pas en concurrence au sein d'une nation. Ils ne devraient pas l'être non plus au sein de l'Europe. Qu'ont à perdre les sociaux-démocrates européens en s'unissant pour adopter une stratégie visionnaire courageuse en faveur d'une Europe sociale, fondée sur le principe politique général de l'égalité pour les prochaines élections européennes ? L'appel en faveur de l'égalité des droits entre les citoyens européens pourrait, avec l'émergence d'un mouvement émancipatoire pour une démocratie européenne, donner une tournure plus intéressante à une campagne électorale européenne ennuyeuse. Si nous avons de la chance, cet appel pourrait non seulement éviter à la Social-démocratie de sombrer en Europe, mais aussi donner à cette dernière un programme de travail concret, qui séduise les citoyens de toute l'Europe pour les décennies à venir.



> AUTEUR

Ulrike Guerot est politologue et a fondé et dirige le European Democracy Lab (EDL), un groupe de réflexion sur l'avenir de la démocratie européenne. Elle est aussi professeur de politique européenne et d'étude de la démocratie à la Danube University Krems. Avec des partenaires de toute l'Europe, elle a proclamé la « République européenne » le 10 novembre 2018, dans le cadre du European Balcony Project.

Avant-propos

Qu'attendons-nous de la technologie ?

par Justin Nogarede

Selon l'historien américain Melvin Kranzberg, « la technologie n'est ni bonne ni mauvaise, mais elle n'est pas neutre non plus ». De la même manière, de nombreux concepts liés aux technologies doivent être dédramatisés. Le cyberspace n'existe pas. L'«Internet» n'existe pas. L'utilisation de ces termes renforce l'idée généralement répandue que nous sommes face à une entité envahissante et amorphe qui échappe à tout contrôle.

« Cyberspace » et « Internet » sont des termes simples et complexes à la fois qui représentent en réalité une myriade

de technologies de réseau, d'information et de communication. Ces technologies sont censées produire un effet, mais ce dernier dépend des intérêts économiques et politiques dominants. Nous ne devons dès lors pas céder au fatalisme, croire que les technologies se développent de manière autonome et qu'elles sont fondamentalement hors de notre contrôle. Les technologies sont mises au point avec un objectif précis. Elles incarnent certaines valeurs et favorisent certains usages.

Cela vaut également pour les applications d'intelligence artificielle destinées à l'auto-apprentissage. Si nous traitons une technologie comme une « boîte noire », des choix peuvent être faits quant à son utilisation et son déploiement. Bon nombre des

technologies numériques d'aujourd'hui peuvent être utilisées soit pour renforcer l'autonomie des personnes et des communautés, soit pour les contraindre et les contrôler. Les approches adoptées par la Chine et celles adoptées par les États-Unis illustrent bien cet antagonisme. Laisser le champ libre aux ingénieurs et au secteur privé est une mauvaise idée et limite la prise de décisions démocratiques. C'est particulièrement vrai pour l'environnement numérique qui, contrairement à l'environnement naturel, est totalement fabriqué par l'homme et malléable.

Malheureusement, les autorités de l'UE ont largement délaissé leur rôle en la matière. De manière

Le #RGPD offre une version actualisée et améliorée des règles sur la protection des données personnelles.

@JNogarede



“

Le cyberspace n'existe pas. L'«Internet» n'existe pas. L'utilisation de ces termes renforce l'idée que nous sommes face à une entité envahissante.

”

générale, elles s'abstiennent de façonner et réglementer activement l'Internet. Les infrastructures que nous utilisons actuellement pour communiquer et recevoir des informations en ligne servent principalement des intérêts commerciaux, avec un contrôle ou une supervision relativement limités. Il en résulte un environnement virtuel où les citoyens sont traqués et manipulés, et où leurs données personnelles sont exploitées au maximum, à des fins commerciales. Cette situation est souvent présentée comme une fatalité, mais nous oublions que les choses étaient différentes avant et que des alternatives existent. Par exemple, le service postal est totalement ou partiellement fourni par les pouvoirs publics, et il doit donc se soumettre à certaines exigences dans l'intérêt de la population. Autre exemple, la plupart des pays ont des chaînes de télévision publiques et y imposent des limites strictes sur la publicité.

Heureusement, en Europe, les pouvoirs publics commencent à comprendre qu'un changement est à la fois possible et nécessaire. Le règlement général sur la protection des données (RGPD) est en vigueur depuis mai dernier. Il était essentiel d'adopter cette version actualisée et améliorée des règles sur la protection des données personnelles. Les entreprises arguent souvent que le RGPD entrave et freine l'innovation pour les applications du big data, mais ce n'est pas vrai. Ces règles favorisent simplement un meilleur respect de la vie privée dans l'évolution technologique, une approche pleine de bon sens. Pourquoi voudrions-nous faire concurrence à la Chine en développant des technologies qui portent atteinte à notre vie privée et aggravent notre situation ?

Les débats sur le prochain programme de l'UE pour la recherche et l'innovation, Horizon Europe, montrent que l'on croit aujourd'hui davantage en la capacité des pouvoirs publics de mettre l'évolution

“
Malheureusement, les autorités de l'UE ont largement délaissé leur rôle et s'abstiennent d'activement façonner et réglementer l'« Internet ».
”

technologique au service la société. Ce programme définira de grands thèmes pour la recherche et l'innovation, ce qui permettra d'orienter consciemment l'évolution technologique vers des solutions aux défis planétaires les plus urgents. Il est grand temps d'avancer dans cette direction et il faut espérer que les tendances actuelles – où l'évolution technologique et les nouvelles technologies renforcent souvent les inégalités au lieu de les aplanir – pourront ainsi être inversées. L'injection de fonds dans les technologies de blockchains, un remède technologique coûteux pour pallier le manque de confiance dans les institutions publiques, reflète bien l'époque dans laquelle nous vivons et devrait nous pousser à l'action. La majorité des citoyens restent coincés dans les embouteillages au volant de véhicules polluants, ils paient des prix toujours plus élevés pour des habitations vétustes, et ils passent plus d'heures au travail sans augmentation de leur salaire réel : pourquoi ne concentrons-nous pas nos efforts sur ces problèmes ?

En 1999, Lawrence Lessig, professeur de droit à Harvard, expliquait dans son livre « Code and other laws of cyberspace » (Code and autres lois du cyberspace) que les institutions américaines ne souhaitaient pas ou ne voulaient pas modeler l'« Internet ». Il avait alors prédit que les intérêts commerciaux dicteraient notre façon de communiquer et de recevoir des informations en ligne. Vingt ans plus tard, nous y sommes, et ce n'est qu'aujourd'hui que l'UE fait face à cette réalité. Nous devrions tirer les leçons de cette expérience et adopter une approche plus militante concernant des technologies telles que l'intelligence artificielle et la robotique. Nous ne devrions pas mettre l'accent uniquement sur l'adaptation des compétences des travailleurs et des citoyens à ces technologies. Nous devrions plutôt nous demander ce que nous en attendons et comment nous pourrions les adapter et les utiliser dans l'intérêt des travailleurs et des citoyens. La technologie devrait être un moyen, et non une fin en soi.



> AUTEUR

Justin Nogaredo est conseiller pour la politique numérique à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS). Il a précédemment occupé le poste de chargé de politique au Secrétariat général de la Commission européenne.



La gestion des inégalités intellectuelles : principal problème du 21^e siècle

Interview avec Laurent Alexandre par Alain Bloëdt

Laurent Alexandre

est un spécialiste des développements technologiques et des défis qu'ils génèrent. Il est chirurgien, neurobiologiste fondateur de Doctissimo, et de nombreuses entreprises de haute technologie. Chroniqueur pour de nombreux médias, il est l'auteur de plusieurs manuels, notamment « La mort de la Mort », « La Mort du Cancer » et « La Guerre des Intelligences ».

L'Intelligence Artificielle est au coeur de la révolution digitale. Permettra-t-elle de résorber les inégalités ?

Laurent Alexandre relativise son emprise sur le développement du potentiel humain et revient sur ses impacts réels sur l'éducation et la santé.

The Progressive Post : *La révolution digitale va-t-elle réduire ou augmenter les inégalités ?*

Laurent Alexandre : Cela dépend desquelles. J'observe que les écarts dans la sphère intellectuelle sont beaucoup plus importants que dans la sphère physique et génèrent des inégalités beaucoup plus importantes. C'est pour cette raison que les inégalités de revenus sont bien plus importantes au XXI^e qu'au XX^e siècle. Un bon ingénieur en intelligence artificielle peut gagner plusieurs millions de dollars par mois.

PP : *Comment expliquez-vous de telles disparités ?*

LA : Les écarts sont immenses parce que l'économie de l'intelligence est une économie très scalable. Si vous êtes un excellent déménageur, vous allez gagner deux fois plus qu'un mauvais déménageur. Si vous êtes un excellent spécialiste de l'IA, vous allez pouvoir faire gagner à Facebook cent millions d'utilisateurs, ce qui vaut des dizaines de milliards de dollars.

PP : *Cette même technologie ne peut-elle pas aider à diminuer ces inégalités intellectuelles ?*

LA : Non, aucune technologie ne permet d'augmenter les capacités cognitives des gens, notamment des moins doués. Au XXI^e siècle, nous savons redistribuer l'argent grâce à l'État-providence et la Sécurité Sociale, pas les points de QI. C'est pourquoi, de mon point de vue, la gestion des inégalités intellectuelles est le principal problème du XXI^e siècle.

PP : *L'enseignement n'est-il pas la clef ?*

LA : La doxa affirme que l'école est capable de réduire toutes les inégalités, qui ne sont pas d'origine génétique. On part donc d'un diagnostic

#Digital #Revolution Il faut en effet une expertise multidisciplinaire pour réguler l'IA que la classe politique traditionnelle n'a pas @dr_l_alexandre





© shutterstock

| La doxa affirme que l'école est capable de réduire toutes les inégalités, qui ne sont pas d'origine génétique. On part donc d'un diagnostic bienveillant mais faux.

“

Au 21^e siècle, nous savons redistribuer l'argent grâce à l'État-providence et la Sécurité Sociale, pas les points de QI.

”

bienveillant mais faux. En ouvrant la fac et en donnant le bac à tous, on croit avoir démocratisé l'intelligence, alors qu'on a simplement ouvert les portes à tout le monde, ce qui est autre chose.

PP : *On ne peut pas ou on ne veut pas y remédier ?*

LA : On ne sait pas mais si on continue de nier le déterminisme génétique, on ne pourra pas mettre en place des programmes de recherche en pédagogie pour le dynamiser dans le futur, comme

on a déjà pu casser de nombreux déterminismes de santé. Ainsi, depuis 1960, rien que pour la recherche sur le cancer du sein, on doit atteindre les 100 milliards de dollars d'investissement. Sur la recherche en pédagogie, si peu ! La santé et l'éducation sont les deux grands piliers du XXI^e siècle. Et dans l'éducation, certes on dépense, mais pas en recherche.

PP : *Vous pensez que le monde fait l'autruche ?*

LA : Avec les nouvelles thérapies personnalisées, on peut dépenser plusieurs milliers de dollars par an pour une personne atteinte d'un cancer. Lorsqu'un enfant n'est pas doué et qu'il va se retrouver « handicapé intellectuel » face à l'IA de 2050, combien dépense-t-on ? Rien ! Il y a là un vice de raisonnement.

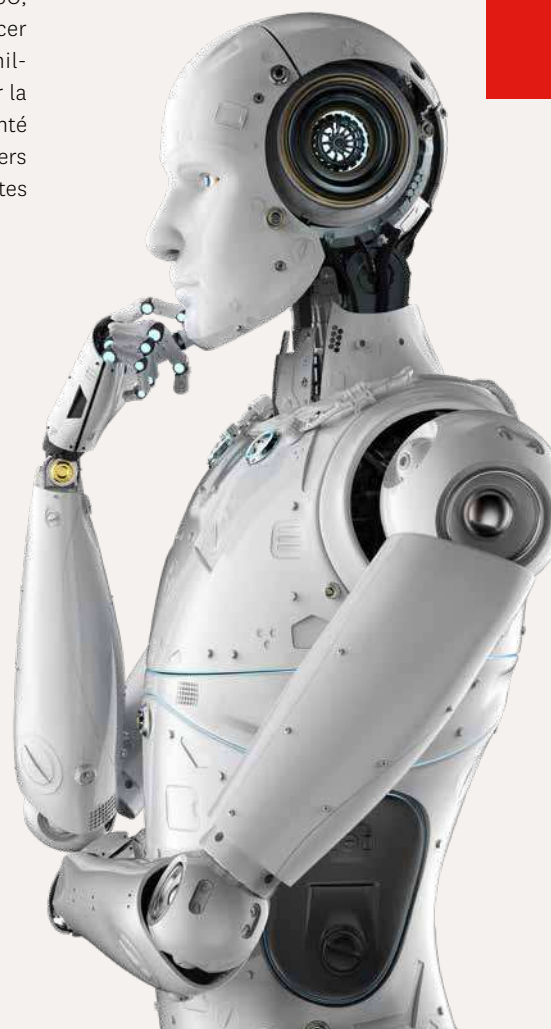
PP : *L'augmentation des compétences est-elle la seule option possible pour sauver les travailleurs ?*

LA : Les entreprises s'adapteront sans problème, elles sont résilientes. La

difficulté, ce sont les salariés. Je parle des salariés qui ne savent pas bien lire et écrire, notamment. En France, un enfant sur trois qui sort de l'école n'est pas capable de résumer un texte de cinq lignes. On observe la même chose en Italie et dans la plupart des pays.

PP : *La mobilité n'est-elle pas aussi une solution ?*

LA : Beaucoup de discours affirment en effet qu'on changera de métier régulièrement. C'est très sympa lorsqu'on fait partie de l'élite et qu'on se délecte des livres de formations, mais lorsqu'on est quelqu'un de plus modeste sur le plan cognitif, l'idée de devoir tout réapprendre tous les sept ans est complètement paquant.



NE DIABOLISONS PAS LA NUMÉRISATION

par Anthony Gooch

La mondialisation est accusée de tous les maux en cette période d'incertitude politique. En Europe et ailleurs, de trop nombreux citoyens ont l'impression d'avoir payé cher l'ouverture de l'économie et le renforcement des interconnexions, sans pour autant en ressentir les avantages. Ils se sentent incompris et ne savent pas à qui faire confiance ou vers qui se tourner pour obtenir de l'aide. Ils sont nombreux à se replier sur eux-mêmes, ce qui a des conséquences politiques et sociétales : du Brexit à la modification de l'échiquier politique en Europe.

| Il ne faut pas diaboliser la numérisation : la technologie est un moyen, pas une fin en soi.



Les interactions en ligne peuvent nuire à notre capacité à écouter les avis différents du nôtre, et briser la confiance entre les membres des communautés et envers les gouvernements.



Comme si ce n'était pas suffisant, la numérisation vient tout bouleverser, à un rythme effréné et à une échelle que nous n'aurions jamais pu imaginer. Elle transforme le marché de l'emploi, des secteurs économiques entiers et nos systèmes éducatifs. Elle change complètement notre manière de communiquer. D'ici 2021, le nombre d'appareils connectés à des réseaux sera trois fois plus élevé que la population mondiale. Mais dans quel but ? Nous devrions nous préoccuper du volume de ces connexions, mais surtout de leur qualité.

Aujourd'hui, il est très facile de trouver des personnes qui partagent notre point de vue, et il est tout aussi facile de s'enfermer avec ces personnes dans un débat confortable qui va toujours dans le même sens. Il est plus simple d'atteindre et d'influencer autrui, mais trop souvent, ce sont les « fake news » ou des visions déformées de la réalité qui prennent le pas sur les faits et les raisonnements minutieux. Les interactions en ligne peuvent nuire à notre capacité à écouter les avis différents du nôtre, et briser la confiance entre les membres des communautés et envers les gouvernements, tout comme elles peuvent influencer une élection ou donner lieu à des comportements violents.

Dans ce climat bien particulier, il est essentiel que les dirigeants écoutent les citoyens et s'en inspirent. La technologie peut les y aider. Il ne faut pas diaboliser la numérisation : la technologie est un moyen, pas une fin en soi. Comme l'expliquent des spécialistes du comportement humain dans une étude sur Twitter récemment publiée dans Science Magazine, ce sont les êtres humains qui choisissent de partager bien plus d'informations erronées et de « fake

news » que de faits avérés. C'est à nous de décider de la manière dont les technologies numériques façonneront notre monde. Ces technologies sont également utilisées à des fins louables, pour accroître les interactions entre les citoyens et les gouvernements, et favoriser la participation citoyenne. La plateforme numérique « World We Want 2030 », l'initiative colombienne plebiscitodigital.co et l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE sont trois exemples qui m'inspirent.

Avec le soutien de l'ONU, la plateforme World We Want a appelé les citoyens à participer au débat et à contribuer à la définition des objectifs de développement durable (ODD). « Faisons en sorte que nos gouvernements nous écoutent et prennent des initiatives dans les domaines qui comptent le plus pour la population partout dans le monde », tel était l'esprit de cette campagne. Le projet a réuni des citoyens de 90 pays, qui ont formé le 2015 Policy Strategy Group, et d'autres ont sillonné les médias sociaux pour défendre leur cause.

Ce projet a permis de renforcer la légitimité et la pertinence des ODD pour les citoyens du monde entier. Contrairement à leurs prédécesseurs, les objectifs du Millénaire pour le développement, les ODD ont ainsi véritablement pu être « validés » par la société. Nous pouvons déjà constater la différence : les ODD sont utilisés aussi bien par les décideurs et les législateurs que par la société civile comme une boussole qui guide leurs actions et l'attribution des ressources pour les années à venir.

En Colombie, des organisations de la société civile ont créé plebiscitodigital.co, une plateforme basée sur la technologie blockchain, dont l'objectif était de permettre aux citoyens vivant à l'étranger de participer symboliquement au référendum historique sur le processus de paix entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). À l'époque, environ 7 millions de Colombiens vivaient à l'étranger, et seulement 599 000 d'entre eux pouvaient participer au vote. Pourtant bon nombre de ces citoyens avaient quitté le pays, précisément en raison de la violence. Comme l'avaient alors expliqué les organisateurs, « leur voix compte même s'ils sont à l'étranger, et c'est pourquoi nous avons décidé de les inviter à s'exprimer face au monde, au travers de cette urne numérique ». Les résultats n'avaient aucune valeur officielle, mais cette initiative a permis aux expatriés de s'exprimer et de montrer à leur pays qu'ils continuaient de se préoccuper des problèmes de la Colombie.

À l'OCDE, nous sommes fiers de notre Indicateur du vivre mieux, une plateforme qui donne la parole aux citoyens, donne du pouvoir aux individus, et permet aux populations d'agir, d'être une source d'inspiration et de faire la différence.

Au lendemain de la crise financière mondiale, alors que tout s'écroulait autour de nous, nous nous sommes demandé ce que nous pourrions faire pour aider les gens pour lesquels nous travaillons vraiment - les citoyens, les électeurs et les contribuables. La crise nous a amenés à modifier l'«objet» de notre action, avec un nouveau programme axé sur la lutte contre les inégalités et la promotion du bien-être. Mais nous avons aussi décidé de changer la « manière » dont nous menons cette action, en accordant une plus grande attention aux populations que nous servons et en interagissant davantage avec les citoyens. Le bien-être a été choisi comme point de départ, car il fait écho à notre côté humain – contrairement aux chiffres, aux faits bruts et au PIB.

La crise nous a tous poussés à voir plus loin que l'argent, à réfléchir à nos véritables préoccupations. C'est ainsi qu'est né l'Indicateur : un instrument numérique interactif offrant aux citoyens l'occasion de s'exprimer sur leurs priorités dans la vie, au travers des principaux critères qui définissent le bien-être. Quiconque disposant d'une connexion à Internet peut consulter l'Indicateur depuis n'importe quel endroit dans le monde. Les citoyens peuvent ainsi s'informer sur les résultats qu'obtiennent les différents pays, et, plus important encore, communiquer avec nous et le reste du monde sur ce qui compte le plus pour leur propre bien-être. En faisant appel aux émotions et à l'humanité des citoyens, nous pouvons plus aisément faire en sorte qu'ils se préoccupent des défis mondiaux, et nous réduisons la distance psychologique entre le « moi », le « nous » et le reste du monde.

Nous avons été époustouffés du résultat. Des millions de personnes originaires de plus de 180 pays se sont connectées à la plateforme. Qu'avons-nous appris ? Même

si les opportunités sont différentes pour chacun et même si nous ne vivons pas au même endroit, nous partageons globalement les mêmes préoccupations : nous voulons être en bonne santé, heureux (et non riches) et instruits. Alors que l'isolement et la polarisation menacent nos sociétés, cet indicateur nous rappelle subtilement que ce qui nous réunit en tant qu'êtres humains a bien plus de poids que ce qui nous divise. Nous devons investir dans ces initiatives à l'attrait magnétique pour susciter un engouement collectif.

#Digital À l' #OCDE nous nous sommes lancés avec enthousiasme dans notre projet « Vers le numérique »
Antoine Gooch

@pitres @OECD



L'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE a inspiré des initiatives similaires à l'échelle régionale et locale, de la Corée du Sud au Canada, en passant par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Cette incursion dans la civic tech pourrait transformer les bases, structures et cadres de nos sociétés et ainsi améliorer ce qui nous importe réellement en tant qu'être humain, à savoir notre qualité de vie. En tenant compte de l'opinion des citoyens, nous pouvons véritablement améliorer nos politiques, repousser les limites et bouleverser l'ordre établi, redéfinir la croissance et placer les populations au cœur de la conception des politiques.

Les dirigeants européens doivent relever un double défi : élaborer des politiques qui nous permettent de tirer le meilleur

parti de la numérisation, tout en utilisant les technologies numériques pour renforcer les interactions avec les citoyens et regagner leur confiance. Pour s'assurer que les transformations numériques aboutissent à une amélioration des politiques et à une vie meilleure pour tous, à des interactions positives entre les citoyens et au sein des sociétés, l'OCDE s'est lancée avec enthousiasme dans son projet « Vers le numérique ». Ce projet transversal réunit un éventail d'experts et de parties prenantes chargés de veiller à ce que la transformation numérique soit synonyme de croissance inclusive et soit au service du bien-être. Nous avons fait le choix délibéré d'écouter d'abord, afin de mieux comprendre les défis, tout en sachant que nous ne pourrions pas trop tarder à agir.



> AUTEUR

Anthony Gooch est le directeur des relations extérieures et de la communication de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



Il peut être facile de déterminer combien d'emplois et quels emplois pourront être automatisés, mais il est beaucoup plus difficile d'imaginer le type et le nombre d'emplois qui pourront être créés.

UNE PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE POUR TRANSFORMER LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Pas un revenu inconditionnel,

mais bien une protection sociale inconditionnelle

par David Rinaldi & Francesco Corti

Les technologies numériques et la robotisation créent des emplois, mais certains métiers sont voués à disparaître. Des solutions fondées sur un revenu de base ont été proposées pour les nombreuses personnes en dehors du marché du travail. Elles pourraient finir par affaiblir les services publics et la fonction redistributive de l'État. Nous avons plutôt besoin d'une panoplie de mesures qui permettront de moderniser notre système de protection sociale, afin que ce dernier puisse protéger et autonomiser les citoyens européens face aux impacts du développement des nouvelles technologies

Les nouvelles technologies numériques bouleversent notre façon de communiquer et de faire des affaires, ainsi que notre conception du marché du travail. En tant que consommateurs, la plupart d'entre nous vivons la transformation numérique au quotidien : lorsque nous achetons des produits sur Internet ou avec une application, quand nous voulons communiquer, prendre contact avec notre banque ou l'administration, ou quand nous voulons nous rendre d'un point A à un point B. Et ce n'est que le sommet de l'iceberg.

L'ère du numérique ouvre la voie à la modernisation, mais aussi à la conception de nouveaux modèles d'entreprises.

#Progressistes #Protection et autonomisation : tel devrait être le rôle d'un #ÉtatProvidence moderne

*@Rinaldi_David
@f_corti1992*



Face à une toute nouvelle donne, le secteur public devrait autant se concentrer sur la gestion de la transformation radicale du marché du travail, que sur la productivité et la compétitivité. Pour ce qui est de l'emploi, le problème est double. Il y a tout d'abord la question de la quantité : combien d'emplois, et quels emplois, seront créés grâce aux nouvelles technologies numériques ou, au contraire, sont voués à disparaître ? Dans quels domaines ces nouveaux emplois seront-ils créés ? Dans quels secteurs doit-on s'attendre à des pertes ? Arrive ensuite un enjeu social moins connu, lié à la qualité des emplois : quelle protection et quels droits seront garantis dans un futur proche ? Travaillerons-nous tous moins, ou à domicile ?

“

Un État-providence moderne doit être en mesure de soutenir la croissance et le développement des citoyens, tout en les aidant à réaliser leurs aspirations.

”

En ce qui concerne le premier point, la Commission européenne nous rappelle que le taux d'emploi dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Europe augmente de 3 % par an depuis 2006, soit une croissance huit fois plus rapide que la moyenne, et cette tendance ne fait que se renforcer. L'automatisation et la robotisation entraînent quant à elles la suppression de nombreux emplois, principalement pour les « travailleurs moyennement qualifiés ». Des estimations fiables parlent d'une perte de l'ordre de 20 à 25 %. Il peut être facile de déterminer combien d'emplois et quels emplois pourront être automatisés, mais il est beaucoup plus difficile d'imaginer le type et le nombre d'emplois qui pourront être créés.

Il y a de nombreuses années, lorsque les banques ont mis en place les distributeurs automatiques, on a craint la perte de nombreux emplois dans le secteur bancaire. C'est le contraire qui s'est passé : ce nouvel

outil a permis aux banques de réduire leurs coûts, d'investir dans l'ouverture de nouvelles succursales et de créer de l'emploi.

Les solutions telles que le revenu de base sont une réponse radicale de la Gauche à la perte graduelle de pouvoir des travailleurs. L'objectif est d'aboutir à une société plus inclusive, où même ceux qui ne travaillent pas peuvent se sentir actifs. Ces objectifs sont certes louables.

Au vu du grand nombre de personnes vivant en dehors du marché du travail, le versement d'un revenu de base à tous les citoyens pourrait même sembler une solution logique, mais elle recèle des implications qu'il ne faut pas négliger.

Récemment, de grandes entreprises du Forum économique mondial et plusieurs hommes d'affaires de la Silicon Valley ont rejoint les partisans d'un revenu citoyen. Pourquoi ? Un revenu de base, surtout s'il constitue la seule source ou la source principale de protection sociale, pourrait être bénéfique au marché, en limitant de facto la marge de manœuvre de l'État et sa fonction redistributive. Certains partisans de la droite pro-marché seraient donc favorables à un système de protection sociale qui prendrait la forme d'un revenu inconditionnel. Les consommateurs pourraient ainsi bénéficier d'un revenu stable pour acheter des produits et des services que l'État ne pourrait plus garantir, étant donné que ses ressources seraient dévolues au paiement de ce revenu de base. L'État risquerait alors d'être encore plus à la merci du marché, avec une marchandisation encore plus marquée des services sociaux, en particulier dans les domaines de l'éducation et des soins de santé.

Ce n'est sans doute pas évident au premier abord, mais le revenu citoyen constitue une réponse simpliste et populiste au problème des pertes d'emplois dues à l'automatisation

et à la robotisation, tout comme la construction d'un mur est une réponse simpliste aux flux migratoires.

Nous avons plutôt besoin d'une panoplie de mesures permettant d'apporter des solutions adaptées à ce phénomène complexe.

Évidemment, cela est moins séduisant pour l'électorat, mais nous sommes convaincus que certains points pourraient présenter un véritable intérêt en termes de communication politique. La stratégie de modernisation des politiques de protection sociale devrait s'articuler autour des axes suivants :

- ▶ Des politiques d'activation et de réactivation plus solides pour mieux adapter les compétences des travailleurs aux tâches des nouveaux emplois de l'économie verte, circulaire et numérique, mais aussi pour accroître leur résilience, afin qu'ils aient les moyens de faire face à l'évolution du marché du travail.
- ▶ Une solide stratégie d'investissements sociaux, à la fois dans les infrastructures sociales et dans **l'éducation et la petite-enfance**. L'objectif serait non seulement d'empêcher que les inégalités socio-économiques prennent la forme d'inégalités des chances, mais aussi de créer les conditions nécessaires pour une main-d'œuvre plus productive à l'avenir.
- ▶ De nouvelles politiques dans le domaine de l'enseignement et de la formation, pour veiller à ce que tous les citoyens disposent des compétences cognitives et non cognitives requises. **L'apprentissage tout au long de la vie**, par exemple, est encore très peu développé, et il n'est pas suffisamment intégré dans les dynamiques d'entreprise. La modernisation des **instruments de protection sociale**, en particulier pour sortir les droits sociaux

“

Le revenu citoyen constitue une réponse simpliste et populiste au problème des pertes d'emplois dues à l'automatisation et à la robotisation, tout comme la construction d'un mur est une réponse simpliste aux flux migratoires.

”

du cadre et des définitions classiques de travail, et pour promouvoir des systèmes de protection qui soutiennent les travailleurs lors de la transition entre deux emplois.

Un État-providence moderne doit être en mesure non seulement d'inclure les nouvelles formes d'emploi dans la protection sociale, mais aussi de soutenir la croissance et le développement des citoyens, tout en les aidant à réaliser leurs aspirations. Protection et autonomisation, comme le résume bien le sociologue néerlandais Anton Hemerijck. Tel devrait être le rôle d'un État-providence moderne.

Un changement est nécessaire, non pas en faveur d'un revenu de base, mais plutôt vers une protection sociale citoyenne : une protection sociale universelle qui ne serait pas liée au statut professionnel, et où les services de l'État-providence, la sécurité sociale et les investissements sociaux ne reposeraient pas sur les conditions d'emploi, mais plutôt sur la citoyenneté.



> AUTEUR

David Rinaldi est conseiller sénior en politique économique à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) et professeur de gouvernance économique européenne à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles.



> AUTEUR

Francesco Corti est Doctorant à l'Université de Milan et membre du réseau FEPS Young Academics

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE: POUR UNE RÉFLEXION SUR LA QUALITÉ DU TRAVAIL

par *Christophe Degryse*

Lors d'un débat au Comité de la Chambre sur le projet de loi sur les usines, en mars 1844, Lord Ashley déclare : "Les diverses améliorations apportées aux machines ont tendance à remplacer l'emploi des hommes adultes par le travail des enfants et des femmes". Cette tendance à remplacer non pas des hommes par des femmes, mais du travail qualifié d'artisan (masculin ou féminin) par du travail d'exécutant (masculin ou féminin) est-elle une tendance lourde de l'outil industriel ? Est-elle une « constante technologique » ?

Nous sommes aujourd'hui, dit-on, au cœur d'une nouvelle révolution : celle de la transformation numérique, que certains appellent la 4e Révolution industrielle. Cette transformation est liée aux progrès importants dans l'intelligence artificielle et dans la robotique, mais aussi dans le développement d'un nouveau business model, celui de l'économie de plateforme. Des robots toujours plus intelligents, capables désormais d'accomplir des tâches non routinières, cognitives et manuelles (diagnostic médical, voitures autonomes, écriture d'articles, logistique...); et des plateformes numériques qui bousculent des pans entiers de l'activité économique traditionnelle (Uber, AirBNB, Upwork, TaskRabbit).

Voilà de quoi détruire de nombreux emplois, en créer d'autres, et les transformer tous. Certains secteurs sont à la pointe de cette transformation. Les métiers de la banque, de la logistique, du transport, de la chimie, évoluent rapidement avec parfois d'importants plans de

“
Le développement fulgurant, surtout dans le monde anglo-saxon, de l'économie de plateforme donne lieu à une transformation des frontières de l'entreprise.
”

licenciements et l'annonce de création de nouveaux emplois. Ainsi le géant Lloyds Banking Group a annoncé, le 6 novembre dernier, une refonte de ses effectifs dans le but de booster

ses capacités numériques : Lloyds Banking va supprimer 6 240 emplois et... en créer 8 240. Une telle annonce ne peut manquer de faire penser à l'exemple de l'industrie du textile anglaise : des travailleurs que l'on considère désormais comme obsolètes, malgré bien souvent leur expérience et leur savoir-faire, sont remplacés par de nouveaux travailleurs que l'on va dire qualifiés, car c'est désormais d'eux que les nouvelles machines ont besoin.

Les études sombres sur « l'avenir sans emploi », dont il a beaucoup été question dans le débat politique, économique et social de ces dernières années, ont peut-être masqué ce débat tout aussi important : celui de la transformation du travail. Quels sont les nouveaux emplois dans les usines et les bureaux dits « intelligents » ? L'automatisation et la dématérialisation d'un nombre croissant de tâches dans les secteurs du commerce, de la distribution, de la banque, des assurances entraînent de profonds changements dans l'organisation de ce travail. Ainsi, des



| Les études sombres sur « l'avenir sans emploi », dont il a beaucoup été question dans le débat politique, économique et social de ces dernières années, ont peut-être masqué ce débat tout aussi important : celui de la transformation du travail.

questions se posent concernant la santé et la sécurité —EU-OSHA, l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail, parle de « risques émergents »—, le temps de travail, les compétences, la conciliation travail-vie personnelle, les nouvelles méthodes de e-management, de contrôle des performances des salariés. Plusieurs médias européens se sont récemment fait l'écho des conditions de travail dans les grands centres de logistique. Il n'est pas exagéré de dire que l'humain y devient l'exécutant d'algorithmes dits « intelligents ». Est-ce là l'avenir du travail ?

Par ailleurs, le développement fulgurant, surtout dans le monde anglo-saxon, de l'économie de plateforme donne lieu à une transformation des frontières de l'entreprise. Il est possible, grâce à ces plateformes, de faire sous-traiter un nombre chaque jour accru de tâches, de les externaliser aux quatre coins du monde : encodage, comptabilité, secrétariat, traduction, design, programmation, rédaction de textes. Le développement de la sous-traitance en ligne,

vu comme une formidable « opportunité » par la Banque mondiale, peut également constituer une menace : celle du déplacement du travail au gré des tarifs les plus concurrentiels, dans des pays d'Asie du Sud-Est ou d'Afrique. La BM y voit une opportunité de développement pour ces pays. Mais on ne peut masquer le fait que le passage à la sous-traitance s'accompagne presque systématiquement d'une dégradation des conditions de travail : jobs mal payés, travaux temporaires ne permettant pas d'envisager une carrière à long terme, absence de contrat de travail, de relations collectives, de protection sociale, de formation continue.

Pour paraphraser Lord Ashley, on peut craindre que la tendance des diverses améliorations apportées aux machines (c'est-à-dire aux robots et aux algorithmes d'aujourd'hui) soit de substituer des emplois stables et qualifiés par des emplois précaires. Ce que certains auteurs appellent déprofessionnalisation. Le phénomène échappe largement aux radars. Il serait utile d'accompagner la transformation

numérique d'une réflexion alimentée par des données solides sur les changements en termes de conditions de travail et de qualité d'emploi.



> AUTEUR

Christophe Degryse est responsable de l'Unité Prospective à l'ETUI.



Philippe Van Parijs est philosophe et économiste belge, Université de Louvain, Chaire Hoover d'éthique économique et sociale

“Il faut restructurer la manière dont on distribue les revenus”

Interview de Philippe Van Parijs par Alain Bloëdt

La révolution technologique, facteur de disparition de l'emploi - une idée de plus en plus véhiculée - et pourtant, Philippe Van Parijs est loin d'être convaincu, argument à l'appui. Dans une interview, il nous explique également la nécessité d'un revenu universel pour accompagner cette évolution.

The Progressive Post : *On annonce régulièrement la disparition de quantité d'emplois. Est-ce réaliste, sachant que les courants politiques actuels ont tendance à jouer sur les peurs ?*

Philippe Van Parijs : La peur de l'immigration agite peut-être davantage l'opinion publique que la peur du chômage technologique. Mais l'évolution technologique va certainement avoir un impact très important sur l'emploi, mais pour rester simple, disons que la conjonction de l'évolution technologique et de la mondialisation conduit non pas à une diminution de la quantité de travail mais à une polarisation du pouvoir de gain. Les individus qui détiennent le capital, la propriété intellectuelle, des qualifications particulières devenues lucratives en raison de l'évolution technologique et/ou de la mondialisation, des footballeurs aux créateurs de logiciels, verront leur pouvoir de gain exploser.

PP : *Que trouvera-t-on à l'autre extrême ?*

VVP : Des individus en concurrence directe avec des tas de gens à travers le monde, aussi compétents qu'eux, parfois hautement qualifiés, mais dont les qualifications auront perdu toute valeur marchande en raison de l'évolution technologique ou en raison du déplacement d'un certain type d'activité dans une autre partie du monde à laquelle ils n'ont pas vraiment accès.

PP : *Que se passera-t-il pour ces personnes devenues vulnérables ?*

VVP : Ce qui se passera au bas de l'échelle du pouvoir de gain dépendra des institutions qui régleront le marché du travail dans chaque pays. Cela se traduira parfois par un chômage très important s'il existe un salaire minimum et une importante protection des travailleurs. Dans d'autres cas, cela se traduira par une précarité croissante des emplois et par la multiplication des working-poor, ces personnes qui doivent travailler plus qu'à plein-temps pour combler les besoins de leur famille.



| Les individus qui détiennent le capital, la propriété intellectuelle, des qualifications particulières devenues lucratives en raison de l'évolution technologique et/ou de la mondialisation, verront leur pouvoir de gain exploser, des footballeurs aux créateurs de logiciels.

“

*Il ne faut pas
remplacer le droit
au travail par
le droit au revenu*

”

PP : *Quel est le moyen d'accompagner ce changement technologique, et donc économique ?*

PVP : Il faut restructurer la manière dont on distribue les revenus. Ceux-ci incorporent la rente créée par l'accumulation du capital et les innovations passées, qui doit être distribuée à tous les citoyens de la société. Le revenu universel s'inscrit dans cette logique.

PP : *Avec quel effet sur l'avenir de l'emploi ?*

PVP : Il facilite au maximum le passage entre les différentes sphères de l'emploi, de la formation et de l'activité bénévole au sein de la famille ou au-delà. Nous avons besoin de davantage de flexibilité, combinée avec un apprentissage tout au long de la vie.

Le #Revenu universel ne doit pas être envisagé comme l'assistance sociale française



PP : *Est-ce si différent de ce qui existe ?*

PVP : Le revenu universel est profondément différent de l'assistance sociale telle qu'elle est illustrée par le Revenu de solidarité actif (RSA) français, le Hartz IV allemand, le reddito di cittadinanza italien...

PP : *Pourquoi ?*

PVP : Ce sont des formes d'assistance sociale ciblées sur les pauvres. On donne ou on complète un revenu à ceux qui ne peuvent pas survivre par leur travail, ce qui crée une trappe du chômage et une société qui se dualise de plus en plus. Au contraire, le revenu universel consiste à placer un socle en-dessous de tous les revenus pour éviter précisément de créer cette trappe.

PP : *Quand des personnalités comme Bill Gates ou Mark Zuckerberg défendent le revenu universel pensez-vous qu'elles y croient ou qu'il s'agit d'un positionnement opportuniste ?*

PVP : Je pense que certains y croient vraiment. Il faut ensuite faire attention car ils ne disent pas tous la même chose. Certains ont une vision simpliste consistant à remplacer le droit au travail par le droit au revenu. Mais le revenu universel renforce justement le droit au travail de personnes qui, sans lui, seraient confinées à des allocations sociales ou des revenus de remplacement.

L'INTELLIGENCE RÉELLE AU SERVICE DU MONDE VIRTUEL

par Pamela Meil

L'Europe est hantée par un spectre, celui de la numérisation. L'évolution des nouvelles technologies, en particulier le big data, les algorithmes et l'intelligence artificielle, a fait naître un débat sur l'avenir du travail et ses répercussions sur les travailleurs.

Le débat est dominé par la peur, notamment parce que les tendances relatives à l'évolution technologique vont dans le sens de pertes d'emplois massives. Les prévisions sont très variables : le pourcentage de pertes d'emplois se situerait quelque part entre 6 % et plus de 50 %. De même, il n'existe pas de consensus quant aux catégories de travailleurs qui seront touchées : on prévoyait dans un premier temps que les emplois peu qualifiés seraient les plus concernés, en particulier dans le secteur manufacturier. Mais les avis divergeaient quant à savoir si les effets consisteraient principalement en des remplacements ou des suppressions, et donc s'ils entraîneraient essentiellement des pertes, des glissements vers d'autres compétences et métiers, ou plutôt une augmentation réelle des nouveaux emplois et métiers.

L'une des hypothèses avancées quant à l'incidence du progrès et des mutations technologiques sur le travail est celle du processus par

| Les projections sont-elles fiables ? Sous-estiment-elles ou ignorent-elles les effets que la société pourrait avoir sur la technologie ?



“

*Il reste possible
de choisir entre
automatisation
et expertise*

”

étape. Dans ce scénario, fondé sur l'observation des vagues technologiques antérieures, l'introduction initiale d'une nouvelle technologie conduit rapidement à des suppressions d'emplois. Des problèmes de mise en œuvre se posent alors. Ils nécessitent un revêtement partiel et une adaptation, offrant ainsi aux travailleurs qualifiés des perspectives d'emploi. D'autres visions plus pessimistes de l'avenir incluent de plus en plus des catégories de travailleurs autrefois considérées comme moins vulnérables aux assauts des technologies numériques et de la numérisation. On reconnaît à l'intelligence artificielle, aux processus d'adaptation autonome et aux algorithmes d'auto-optimisation la capacité de remplacer de nombreux types d'emplois hautement qualifiés, et même des métiers créatifs.

Une autre évolution qui devrait avoir d'importantes répercussions sur les relations de travail est le rôle du big data et des algorithmes via des plateformes. Dans l'univers des plateformes, la relation entre le travailleur et l'employeur s'effectue via un intermédiaire (la plateforme) qui, au moyen d'algorithmes, associe les tâches à des travailleurs ou clients, contrôle et évalue les performances. Outre la totale opacité du processus, ce système n'offre guère de recours aux travailleurs puisqu'il n'existe pour ainsi dire pas d'action collective ni de pouvoir de négociation et que, le

plus souvent, ils ne connaissent pas leurs employeurs, lesquels sont généralement injoignables.

L'une des caractéristiques du monde numérique – souvent négligée, alors qu'elle représente un véritable défi pour les travailleurs et les autorités de réglementation – est la tendance à la consolidation et à la concentration des activités. Cette tendance est principalement due au fait que des acteurs puissants tendent à dominer la sphère, et à écarter les concurrents et les petits acteurs en marginalisant leur présence et leur visibilité. Il est donc beaucoup plus difficile pour les travailleurs et leurs représentants de se défendre.

Dans les débats, l'Europe est souvent dépeinte comme un acteur à la traîne dans la course au développement de technologies clés. Leurs répercussions inévitables sur le travail et l'emploi doivent être contrôlées, atténuées ou évitées. Il est vrai qu'à l'heure de la mondialisation, les pionniers de la technologie et les acteurs qui dominent le marché mondial sont généralement avantagés lorsqu'il s'agit de définir le cours de l'évolution. Mais pas nécessairement parce que ces évolutions sont inévitables, immuables ou même optimales. L'analyse de vagues technologiques bien plus anciennes a démontré de manière convaincante l'adaptation des technologies à la société. Par exemple, les réfrigérateurs sont aujourd'hui électriques et n'émettent donc qu'un vrombissement, contrairement à ceux alimentés au gaz plus bruyants. Cette évolution est due en grande

partie au sens aigu des affaires, au pouvoir économique et au lobbying efficace de Thomas Edison.

Quel rôle le gouvernement et le secteur public peuvent-ils donc jouer dans la résolution des défis qui nous attendent ? Les gouvernements, à travers leur capacité de financement et de réglementation, se doivent d'agir au moins à deux niveaux. Tout d'abord, ils doivent soutenir les technologies et les organisations du travail qui favorisent le développement des compétences. Il reste possible de choisir entre automatisation et expertise. Ensuite, ils doivent protéger les travailleurs dans un environnement où les conditions et les relations de travail sont définies par des acteurs toujours plus puissants, notamment dans l'économie des plateformes. Pour garantir la durabilité du travail (en termes de sécurité, de santé et de rémunération) et la viabilité des systèmes sociaux, il faut trouver de nouveaux moyens d'inclure dans la réglementation le nombre croissant de travailleurs indépendants et d'effectifs à la demande. Quelques pas ont déjà été faits dans ce sens, mais il reste beaucoup à faire.



> AUTEUR

Pamela Meil est directrice et chargée de recherche à l'Institute en sciences sociales de Munich. Dans son dernier ouvrage, *Policy Implications of Virtual Work*, elle aborde une tendance clé dans le domaine du travail et de l'emploi.

#Digital #UE Quel rôle le gouvernement et le secteur public peuvent-ils jouer dans les défis qui nous attendent ?

@Pamela Meil



INNOVATION : UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR POUR L'EUROPE

#Digital #UE a l'occasion d'utiliser des politiques d'innovation du secteur public pour renouveler à la fois ses politiques et son économie

@Fred Block



par Fred Block

Nombreux sont ceux qui craignent que l'Europe reste à la traîne derrière les États-Unis et la Chine dans la course à la suprématie technologique mondiale. Mais l'Europe a en réalité une chance unique à saisir. Elle doit concentrer ses efforts sur les innovations qui permettront d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

D'aucuns affirment que l'Europe sera toujours à la traîne derrière les États-Unis et la Chine, qui sont au coude-à-coude dans la grande course à l'innovation. Mais ils se trompent. En réalité, il n'y a pas qu'une seule course mondiale à l'innovation. Ce n'est pas une avancée technologique en particulier qui permettra d'assurer l'avenir du pays ou de la région qui la mettra au point. Aujourd'hui, grâce à l'exploitation des capacités de pointe des ordinateurs, aux nouveaux matériaux et aux nouvelles techniques de production, l'innovation est partout. Malgré le rôle prépondérant des sociétés informatiques américaines et les initiatives technologiques ambitieuses lancées par l'État chinois, les innovateurs européens ont encore des milliers d'opportunités à saisir pour devenir des leaders dans le développement de technologies aux avantages économiques et sociaux significatifs.

En outre, les États-Unis et la Chine continuent d'axer leurs efforts sur des technologies susceptibles de leur donner un avantage militaire. Par exemple, aux États-Unis, l'industrie et le gouvernement injectent des milliards de dollars dans des projets visant à mettre au point des voitures et des camions sans conducteur. Le public demeure pourtant

| L'Europe peut devenir un leader de l'innovation si elle mise sur les technologies qui promettent de répondre aux véritables besoins des populations civiles.



sceptique quant à la sécurité de ces véhicules contrôlés par ordinateur. Et à juste titre, étant donné que des terroristes pourraient les reprogrammer pour en faire des machines à tuer qui foncraient sur des piétons. Mais c'est justement la possibilité d'utiliser ces engins comme machines à tuer qui rend le Pentagone si enthousiaste. C'est pour cette même raison que les autorités chinoises accordent elles aussi la priorité aux innovations qui revêtent une utilité militaire.

L'Europe peut devenir un leader si elle mise sur les technologies qui promettent de répondre aux véritables besoins des populations civiles. Mais il faut pour ce faire qu'elle tire les enseignements des politiques d'innovation de ces soixante dernières années. Les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer. Les technologies contemporaines sont complexes et exigent tout un éventail de compétences scientifiques. Par conséquent, les sociétés privées, même les plus grandes et les plus prospères, ne peuvent progresser seules. On ne peut pas non plus s'attendre à ce que les programmes de recherche mis sur pied par des scientifiques et des ingénieurs du milieu universitaire aboutissent automatiquement à des avancées déterminantes.

En réalité, ces soixante dernières années, presque toutes les grandes avancées technologiques ont vu le jour après qu'un gouvernement a identifié un défi technologique spécifique, dégagé des fonds pour que des chercheurs se penchent sur le problème, et facilité une véritable coopération entre les scientifiques de l'industrie, du monde universitaire et des laboratoires du secteur privé. C'est précisément l'idée que développe Mariana Mazzucato dans son livre, *The Entrepreneurial State*. L'innovation technologique est toujours un voyage vers l'inconnu, souvent bien plus long qu'on ne l'imaginait, avec des résultats incertains et imprévisibles. En outre, comme pour toute autre initiative gouvernementale, les politiques en faveur de l'innovation peuvent être exécutées habilement ou, au contraire, maladroitement. L'argent du contribuable peut être gaspillé si les projets présentent des objectifs trop

ambitieux, s'ils sont trop centralisés, ou si les groupes de recherche continuent de recevoir des aides, même en l'absence de progrès.

“

Les innovateurs européens ont encore des milliers d'opportunités à saisir pour devenir des leaders dans le développement de technologies aux avantages économiques et sociaux significatifs

”

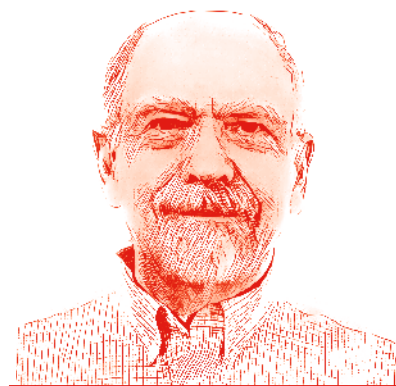
Mais la bonne nouvelle, c'est que de bonnes pratiques sont en train de voir le jour et augmentent les probabilités que ce type d'initiatives donne véritablement des résultats. L'une d'entre elles consiste à attribuer de petites subventions très ciblées, pour déterminer si les groupes de recherches peuvent progresser sur certains aspects d'une problématique plus large. Une autre consiste à mettre en place des institutions réunissant une masse critique de chercheurs des secteurs public et privé, afin qu'ils puissent coopérer. Ces institutions pourraient en outre coordonner les initiatives d'un réseau de chercheurs répartis dans différentes régions.

Le véritable défi est de classer les domaines de recherche par ordre de priorité. C'est là que l'Europe a l'avantage d'être moins centrée sur le militaire que ses rivaux géopolitiques. Elle a la possibilité de soumettre au débat démocratique des décisions à l'origine purement technocratiques. Elle pourrait en outre rompre avec le modèle américain, où le gouvernement prend les plus grands risques,

mais où des sociétés prospères comme Apple et Google récoltent tous les bénéfices, tout en minimisant leur charge fiscale. De nombreuses politiques pourraient permettre de redistribuer les bénéfices des initiatives gouvernementales en faveur de l'innovation.

Il est évident, par exemple, que si le public avait son mot à dire, la priorité serait accordée à des technologies susceptibles de faire baisser les coûts de construction pour des complexes de logements multifamiliaux attractifs utilisant des énergies renouvelables pour combler leurs besoins énergétiques. Une telle initiative permettrait à la fois de lutter contre le changement climatique et de diminuer le coût du logement, tout en créant des opportunités de marché substantielles à l'étranger. Mais de nombreuses autres initiatives pourraient améliorer la qualité de vie de millions de personnes.

Actuellement, des deux côtés de l'Atlantique, nombreux sont ceux qui ne font plus confiance à leurs dirigeants et aux politiques néolibérales de la dernière décennie. Des politiques d'innovation éclairées et ancrées dans un débat démocratique pourraient s'avérer indispensables pour réformer à la fois nos économies et nos systèmes politiques.



> AUTEUR

Fred Block est chercheur et professeur de sociologie à l'Université de Californie à Davis. Il a coécrit avec Matthew R. Keller le livre *State of Innovation: The U.S. Government's Role in Technology Development*. Son livre le plus récent est *Capitalism: The Future of an Illusion*.



David Hémous

est professeur assistant d'économie de l'innovation et de l'entrepreneuriat à l'université de Zurich. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université

Harvard. Il a reçu une bourse de démarrage du CER sur l'"Automation".

Automatisation: un processus progressif

Interview avec David Hémous par Alain Bloëdt

Contrairement à une idée reçue, l'automation du travail et des tâches de la vie courante ne se fera pas du jour au lendemain. Il s'agit d'un processus étalé sur le temps. Pour David Hémous, il est donc nécessaire d'accompagner ce changement.

The Progressive Post :

Vivons-nous véritablement une révolution technologique ?

David Hémous : L'automatisation arrive, mais c'est un processus progressif, dont on parle beaucoup depuis environ cinq ans, mais qui existe depuis trente ou quarante ans.

PP : *Vous ne croyez pas non plus aux oiseaux de mauvais augure qui annoncent le remplacement de l'homme par la machine ?*

DH : Non car si on prend, par exemple les camions, on commence certes à les automatiser mais tous les chauffeurs ne vont pas perdre leur emploi demain. Je ne crois pas tellement aux études qui annoncent la disparition de centaines de milliers d'emplois d'ici vingt ans et le chômage de masse. Cependant, je pense qu'on peut protéger les gens qui en seront victimes de deux manières : d'abord, par la redistribution, puis par l'octroi d'un complément comme le revenu universel, le don d'un portefeuille boursier à certaines personnes lorsqu'elles atteignent 18 ans, ou autre innovation sociale.

“

Par exemple les camions, on commence certes à les automatiser mais tous les chauffeurs ne vont pas perdre leur emploi demain

”

PP : *Que pourrait-on faire au niveau du marché du travail ?*

DH : Il faut à mon avis davantage protéger les travailleurs que les emplois. Il faut donc que les travailleurs puissent passer plus facilement d'un secteur à un autre, aient accès à une formation qui leur permette d'être le plus utile possible avec les technologies actuelles et futures.

#Digital l' #Automatisation a favorisé l'accès à l'éducation

@David Hémous



PP : *Trouvez-vous qu'il existe une véritable volonté d'accompagner ces changements ou sentez-vous davantage une résistance ?*

DH : Jusqu'à présent, on parle beaucoup de formation mais il ne se passe pas grand-chose concrètement. Je pense qu'on peut faire plus.

PP : *Vous disiez que ce sont des changements qui ont commencé à apparaître depuis plusieurs décennies. Pourquoi s'y intéresse-t-on seulement maintenant ?*

DH : Je pense qu'une première réponse est liée à la crise, qui a entraîné du chômage et une réflexion sur ses causes. En outre, de nouvelles technologies sont arrivées sur le marché depuis une quinzaine d'années et sont assez impressionnantes, à l'image de l'intelligence artificielle. La conduite était annoncée comme l'une des activités les plus difficiles à automatiser. Or, le pas est franchi. Enfin, le fait que l'automation pourrait toucher des professions qualifiées pousse ses ressortissants à s'intéresser à la question : journalistes, enseignants...

PP : *Vous soutenez l'idée que l'automation est inhérente à la croissance économique. Pensez-vous que l'évolution digitale est nécessairement un soutien à la croissance économique ?*

DH : Tout dépend de la mesure prise pour étalon. Au regard du PIB par exemple, oui. Ça ne signifie pas que ce soit nécessairement une bonne chose pour tout le monde. Ça peut tout à fait augmenter le PIB et les inégalités en même temps.

PP : *Dans toute révolution il y a des gagnants et des perdants, c'est le jeu de l'économie. Mais comment faire pour que la révolution digitale, contrairement aux autres révolutions, soit profitable au plus grand nombre ?*

DH : Le ratio de gagnants et de perdants varie beaucoup d'un pays à l'autre. En France ou en Allemagne par exemple, les inégalités ont peu évolué lorsqu'on regarde dans le top 25 %. Les changements technologiques de ces trente dernières années ont donc sans doute été compensés par d'autres phénomènes. C'est différent dans le top 1 %, où la question

de la digitalisation joue un rôle moins important. Aux États-Unis ou au Royaume-Uni, les courbes d'inégalité ont en revanche augmenté. De manière générale, je dirais que si la digitalisation et l'automation ont tendance à augmenter les inégalités, la redistribution par l'impôt et autres moyens permettent de compenser ce phénomène, du moins en Europe.

“

Je pense qu'on peut protéger les gens qui en seront victimes de deux manières : d'abord, par la redistribution, puis avec un complément comme le revenu universel

”



| Il faut donc que les travailleurs puissent passer plus facilement d'un secteur à un autre, aient accès à une formation qui leur permette d'être le plus utile possible avec les technologies actuelles et futures.

10 points de référence pour un discours progressiste sur la migration

par le groupe des migrations internationales de la FEPS

Couverture du dernier Progressive Post n°9
- Comment la migration régulière peut réduire la migration irrégulière?



© Sarah Prastamm

Des dizaines de migrants arrivent chaque jour dans des canots de fortune sur les rives des îles de la mer Égée. Ils traversent l'étendue de mer étroite mais orageuse qui se trouve entre la Grèce et la Turquie. Quand ils se posent, leurs visages tendus par la peur de la mort se détendent pendant un bref moment de soulagement. Lesbos (Grèce), 2015.

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières adopté par les États membres des Nations Unies à Marrakech au Maroc en décembre 2018 est un cadre progressif inédit visant à assurer une approche à la fois ascendante et descendante en matière de migration.

Compte tenu des opinions xénophobes et anti-migrants qui progressent sur le continent européen et ailleurs ainsi qu'une évolution qui s'est une nouvelle fois manifestée lors du sommet de l'UE à Salzbourg, où les dirigeants européens ont exprimé leur unité sur le Brexit et leurs divisions sur la migration, la FEPS a présenté une vision progressiste de la migration à New York, le 21 septembre, juste avant l'Assemblée générale des Nations Unies.

La migration, ce n'est pas une affaire de chiffres, mais d'êtres humains. Derrière les chiffres se cachent des hommes, des femmes et des enfants. Chacun avec ses propres sentiments, expériences, craintes et espoirs et sa propre histoire. Chacun a sa dignité, chacun a le droit de chercher une vie meilleure. La manière dont nous gérons la question migratoire affectera le droit de circuler de ces hommes et femmes et de mener une vie digne, ainsi que la stabilité et la cohésion des communautés d'accueil. C'est pourquoi les politiques progressistes de migration et d'intégration doivent être fondées sur l'humanité et la solidarité. Elles supposent le rejet absolu des mesures, initiatives et pratiques susceptibles de porter atteinte à la dignité humaine.

Si, dans le contexte mondial actuel, la migration a atteint des niveaux

L'accord UE-Turquie et la fermeture de la frontière entre la Grèce et la Macédoine ont transformé les îles de la mer Égée en camps, où les migrants attendent l'autorisation de poursuivre leur voyage et craignent d'être renvoyés en Turquie. Kios (Grèce), 2016.



© SPAIN PRESS/ANSA

#Migration Humanité et Solidarité, des socles progressistes pour accompagner les migrants @FEPS_Europe



sans précédent, il nous faut reconnaître qu'il n'y a aucune urgence : la migration est une caractéristique structurelle ordinaire du monde contemporain. Des réponses politiques à court terme, restrictives et simplistes, non seulement ne « résolvent pas le problème », mais elles aggraveront les conséquences d'une mauvaise gestion. Étant donné que les causes de la migration sont à chercher dans les inégalités de développement et de répartition des richesses, dans les conflits et les persécutions ainsi que dans les ravages des changements environnementaux et climatiques, ce n'est qu'à l'échelle mondiale que la migration pourra être efficacement gérée. C'est l'architecture mondiale actuelle qui doit être changée.

Sur la base de ces postulats, le Groupe des migrations internationales de la FEPS formule les propositions suivantes, qui se veulent être un cadre de référence pour les forces progressistes du monde entier, ainsi

qu'un outil d'aide à la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières adopté à Marrakech les 10 et 11 décembre 2018.

1. Exposer la réalité de la migration

Le discours relatif à la migration est caractérisé par un nombre incalculable d'idées reçues. Il est essentiel d'encourager une information fondée sur des éléments probants, en particulier lorsque les preuves factuelles ne suffisent plus et que les informations sont souvent manipulées ou déformées. Nous devons faire le maximum pour démystifier la migration : en élargissant les groupes qui prennent la parole à ce sujet, en faisant appel aux vecteurs efficaces d'information et en mettant à jour les nombreux préjugés et mensonges éhontés qui circulent. Ces derniers alimentent les peurs et les craintes et débouchent inévitablement sur l'adoption de mesures inappropriées, tant au niveau national qu'international. L'idée même de migration doit être normalisée, afin de dissiper les craintes et d'inspirer davantage confiance en la capacité des gouvernements à y faire face.

2. Encourager un dialogue vaste et équitable entre les pays

Une analyse du phénomène migratoire qui ne tient compte que d'un seul point de vue à la fois entraîne automatiquement des réponses biaisées et unilatérales, tout en renforçant la vision d'une opposition : « nous contre eux ». La plupart des États sont à la fois des pays d'origine, de transit et d'accueil et ont davantage d'intérêt qu'on ne pourrait croire à adopter une approche large et internationale. Nous devons partir de cette idée et nouer un dialogue pluri-dimensionnel entre les pays d'origine, de transit et de destination, afin de déterminer quelles sont les politiques les plus à même de gérer les flux migratoires dans l'intérêt de tous les États et de tous les peuples.

3. Élaborer des pactes de mobilité justes et équitables

Afin d'assurer une bonne gestion de la migration, la coopération entre les États devrait avoir pour objectif de mettre en place une politique commune de mobilité organisée

entre les pays de départ, de transit et d'arrivée, conçue dans l'intérêt de tous. Ces pactes de mobilité transnationale devraient prévoir une gestion conjointe et inclure à la fois des voies de migration régulière et des politiques de retour. Le but serait d'éliminer les incitations aux flux irréguliers et de démanteler les réseaux de passeurs et de trafiquants.

4. Promouvoir une migration sûre, ordonnée et régulière

Le renforcement et le développement des possibilités légales, pour les migrants, d'atteindre leur pays de destination en toute sécurité constituent non seulement un devoir moral, mais aussi une condition préalable essentielle pour lutter efficacement contre la migration irrégulière, le trafic et la traite des êtres humains, ainsi que pour éviter que des personnes ne perdent la vie dans des périple longs et dangereux.

5. Repenser les frontières

Les frontières servent à établir la distinction entre « nous » et « eux ». Elles ne sont pas, comme on le pense généralement,

des barrières infranchissables, mais des conventions adoptées pour rassurer ceux qui vivent en leur sein et garder « les autres » à bonne distance. Nous devons repenser le concept même de frontière, redécouvrir et réapprendre que les États sont des communautés, et que ces communautés peuvent être exclusives ou inclusives. Nous devons réconcilier la protection du territoire des communautés avec le devoir moral de répondre aux besoins humanitaires de ceux qui cherchent une protection, une assistance et/ou une vie décente.

6. Mettre de l'ordre dans le désordre

La perception de l'ordre qu'ont les gens doit être placée au cœur de toute politique migratoire. L'État doit avoir le contrôle de la situation et cela doit être perçu comme tel. Toutefois, avoir ce contrôle ne signifie pas fermer les frontières, recourir aux arrestations arbitraires ou expulser injustement les nouveaux arrivants. Il s'agit de concevoir et gérer des voies de migration légale, des politiques et des pratiques d'asile efficaces, mais aussi des contrôles aux frontières. C'est mettre en place et pouvoir appliquer

des règles précises et des procédures fonctionnelles qui sont claires et transparentes pour tous, migrants et autorités, dans le plein respect de l'État de droit et des droits des migrants, et dans un contexte de responsabilité politique. C'est également lutter contre toutes les formes d'exploitation des migrants par des passeurs et des trafiquants sans scrupules ainsi que par des employeurs malhonnêtes, tout en évitant systématiquement la pénalisation des migrants, qui a des effets dévastateurs puisqu'elle alimente les peurs à leur égard et contribue à en faire des boucs émissaires.

7. Lutter contre l'exclusion grâce à l'inclusion

Nous devons en finir avec l'idée selon laquelle les nouveaux arrivants et la population locale seraient tous en concurrence pour des ressources limitées, qu'il s'agisse d'emplois, de services, de logements, de prestations sociales ou de richesses. Selon nous, les nouveaux arrivants et les populations locales ont tous intérêt à éliminer les inégalités. Pour ce faire, il convient de mettre en place des politiques et des mesures visant à réduire les inégalités pour tous et à accroître la part des profits qui va à la main-d'œuvre.

8. Respecter les différences

La cohabitation entre les nouveaux arrivants et la population locale est toujours compliquée. Si les normes sociales diffèrent, les règles et les normes individuelles sont en perpétuelle évolution progressive. À l'exception des pratiques totalement

Dans la banlieue de Vintimille, la ville italienne à la frontière avec la France, un camping informel a été établi le long du lit du fleuve. Vintimille (Italie), 2017.



© Sarah Prestianni

incompatibles avec les principes de la démocratie libérale, il est capital d'insister sur le fait que les changements ne peuvent pas et ne doivent pas être unilatéraux. Les différences doivent d'ailleurs être prises en considération en fonction des besoins, des règles et des valeurs communes d'un régime politique pluraliste. Toutes les activités qui laissent de la place à différentes traditions doivent être encouragées par les autorités publiques de tous niveaux, en donnant de la visibilité aux différences dans la sphère publique afin de les légitimer et de permettre à la population de se familiariser avec elles, ainsi qu'en impliquant les citoyens dans des discussions et des débats organisés dans des lieux publics appropriés.

9. Favoriser la résilience des communautés

Il convient de mettre en place un système de mise en correspondance des besoins des nouveaux arrivants ainsi que ceux des municipalités et des sociétés civiles qui les accueillent. Cela afin d'adopter des mesures assurant un juste équilibre entre les deux ensembles et de garantir davantage d'égalité et de justice sociale pour tous. Un tel

système nécessite un soutien au niveau national et international, afin d'accroître la résilience des communautés, qui est une condition préalable essentielle à la mise en œuvre d'une stratégie d'intégration efficace.

10. Promouvoir une vision inclusive de l'identité

La promotion d'une vision inclusive de l'identité, au lieu d'une vision exclusive (fondée sur des caractéristiques exclusives, telles que l'appartenance ethnique ou la religion), est un processus difficile, mais qui en vaut assurément la peine. Cette identité inclusive ne tiendrait compte ni de la religion ni de la couleur de peau, mais serait constituée de citoyens ayant rejoint une communauté de leur plein gré. Le recours à la législation pour interdire, empêcher et condamner le racisme et la xénophobie est primordial pour assurer une telle transformation culturelle, qui n'est pas la « corruption des valeurs culturelles » que l'on pourrait craindre, mais un « enrichissement » culturel qui peut et doit être encouragé.



Au milieu de la nuit, une vieille embarcation s'approche du quai de Lampedusa. Plus de 300 hommes, femmes et enfants retiennent leur souffle dans la coque en bois dans laquelle ils ont quitté la Libye. Chaque «couche humaine» est un «tarif» différent: ceux qui sont assis au fond du bateau - en danger de suffocation - payent le prix inférieur. Lampedusa (Italie), 2015.

A voir également, en ligne, trois interventions d'universitaires prônant une vision progressiste sur la migration

Giuliano Amato, ancien Premier ministre italien, président du Groupe de la FEPS sur les migrations internationales
<https://tinyurl.com/y7ll7htl>



Louise Arbour, Représante spéciale des Nations Unies sur les migrations internationales
<https://tinyurl.com/y9z5ud4c>



Josep Borrell, Ministre espagnol des Affaires étrangères
<https://tinyurl.com/ygzrj8mk>



Migrations : des alternatives existent !

par Catherine Woollard

Le rapport de la FEPS, intitulé *Prioritising people : a progressive narrative on migration*, présenté à la conférence UNited for a different migration à New York en septembre, ainsi que les débats et les événements organisés en marge de cette présentation, montrent qu'il existe des alternatives à l'approche négative et défaitiste des migrations qui domine le débat politique européen.

Le rapport de la FEPS, qui contient une multitude d'idées, structurées autour de quatre grands axes – de la protection des droits des migrations à la promotion d'une identité inclusive –, illustre l'émergence d'une politique migratoire plus réaliste, fondée sur des faits. Il est important de noter que cette approche de la migration répond aussi aux besoins de l'Europe.

Depuis quelques années, l'Europe est confrontée à un paradoxe dans le domaine des migrations. Tous les pays européens ont urgemment besoin d'augmenter leur population. La vraie crise à laquelle ils doivent faire face est une crise démographique: leur population vieillit et le rapport de dépendance croît rapidement. Cette situation menace le développement économique de l'Europe, mais aussi son modèle social. Il en va de la survie de certains pays. En proie à l'émigration et à une diminution du taux de natalité, les pays dont la population baisse le plus se trouvent en Europe.

Pourtant, les politiques actuelles sont majoritairement anti-migration. Les dirigeants s'emploient à réduire, voire à supprimer toutes les migrations, comptant de plus en plus sur des solutions utopiques consistant à empêcher toutes les arrivées, à déporter des millions de personnes ou à augmenter les taux de natalité. Pour les réfugiés, les conséquences sont désastreuses. En raison d'un nombre record de

déplacements forcés et de l'absence de filières sûres et adéquates leur permettant de trouver une protection – avec des réinstallations directement depuis les pays hôtes –, bon nombre des personnes qui arrivent en Europe ont besoin d'une protection internationale. Et parmi elles, nombreuses sont celles qui n'ont d'autre choix que d'arriver illégalement en Europe. Par conséquent, empêcher toute migration revient à empêcher les réfugiés d'atteindre un endroit où ils seront en sécurité.

Il est réconfortant de voir que des alternatives existent. La mise en place de voies légales de migration et la régularisation des migrants constituent des solutions clés, comme le soulignent les auteurs du rapport. Il est tout aussi indispensable de faire en sorte que les réfugiés puissent emprunter des itinéraires sûrs pour trouver une protection, et de proposer aux autres migrants des solutions sûres et légales. Une telle approche permettrait notamment une meilleure gestion des migrations, afin que les migrants puissent travailler dans les secteurs en demande de main-d'œuvre, ainsi qu'une réduction du travail au noir. La présence de personnes démunies en situation irrégulière crée plus d'hostilité de la part du public que le nombre d'arrivées en lui-même. Les systèmes d'asile ne peuvent par ailleurs qu'être surchargés si de nombreux migrants n'ayant pas droit à une protection y introduisent des demandes. La réponse n'est pas de supprimer

les systèmes d'asile pour tous, mais bien de proposer d'autres possibilités aux migrants ne remplissant pas les conditions requises.

Comme le font observer les auteurs du rapport, la migration légale dans le cadre d'offres d'emploi et de visas étudiants, les systèmes de migration circulaire et le recrutement ciblé, entre autres, permettent également une coopération plus aisée avec les pays d'origine et de transit. Si tout ce que l'Europe a à offrir à un pays, c'est une aide au développement limitée, il est normal que certains gouvernements ne se laissent pas convaincre de coopérer dans le cadre de l'agenda européen sur la migration. La plupart des pays en question ne dépendent pas assez de l'aide européenne pour que cette dernière soit décisive, surtout lorsque la population et les dirigeants de ces pays considèrent la migration comme une chose positive.

L'approche actuelle, qui consiste à acheter de l'aide pour le contrôle des migrations auprès de gouvernements répressifs, est par ailleurs très risquée. Ces pays ne sont pas des partenaires fiables, et renforcer leurs institutions corrompues et abusives donne également lieu à de nouveaux déplacements. L'alternative est de gérer les migrations en les acceptant et en travaillant à des approches mutuellement bénéfiques.

Les auteurs du rapport soulignent en outre l'importance d'ouvrir les concepts d'identité,

de pays et de société, et de rejeter l'argument défaitiste et erroné selon lequel l'intégration aurait échoué. Il existe d'innombrables exemples positifs d'« intégration », quelle qu'en soit la définition, et de nombreuses bonnes pratiques permettent de contribuer à cette intégration. Il faut tout simplement s'appuyer sur des faits, en tirer des leçons, et mettre à disposition les ressources nécessaires. Cette réalité cache une vérité plus profonde : la véritable menace pour l'intégration, ce sont les discours qui la présentent comme impossible, tenus par des hommes et femmes politiques nostalgiques d'une Europe chrétienne blanche qui n'a jamais existé. Il n'est pas facile de créer des sociétés inclusives au travers de l'octroi de droits. D'aucuns diraient même que c'est une lutte sans fin, car il y a toujours des forces prêtes à priver un groupe ou un autre de ses droits. Le rapport de la FEPS ne renonce pas pour autant et soutient l'intégration au travers du respect des droits et de l'autonomisation. Les auteurs insistent à nouveau sur la nécessité d'éviter de criminaliser les migrants et ceux qui leur apportent une aide. Face à l'inaction de l'État, la société civile s'est engouffrée dans la brèche. Elle a mobilisé des citoyens à travers toute l'Europe pour que les droits de tous soient respectés. Nous devons résister aux réactions hostiles.

De par son approche positive et réaliste, ce rapport fait écho au pacte mondial sur les migrations, une vision de la gouvernance des migrations pragmatique, et pourtant fondée sur les droits. Ceux qui s'opposent à la réalité des migrations sont dans le déni quant au fait qu'elles sont inévitables et qu'elles peuvent comporter des avantages. Ils appliquent la

politique de l'autruche. Bien entendu, tous les partis politiques doivent répondre aux préoccupations des électeurs, mais en vertu de la démocratie représentative, ils se doivent également de présenter des idées nouvelles, de lancer des débats sur des alternatives au statu quo, et de démentir les mythes et les idées biaisées. Il ne fait pas de doute que le centre-gauche a été chamboulé par le débat sur les migrations, mais les récentes élections montrent que ce n'est pas en s'alignant sur la position de l'extrême-droite qu'il remportera des voix. Cette stratégie s'est avérée contre-productive et le sera tout autant pour les élections de 2019 au Parlement européen. Dans le même temps, apporter des « solutions » n'est pas non plus la bonne approche, car définir les migrations comme un problème, c'est souscrire au raisonnement des extrémistes. Il est possible de « normaliser » et de gérer les migrations en mettant en place les alternatives décrites dans le rapport. Certaines ont été éprouvées, d'autres sont totalement nouvelles. Il faut progressivement rallier des appuis politiques en faveur de ces alternatives et trouver des ressources pour les soutenir. Telle est la voie à suivre.



> AUTEUR

Catherine Woollard est la secrétaire générale du Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (CERE). Le CERE est une alliance paneuropéenne composée de 96 ONG issues de 40 pays, qui œuvrent à la protection et à la promotion des droits des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes déplacées.

La réponse n'est pas de supprimer les systèmes d'asile pour tous, mais bien de proposer d'autres possibilités. Catherine Woollard

@ecre



A voir également, en ligne, trois interventions d'universitaires prônant une vision progressiste sur la migration

Guy Goodwin-Gill, Professeur émérite en droit des réfugiés de l'université d'Oxford
<https://youtu.be/hPDOA2qDL4o>



Hervé Le Bras, démographe, historien, chercheur émérite à l'INED et directeur de recherche à l'EHESS
<https://youtu.be/dSREHxycNUM>



Ana Elisabetta Galeotti, Professeur de philosophie politique à l'université de Piémont-Est
<https://youtu.be/qaLrPrXXThI>



UNE CULTURE DE LA DIVERSITÉ

par Ricard Zapata-Barrero

La diversification croissante de la population (en termes de cultures, de nationalités, de langues, de religions, etc.) dans nos grandes villes est une conséquence directe de la mondialisation et de la mobilité. Les États pensent qu'il faut gérer cette diversification, et que sans leur intervention, elle risque de générer des extrémismes idéologiques et d'être source de fragmentation politique, de clivages sociaux, de xénophobie et de racisme au quotidien. Ils n'ont toutefois pas encore trouvé un moyen efficace et durable de gérer cette diversité. Après trois décennies d'exploration, nous sommes entrés dans une phase de frustration. Le caractère irréversible de ce processus n'a pas encore été pris au sérieux.

Ce débat a commencé dans les années 1980, autour de questions telles que la justice sociale, l'égalité, les libertés fondamentales et les droits de l'homme, mais aussi le protectionnisme national. À cette époque, le multiculturalisme semblait la réponse. On a misé sur un système conférant des droits spécifiques à ceux qui étaient différents, ou sur une nouvelle version de l'assimilationnisme civique et national axé sur des conditions minimums à remplir pour vivre ensemble : une langue, mais aussi une histoire nationale et des symboles communs. C'est sur cette base qu'ont vu le jour des

examens de citoyenneté et les contrats d'intégration. Ces derniers ont suscité de nombreux débats, au motif qu'ils étaient probablement tout aussi difficiles à réussir pour certains citoyens de souche.

Aujourd'hui, ces propositions sont accueillies avec frustration. Et ce, notamment lorsqu'il s'avère que dans des villes, la diversité est très présente dans certains quartiers et totalement absente dans d'autres, ce qui reflète les inégalités socio-économiques. La diversité demeure un facteur clé des inégalités socio-économiques, et elle met en exergue de nouveaux processus de domination.



| Aujourd'hui, nous pouvons voir à quel point la diversité demeure un facteur clé des inégalités socio-économiques, et elle met en exergue de nouveaux processus de domination.

La dénonciation de la discrimination liée à la diversité est notre moyen de générer une prise de conscience. Le manque de diversité dans les administrations publiques, la police, les écoles et les partis politiques reste un défi très similaire à celui de l'augmentation du nombre de femmes dans les grandes institutions.

Nous sommes entrés dans une phase historique de conscience, où toute politique proposée se doit d'être multidimensionnelle, en tenant compte de critères tels que l'identité, la situation socio-économique, le statut juridique, le genre, voire le niveau d'instruction. Cette phase de la « superdiversité » (Steven Vertovec) deviendra plus multidimensionnelle à mesure que les nouvelles générations évoluent au travers de mariages mixtes. Nous sommes à l'aube d'une période historique où il deviendra exceptionnel de n'avoir qu'une seule identité nationale au sein d'une même famille.

Au vu de cette nouvelle configuration de la diversité, les deux anciens paradigmes politiques ne proposent pas de solution

convaincante. Aujourd'hui, tout est très complexe. Une personne peut présenter de multiples traits différenciateurs susceptibles d'être source d'inégalité. Nous vivons dans une ère post-ethnique et post- raciale.

Ces deux approches ne permettent pas non plus de voir que bon nombre des problèmes découlant de la diversité des sociétés sont dus à un manque de contacts et de connaissance mutuelle. C'est la base du paradigme de la politique interculturelle. L'essence de cette politique est de ne pas envisager la diversité selon les paramètres de l'État qui tendent à la voir en termes de sécurité et d'instabilité, mais de la considérer plutôt comme une variation d'une tradition nationale. Vivre ensemble dans la diversité ne peut être que le produit d'un apprentissage et le résultat d'une socialisation dont les pouvoirs publics devraient être responsables. Nous devons reconnaître que les anciennes approches ont totalement négligé les demandes des citoyens de souche, qui ont eux aussi besoin de nouveaux paramètres pour vivre dans la diversité.

#Culture #Démocratie Le manque de diversité dans les administrations publiques, la police, les écoles et les partis politiques reste un défi.

@ricardzapata



Il faut avant tout que la population reconnaisse la diversité. Bientôt, nous serons tous les « autres » ! Sans cela, les citoyens ne seront pas équipés pour entrer en contact de manière positive avec les autres, car ils seront toujours influencés par leurs préjugés et des stéréotypes. Cette reconnaissance de la diversité peut en outre faire office d'antidote contre les fondamentalistes de tous bords qui voudraient imposer leur vision du monde.

Cette méthodologie rejette la tendance subtile qui veut que celui qui définit la diversité ne s'y inclue jamais. La barrière conceptuelle que les autres paradigmes politiques continuent

“

de reproduire commence doucement à céder (dans une phase historique, tout semble aller très lentement). Les sociétés diversifiées sont encore parfois définies en termes de minorités et de majorité. Certains chercheurs reconnus continuent de qualifier les migrants de minorités ! Le fait de voir ces dynamiques sous la forme d'une opposition entre unité (proposition civique-nationale) et diversité (approche multiculturelle) constitue une autre barrière. Pour que le processus avance, l'interculturalisme s'emploie à promouvoir des rencontres dans les espaces publics, des micro-politiques, et des interactions en face à face entre voisins. Rien de tel que l'ingénierie sociale !

Aborder la diversité en des termes dichotomiques (pour/contre) va à l'encontre de la tendance historique actuelle. L'interculturalisme est un nouveau mode de pensée, une nouvelle culture dans une société aux identités multiples. Cette réflexion correspond pleinement à ma vision, selon laquelle nous ne devons pas nous concentrer sur la « diversité des cultures », mais bien sur le moyen de donner un contenu à la « culture de la diversité ». Les citoyens doivent apprendre à vivre dans des configurations diverses, car cette situation est nouvelle pour tout le monde (pour les nouveaux venus, ceux qui sont là depuis longtemps, les nouvelles générations, les citoyens de souche, etc.).

Ce que les jeunes apprennent des espaces publics diversifiés n'est pas toujours positif. Il y a beaucoup de ressentiment et un sentiment d'inégalité. Il y a même un processus d'apprentissage pour faire face au racisme ordinaire, voire pour faire face à la tendance inquiétante à la banalisation des situations racistes, pour gérer la crainte des espaces publics où règne la violence, le harcèlement culturel, et les limites que l'on s'impose pour ne pas se rendre dans certains espaces publics. À ce micro-niveau, de nombreuses relations sociales ne sont tout simplement

Il est évident qu'une société polyglotte au capital culturel élevé dispose d'une capacité humaine potentielle lui permettant d'agir mondialement dans une économie mondiale interconnectée, tout en promouvant la créativité et l'innovation

”

pas visibles au microscope, alors qu'elles sont importantes pour confirmer le sentiment d'appartenance, de cohésion et de solidarité.

Les deux anciens paradigmes politiques ne sont pas parvenus à articuler des réponses convaincantes à ces micro-conflits fréquents. La plupart sont causés par des jugements hâtifs, des stéréotypes et de fausses rumeurs qui envahissent l'espace public, influencent l'attitude de la population envers les immigrés, et nuisent à la confiance et au capital social.

La diversité est un contexte avec lequel nous devons apprendre à vivre. L'approche interculturelle voit par ailleurs la diversité comme une richesse. Il est évident qu'une société polyglotte au capital culturel élevé dispose d'une capacité humaine potentielle lui permettant d'agir mondialement dans une économie interconnectée, tout en promouvant la créativité et l'innovation. Si nous souhaitons prendre la diversité au sérieux, faisons en sorte que cela fonctionne !

L'interculturalisme présente également une dimension formatrice. Cette réalité nous obligera probablement à reconfigurer les paramètres qui permettent le vivre-ensemble. Les extrémismes xénophobes et les politiques de la peur sont, selon moi, une dernière réaction romantique en résistance à l'évolution historique actuelle incarnée par la diversité.

Ils tentent de séduire la population avec des discours rétrogrades sur une identité nationale interprétée de façon réductrice, qui n'existe pas vraiment en dehors de l'imaginaire historique (que signifie la francité ou la germanité aujourd'hui ?).

Nous devons repenser les principaux piliers de nos sociétés avec de multiples allégeances nationales et des identités complexes, et concentrer nos efforts sur la création de liens, car ces nouvelles réalités peuvent renforcer la solidarité et le cosmopolitisme dans nos sociétés. Le temps de l'interculturalisme est venu, nous devons prendre au sérieux cette stratégie de gestion de la diversité.



> AUTEUR

Ricard Zapata-Barrero est professeur de sciences politiques à l'université Pompeu Fabra de Barcelone. Il y dirige le groupe de recherche interdisciplinaire sur l'immigration, ainsi qu'un Master sur l'étude des migrations.

VERS UNE VISION PROGRESSISTE DE LA CULTURE : LANGAGE, POLITIQUES ET VISION

par Mafalda Dâmaso

Pour que tous les Européens aient foi en la démocratie, les progressistes doivent promouvoir des politiques de redistribution et de reconnaissance. La culture joue un rôle essentiel à cet égard.

Lorsqu'on leur demande quelle est leur vision pour l'avenir, que ce soit pour leur pays ou pour l'Union européenne, les progressistes citent directement la réduction des inégalités. Pourtant, pour reprendre les termes de la philosophe Nancy Fraser, des sociétés plus justes exigent des politiques de redistribution, mais aussi de reconnaissance. Pour que tous les Européens aient foi en la démocratie et pour continuer de rallier des partisans, les progressistes doivent concevoir des politiques et des programmes qui présentent ces deux aspects. La culture joue un rôle essentiel à cet égard. Les progressistes devraient apprécier son potentiel de trois manières.

Un langage progressiste pour la culture

Il est de notoriété publique que les progressistes ne sont pas partisans de la théorie du ruissellement. Pourtant, il est fréquent que la culture soit considérée comme soumise à un effet de ruissellement, une idée qu'il faut combattre. De la même manière que

“
Les projets participatifs créent et activent des liens, souvent au profit d'actions citoyennes engagées au niveau local.
”

les baisses d'impôts bénéficiant aux riches ne permettent pas aux pauvres de s'enrichir, la culture ne peut s'envisager selon une approche descendante. L'Union européenne illustre bien cette réalité. Malgré les nombreux discours des dirigeants européens sur l'importance de la culture pour la création d'une identité européenne commune, aucune politique concertée n'a été adoptée et aucun investissement sérieux n'est prévu en faveur de la culture.

La conviction que la culture est soumise à cet effet de ruissellement se reflète également dans l'absence de réaction systématique des progressistes face aux guerres culturelles qui s'imposent de plus en plus dans les débats politiques. S'ils veulent prendre le dessus dans ces débats, ils doivent activement prendre position. Ils ne doivent pas pour autant accepter les hypothèses qui circulent à propos de la culture.

Par exemple, la culture et l'immigration sont souvent – et incorrectement – associées dans les débats politiques. La définition de l'UNESCO est claire : la culture est « l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social et [...] elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». La culture est donc une combinaison de modes de vie, de valeurs et de pratiques. Elle représente bien plus que le pays d'origine d'un individu, sa religion ou son absence de religion. L'identité est un concept mouvant, et il faut s'en réjouir.

Les progressistes doivent faire en sorte que ces débats ne portent plus sur la logique d'un conflit à somme nulle entre des identités statiques définies selon des différences préexistantes. Ils doivent se concentrer sur le développement de relations au sein d'une communauté hétérogène dont les membres ont certains objectifs en commun. Ils pourraient ainsi contribuer à l'assainissement du discours politique, mais aussi, à la reconnaissance de la valeur de tous les citoyens et de leurs expériences diverses.

Des politiques culturelles progressistes

Les progressistes devraient promouvoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques culturelles axées sur les citoyens. Il faut pour ce faire prendre conscience du changement de paradigme en cours dans le secteur culturel. Même s'il y aura toujours des artistes qui travailleront seuls dans leur atelier, les pratiques artistiques contemporaines sont de plus en plus participatives, voire collaboratives, et les leaders culturels réfléchissent de plus en plus au meilleur

#FutureOfEurope Les emplois de qualité exigent de plus en plus de créativité. Les études artistiques ne doivent pas devenir le privilège des riches

@MafaldaDms



moyen d'avancer vers une démocratisation de la gouvernance du secteur.

En d'autres termes, de nombreux artistes et organismes du monde des arts souhaitent travailler avec le public, et non plus seulement pour le public. Ces projets permettent de tisser des liens au sein des communautés. Il est en effet prouvé que les projets participatifs créent et activent des liens qui perdurent pendant de nombreuses années, souvent au profit d'actions citoyennes engagées au niveau local. En outre, alors que de nombreuses populations rurales et post-industrielles se

sentent abandonnées par les décideurs politiques, des programmes culturels participatifs en dehors des centres urbains contribueraient à résoudre ce problème. Tandis que la droite nativiste utilise la culture pour légitimer des discours nostalgiques, belliqueux et nationalistes, les progressistes devraient utiliser la culture pour célébrer la valeur des villes et des citoyens, ainsi que pour consolider et tisser de nouveaux liens au sein des communautés.

Pour concrétiser cette ambition à grande échelle, il faut encourager les professionnels du secteur. Au lieu de lancer des projets d'investissement coûteux, la politique culturelle progressiste devrait soutenir des organisations locales en allouant des milliers de petites subventions dans chaque pays et région de l'UE. Ces subventions devraient être attribuées en priorité dans les régions où peu d'activités culturelles sont organisées, ce qui permettrait d'aplanir les inégalités territoriales en la matière.

Malheureusement, le financement à

| La définition de l'UNESCO est claire : la culture est « l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social et [...] elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ».



petite échelle de projets locaux et l'idée de lutter directement contre les inégalités au moyen d'investissements dans la culture font rarement partie des priorités des décideurs politiques en charge de la culture aux niveaux national et européen.

La culture dans une vision progressiste pour le XXI^e siècle

Enfin, l'époque où les politiques de type managérial remportaient un franc succès est révolue. Les progressistes doivent concevoir, proposer et mettre en œuvre un modèle de développement audacieux et inclusif qui réponde aux défis d'aujourd'hui, mais aussi de demain. Par exemple, au lieu de simplement tenter de corriger les inégalités existantes, les progressistes devraient s'employer à prévenir le renforcement de ces tendances à l'avenir.

Illustrons cette idée par un exemple axé sur la redistribution. Même si les experts ne sont pas toujours d'accord sur l'impact probable de la robotisation sur l'emploi dans les années à venir, ils sont généralement tous d'avis qu'il y aura moins d'emplois impliquant des tâches répétitives.

“

La culture est une combinaison de modes de vie, de valeurs et de pratiques. Elle représente bien plus que le pays d'origine d'un individu, sa religion ou son absence de religion.

”

La créativité sera quant à elle de plus en plus génératrice d'emplois de qualité. Les études créatives sont pourtant de plus en plus réservées aux plus riches. Afin de prévenir le renforcement des inégalités existantes pour ce qui est de l'accès au marché du travail, les progressistes devraient investir dans les compétences qu'exigeront les emplois du futur.

Prenons un autre exemple axé sur la reconnaissance cette fois. Le centre-gauche n'est pas parvenu à concevoir une vision de l'identité culturelle qui reconnaisse l'importance du sentiment d'appartenance à un État (le fait d'être britannique, français, portugais, etc.) tout en contrant le nationalisme des populistes et des nativistes d'une part, et l'identité mondialisée et déracinée des néolibéraux d'autre part. Le centre-gauche ne peut pas promouvoir une gouvernance mondiale efficace pour, par exemple, le changement climatique (qui exige que l'on reconnaisse qu'une collaboration internationale constitue le meilleur moyen de défendre les intérêts de chaque pays) sans défendre un concept d'identité qui soit à la fois internationaliste et centré sur les populations locales.

La culture peut aider les décideurs progressistes à relever bon nombre des défis actuels et futurs. Ils devraient la mettre à profit.



> AUTEUR

Mafalda Dâmaso est une chercheuse, consultante et directrice artistique qui s'intéresse aux relations entre la culture, l'identité et les affaires internationales. Elle est membre du Young Academics Network de la Fondation européenne d'Études progressistes (FEPS).



© shutterstock



© shutterstock

| L'influence de la censure a donné naissance à la notion d'autocensure, qui anéantit toute dissidence et possibilité de changement.

La culture est un mécanisme sensible qui réagit rapidement à tout changement politique ou social, avant même que ce changement n'apparaisse au grand public. Certains gouvernements radicaux pensent donc devoir la contrôler afin d'éviter qu'elle ne serve naturellement de baromètre pour les changements sociaux négatifs ou positifs. Le rôle du Centre-gauche est d'introduire des réglementations et de prendre des initiatives permettant d'éviter que cela ne se produise.

Pendant la majeure partie du XXe siècle, la culture polonaise a souffert de la censure imposée par des puissances étrangères (avant 1918), par des gouvernements polonais de plus en plus radicaux (dans les années 1920 et 1930), et enfin, de 1945 à 1990, par un bureau central doté d'organes régionaux. L'influence de la censure a été bien plus importante que prévu, avec l'apparition de la notion d'autocensure, qui anéantit toute dissidence et possibilité de changement.

D'aucuns pourraient arguer que la censure et l'autocensure sont de retour en Pologne et

que l'accès aux médias publics devient difficile pour les auteurs, les acteurs ou les réalisateurs qui expriment leur mécontentement à l'égard du gouvernement. De plus, les pièces de théâtre, les films et les livres « dissidents » ne bénéficient pas des subventions de l'État et les grandes entreprises (détenues en tout ou en partie par l'État) refusent de subventionner de tels projets. Il convient de noter que dans l'histoire de la Pologne, y compris pendant la période de l'après-guerre, la culture a joué un rôle significatif et exceptionnel dans la politique. Elle a façonné l'opinion publique sur différents sujets et influencé les relations internationales. Les artistes devenaient des héros

nationaux considérés comme la « conscience de la nation ». Faire partie de l'intelligentsia progressiste impliquait aussi de lire des livres et des magazines de l'Ouest, publiés sous le manteau ou vendus au marché noir. Dans le même temps, le gouvernement traitait la culture officielle avec respect (non seulement la culture populaire, mais aussi les artistes originaux et non conventionnels). Il soutenait des initiatives locales et mettait en pratique l'idée de la promotion sociale au travers de la culture et de l'enseignement.

Le phénomène de l'importance de la culture peut aussi s'observer à l'heure actuelle. Par

exemple, le film « Le Clergé », sur les péchés commis par des prêtres polonais, a été vu par 2,5 millions de spectateurs les dix premiers jours suivant sa sortie, battant tous les records au box-office polonais.

Tous les éléments mentionnés ci-dessus devront être pris en compte par le Centre-gauche, et par tout futur gouvernement de centre-gauche, dans l'élaboration de la politique culturelle en Pologne. Cette politique devrait s'attaquer à toutes les pratiques susceptibles de mener à la censure, même les plus subtiles : celles qui nuisent à la diversité, créent des déséquilibres et sont source d'exclusion sociale et ce, en favorisant non seulement un processus décisionnel transparent dans les institutions culturelles, mais aussi la nomination, dans les organes de prises de décision, de représentants des différentes sociétés artistiques. Il convient donc de revoir la manière dont sont nommés les directeurs des institutions culturelles (telles que les théâtres et les musées), et de donner un mandat plus fort aux employés et aux syndicats.

Mais la culture, ça commence chez soi. J'estime en effet qu'il faudrait accorder une plus grande attention aux initiatives culturelles locales qui favorisent non seulement le développement personnel, mais plus important encore, permettent aussi de prévenir l'exclusion sociale. Les initiatives locales bien conçues, avec l'aide de militants locaux, contribuent à l'émancipation et à l'intégration des citoyens. Dans chaque district, les artistes, surtout au début de leur carrière, devraient pouvoir toucher un salaire et/ou disposer d'un espace gratuit pour exercer leur art. Mettre des espaces non utilisés à la disposition d'initiatives locales constituerait une mesure simple, propice à la créativité et à l'inclusion. Les gouvernements locaux pourraient également parrainer des actions culturelles destinées aux enfants et aux adolescents issus de milieux défavorisés en finançant des ONG actives dans ce domaine. Il faudrait idéalement que ces actions évoluent en un programme national, tout en garantissant la diversité et une approche

neutre, indépendamment des changements susceptibles de survenir au sein du gouvernement. Les idées progressistes de l'inclusion et de la diversité devraient être intégrées dans la structure d'un tel programme.

Les bibliothèques, qui bénéficieraient d'un financement annuel substantiel garanti et seraient ouvertes 24h sur 24 et 7 jours sur 7 dans chaque école et chaque district, pourraient, avec une aide au niveau organisationnel, devenir des lieux de rencontre dynamiques pour les militants locaux. Ce projet peut sembler idéaliste, mais ces bibliothèques viendraient symboliquement concurrencer, dans chaque petite ville, les magasins de boissons alcoolisées qui ne ferment jamais. Le mouvement politique progressiste adopterait une position forte en proposant un tel projet.

Abordons enfin la question de l'accessibilité. Bien que ce sujet important ait déjà été traité par de nombreux membres de la classe politique polonaise, à ce jour, aucun gouvernement n'est parvenu à respecter ses promesses en la matière. Tous les programmes diffusés sur les chaînes de télévision nationales devraient être sous-titrés ou traduits en langue des signes polonaise et, si nécessaire et si possible, une audiodescription devrait être proposée pour les personnes aveugles et malvoyantes. Cette politique devrait au moins s'appliquer à tous les programmes d'information, aux programmes destinés aux enfants, aux émissions en direct sur des événements importants et aux émissions produites par la télévision publique. Aucun citoyen polonais ne devrait être privé de culture ou de participation à la vie politique en raison de son handicap.

Pour devenir un acteur du changement social progressiste, la culture en Pologne doit pouvoir compter sur un soutien financier stable au niveau local. Les décisions relatives aux bénéficiaires de cette aide et au type d'activités concernées doivent être transparentes, garantir la diversité et promouvoir l'idée d'une société multiculturelle

et multilingue. La politique culturelle progressiste du Centre-gauche revêt une grande importance à l'heure actuelle. En effet, comme le font remarquer certains experts, la Pologne est divisée en deux au sens figuré, avec des Polonais qui regardent des chaînes télévisées présentant deux interprétations largement opposées de la réalité. Ils participent à des événements culturels hétéroclites commémorant des épisodes historiques distincts et répondant à des agendas politiques différents. La situation actuelle doit être évaluée et analysée de manière critique pour l'élaboration de la politique culturelle du Centre-gauche car ce n'est qu'ainsi que cette politique pourra servir le progrès en Pologne et l'unité du pays au sein d'une Europe unie.

#Pologne #Gauche La culture commence chez soi, avec des initiatives culturelles locales.

@Karolina Ziolo-Puzuk



> AUTEUR

Karolina Ziolo-Puzuk travaille à l'Université Cardinal Stefan Wyszyński à Varsovie. Elle est spécialisée dans l'éducation et la communication multiculturelles. Elle enseigne le polonais à des étudiants étrangers et coopère avec des enseignants et des ONG pour apporter une aide aux étudiants étrangers en Pologne.

IL EST TEMPS DE NORMALISER LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA BCE

par Peter Bofinger

La Banque centrale européenne (BCE) a prévu de mettre un terme à son programme d'assouplissement quantitatif (QE) à la fin de l'année. Cette décision a été annoncée il y a longtemps, et elle ne devrait donc pas être source d'instabilité. Mais en cas de problème majeur, la BCE pourrait s'inspirer du modèle de contrôle de la courbe des rendements appliqué par la Banque du Japon depuis septembre 2016.

Si tout se passe comme prévu, la Banque centrale européenne (BCE) mettra un terme à son « programme étendu d'achats d'actifs » à la fin de l'année. Elle marquera ainsi la fin d'une phase de trois ans, pendant laquelle 2 billions d'euros d'obligations des secteurs public et privé ont été achetées. L'ampleur considérable de ces mesures non conventionnelles pose naturellement la question des répercussions de la fin annoncée du programme pour le système financier et l'économie réelle dans la zone euro.

Compte tenu du mandat de la BCE – assurer la stabilité des prix dans la zone euro –, les prévisions actuelles vont dans le sens d'une normalisation de la politique monétaire. Pour 2019, 2020 et au-delà, il est fort probable que l'inflation sera proche de l'objectif de la BCE, à savoir un taux « inférieur à, mais proche de 2 % ». La zone euro est par ailleurs revenue à une croissance stable suite à la récession de 2012 et de 2013. Il n'est donc plus manifestement nécessaire

d'adopter des mesures de politique monétaire exceptionnelles.

La transition vers une politique monétaire « normale » n'est toutefois pas sans risque, en particulier pour l'évolution des taux d'intérêt à long terme dans les États membres de la zone euro. En principe, cette transition devrait s'opérer sans difficulté majeure. Étant donné que la BCE a annoncé sa décision depuis longtemps et que les marchés financiers s'appuient sur des anticipations prospectives, cette transition devrait déjà se refléter dans le prix des obligations.

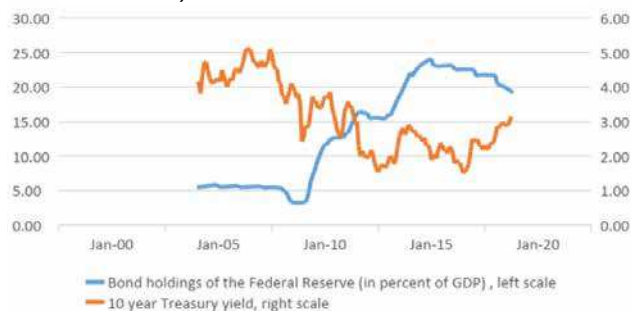
L'impact direct de l'assouplissement quantitatif sur les rendements obligataires n'est pas évident.

Si l'on observe l'évolution de la situation aux États-Unis, une nouvelle baisse des rendements obligataires n'est pas improbable, comme ce fut le cas après la fin des rachats d'obligations (voir le graphique 1). Il

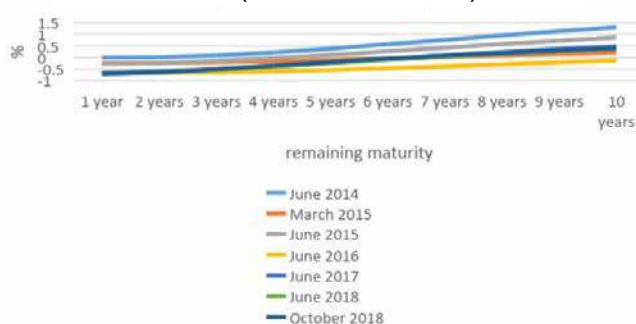
est en effet impossible d'identifier des relations concomitantes systématiques entre le volume des achats d'obligations par les banques centrales et les rendements obligataires, ce qui pose un problème de taille. Par exemple, la courbe de rendement des obligations de l'État allemand a enregistré une progression plus nette à partir de juin 2016, alors que la BCE continuait d'acheter de grandes quantités d'obligations (voir le graphique 2). Il est évident que l'effet direct des achats d'obligations sur les prix, et donc sur les rendements, est largement compensé, voire surcompensé, par des effets d'anticipation indirects.

Il est dès lors très difficile de prévoir l'effet qu'aura l'arrêt des rachats d'obligations. Au vu de l'importance des taux d'intérêt à long terme pour la stabilité du système bancaire et, en particulier, pour les marchés immobiliers dans la zone euro, la BCE ne devrait pas renoncer complètement à son influence sur les marchés des capitaux à la fin de son programme d'assouplissement quantitatif.

Obligations de Réserve Fédérale (en pourcentage du PIB) et rendement du Trésor sur 10 ans



Courbe de rendement des Bonds allemands à 10 ans (données de fin de mois)



La fin du programme d'assouplissement quantitatif de la BCE marque la fin d'une phase de trois ans, pendant laquelle 2 billions d'euros d'obligations du secteur public et privé ont été achetées.

L'expérience de la Banque du Japon

En cas d'évolution erratique des marchés, la BCE pourrait envisager de s'inspirer de la stratégie de politique monétaire adoptée par la Banque du Japon (BdJ). En septembre 2016, la BdJ a annoncé la mise en place d'un « contrôle de la courbe des rendements », dans le cadre duquel elle entend contrôler simultanément les taux d'intérêt à court et à long terme. Ce programme prévoit pour les rendements des obligations d'État japonaises à 10 ans un écart symétrique autour de zéro. Cet écart était initialement de +/- 0,1 %, et il est récemment passé à +/- 0,2 %.

La stratégie japonaise permettrait à la BCE – du moins pour la période suivant directement la fin des rachats d'obligations – d'annoncer une stabilisation des taux d'intérêt à long terme. Pour ce qui est des effets sur les rendements obligataires, cette approche serait fondamentalement différente du QE, étant donné qu'elle ne ciblerait pas directement les volumes d'obligations, mais bien leur prix.

Dans le cadre institutionnel spécifique de l'union monétaire européenne, cette stratégie ne devrait pas cibler les taux d'intérêt des obligations d'État, car la BCE

risquerait alors d'être accusée de financement monétaire des États membres, ce qui est explicitement interdit dans le Traité de Maastricht. La BCE devrait plutôt envisager de cibler le taux d'intérêt moyen des obligations d'État à long terme émises par les États membres, pondéré selon la clé de répartition du capital de la BCE. L'avantage serait que la BCE ne devrait pas intervenir dans les réallocations de portefeuille entre les obligations des États membres, car elles ne modifient pas le taux moyen. En outre, les acteurs du marché continueraient d'assumer un risque substantiel pour ce qui est du développement des rendements obligataires individuels. La « discipline des marchés » – la répartition du risque entre les rendements obligataires des États membres, que de nombreux économistes, surtout en Allemagne, considèrent comme une caractéristique essentielle de l'union monétaire – resterait de vigueur.

Une première analyse du système de contrôle de la courbe des rendements de la BdJ, réalisée par Clarida et al. (2018), conclut à des résultats plutôt positifs : « Depuis sa mise en place en septembre 2016, ce système a permis à la BdJ de contrôler plus efficacement la courbe des rendements. » La quantité d'obligations d'État japonaises que la BdJ devait acheter a diminué, et des opérations d'achat à taux fixe ont été utilisées avec succès

pour stabiliser la courbe des rendements. Cette réussite est partiellement due à la crédibilité de la BdJ et à sa stratégie de communication.

Quoi qu'il en soit, le temps est venu de passer à une politique monétaire « normale ». La fin des rachats d'obligations par la BCE répond à la stabilisation de l'économie de la zone euro et aux perspectives à moyen terme pour l'évolution des prix, ce qui correspond au mandat de politique monétaire prévu dans le Traité.



> AUTEUR

Peter Bofinger est professeur d'économie monétaire et internationale à l'université de Würzburg, et membre du Conseil allemand des experts économiques. Ses thèmes de prédilection sont l'intégration européenne et l'économie monétaire.

QUID DE L'APRÈS QE

par Alberto Botta

© shutterstock



| Le nouveau siège de la Banque centrale européenne à Francfort en Allemagne — la BCE est la banque centrale de la zone euro.

La Banque centrale européenne (BCE) a été critiquée à juste titre par plusieurs économistes pour sa réaction tardive au choc financier mondial de 2007-2008 et à la crise de la dette souveraine dans la zone euro. Malgré tout, il est indéniable que la formule « Whatever it takes » (« quoi qu'il en coûte ») de Mario Draghi, les rachats (hypothétiques) d'obligations d'État par la BCE dans le cadre de son programme d'opération monétaire sur titres (OMT) depuis septembre 2012, et le lancement par la BCE de l'assouplissement quantitatif (QE) en mars 2015 sont parvenus à calmer les marchés financiers. Ils ont aussi évité que cette crise financière potentiellement destructrice ne se perpétue.

La politique monétaire non conventionnelle de la BCE a été un remède extrêmement efficace pour traiter les symptômes de la maladie dont souffre la zone euro. Le dosage de ce traitement monétaire sera toutefois bientôt revu à la baisse. Plus important encore, il se pourrait que le QE de la BCE, au lieu d'éradiquer les véritables causes du problème, les ait en réalité exacerbées. Selon des données récentes, les liquidités injectées en masse par l'Eurosystème dans les économies périphériques ont fini par

Depuis 2015, la macroéconomie de la zone euro a été influencée par l'assouplissement quantitatif (QE) mis en œuvre par la Banque centrale européenne (BCE). En décembre 2018, le QE de la BCE touchera à sa fin, mais l'inquiétude demeure quant à la capacité de la zone euro à se relever de la crise et aux divergences croissantes entre les pays qui en font partie. Qui remplacera la BCE et se chargera d'assurer une relance durable de l'économie et le plein emploi dans la zone euro ?

rejoindre le cœur du système, ce qui, au lieu d'aplanir l'écart entre les économies du centre et celles de la périphérie, n'a peut-être fait que le creuser.

La zone euro est affectée par les problèmes inhérents à tous les processus d'intégration économique et financière de pays présentant des niveaux différents de développement. En temps normal, un flux important de capitaux depuis le centre du système (l'Allemagne et la France, par exemple) vers la périphérie (la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et, dans une moindre mesure, l'Italie) donne lieu à une croissance vertigineuse et à une convergence entre le centre et la périphérie. Toutefois ce processus s'accompagne

également d'un renforcement des déséquilibres. Les pays de la périphérie accroissent généralement leur endettement envers les économies du centre. Ce système fonctionne bien tant qu'aucun choc de grande ampleur ne survient, comme la crise financière de 2007-2008. Lors d'une telle crise, les capitaux changent brusquement de direction et cherchent à rentrer au bercail. Les ennuis commencent en raison de la crainte d'un effondrement du secteur financier, puis de l'économie dans son ensemble.

Ces problèmes ne se sont pas manifestés de façon aussi violente dans les pays dotés d'une véritable autorité centrale, tels que les États-Unis, le Royaume-Uni ou le Canada.

ASSOUPPLISSEMENT QUANTITATIF OU QE

La Banque centrale européenne (BCE) a commencé à acheter des actifs aux banques commerciales en mars 2015, afin de stimuler la croissance économique dans la zone euro et de tenter de ramener le taux d'inflation à un niveau inférieur à, mais proche de, 2 %.

Comment est-ce que cela fonctionne ? La Banque centrale européenne achète des obligations auprès des banques. Le prix de ces obligations augmente, et de la monnaie est créée dans le système bancaire. Par conséquent, un large éventail de taux d'intérêt baisse et le coût des emprunts diminue. Les entreprises et les particuliers peuvent emprunter davantage et le remboursement de leurs dettes est allégé. La consommation et les investissements sont de ce fait stimulés.

En juin 2018, au vu de perspectives économiques légèrement plus favorables dans la zone euro, la BCE a annoncé qu'elle mettrait un terme à son programme de QE d'ici la fin de l'année. Cette annonce a été confirmée en octobre, malgré un nouveau ralentissement de la croissance.

Toutefois, selon les études menées par le FEPS et le Greenwich Political Economy Research Centre, la majeure partie de ces liquidités n'a pas atteint l'économie réelle, mais a terminé dans les réserves des institutions bancaires et financières. Cette analyse montre que le QE et la croissance monétaire ont partiellement servi l'économie des pays du centre de la zone euro, mais qu'ils ne sont pas parvenus à soutenir la relance dans les économies de la périphérie.

Dans ces pays, l'autorité centrale (avec le soutien de la banque centrale nationale) a adopté des programmes de relance budgétaire expansionnistes sur de plus longues périodes que dans les pays de la zone euro, en plus de plans de sauvetage considérables pour soutenir le système financier. Dans le même temps, les obligations d'État sont devenues les actifs sûrs par excellence, recherchés par des opérateurs financiers devenus frileux. Ce faisant, les gouvernements centraux ont implicitement pris le parti de la redistribution entre les différentes régions, affectées différemment par la même crise. L'Union monétaire européenne, incomplète sur le plan politique, s'est, quant à elle, révélée extrêmement fragile. La zone euro ne dispose toujours pas d'une autorité budgétaire « fédérale » en mesure d'appliquer de manière centralisée une politique budgétaire expansionniste en cas de récession à l'échelle du système. Il n'existe pas non plus d'union bancaire européenne. Les systèmes financiers de la zone euro restent en effet largement fragmentés en cas de crise financière, car ils ne suivent pas les mêmes règles en matière de régulation et ils

ne disposent pas d'un organe de supervision commun, ou même d'une assurance commune en cas de retraits massifs des dépôts bancaires.

Les décideurs européens doivent à présent prendre leurs responsabilités. Premièrement, l'adoption d'une politique monétaire commune ne constitue pas la meilleure option pour réduire les écarts qui se creusent entre les différentes régions. La politique monétaire de la BCE n'est même pas censée réduire ces écarts. Deuxièmement, la zone euro ne pourra continuer à fonctionner que si ces écarts sont réduits de manière significative. Cet objectif ne pourra être atteint qu'au travers de politiques structurelles axées sur le développement productif des économies périphériques de la zone euro. Pour ce faire, la politique industrielle de l'UE ne devrait

Qu'advient-il de la #ZoneEuro après le #QE de la BCE ? Alberto Botta @UniofGreenwich



plus systématiquement mettre l'accent sur la concurrence. Elle devrait plutôt se concentrer sur le financement d'investissements encourageant l'innovation pour les processus de production dans les économies de la périphérie, ce qui permettrait de développer un réseau de production à l'échelle de l'Europe. Au vu des limites actuellement imposées pour les budgets nationaux, les politiques industrielles de l'UE prévues pour soutenir les investissements productifs dans la périphérie doivent être financées par des ressources collectées au centre du système. Il faut dès lors absolument mettre en place une autorité budgétaire européenne disposant de fonds propres, éventuellement financée au moyen d'un impôt européen sur les sociétés. Il est évident que toutes ces actions supposent une redistribution des ressources depuis les régions les plus développées vers les régions moins développées. Mais il s'agit précisément du rôle de toute entité politique (durable). C'est ce à quoi l'UE devrait aspirer, si elle ambitionne de devenir un jour une véritable union politique.



> AUTEUR

Alberto Botta est chargé de cours d'économie à l'Université de Greenwich. Il est membre du Greenwich Political Economy Research Centre et membre du comité scientifique du master en coopération et développement de l'Université de Pavie en Italie. Ses recherches portent principalement sur les dynamiques macroéconomiques dans la zone euro, ainsi que sur la stabilité financière et le développement économique des pays en développement.



Les membres de la génération Y sont à n'en pas douter plus incertains de leur avenir que la génération des baby-boomers. Le concept de l'« équité intergénérationnelle » n'est pas encore tout à fait défini, mais les progressistes ne peuvent pas se permettre de passer à côté de cet enjeu. C'est une question de justice sociale et une problématique qui touche leurs futurs électeurs.

Les membres de la génération Y, nés entre 1980 et 2000, sont passés à l'âge adulte dans le nouveau millénaire. Leurs points de vue et leurs attentes pour l'avenir ont été façonnés par des expériences de vie uniques.

Ils ont traversé la crise économique de 2008, et leurs débuts difficiles sur le marché du travail, leurs contraintes financières et leur passage retardé à la vie d'adulte ont contribué à leur sentiment d'incertitude face à l'avenir. Cette réalité tranche avec celle des générations précédentes, composées notamment des « baby-boomers » (les adultes nés entre

1946 et 1964, la génération d'après-guerre), vus comme des personnes aisées ayant la possibilité de partir tôt à la retraite.

Dans ce contexte, le concept d'« équité intergénérationnelle » suscite depuis quelques années beaucoup d'intérêt de la part des médias et des groupes de réflexion qui s'inquiètent que les jeunes d'aujourd'hui ne puissent pas espérer la même prospérité que les générations précédentes.

Dans les jours qui ont suivi le référendum sur le Brexit, par exemple, on pouvait lire à la une des journaux « Baby Boomers stole our future! »

(les baby-boomers nous ont volé notre avenir!), et plusieurs rapports ont fait état d'un clivage générationnel au sein de l'électorat britannique. Selon un sondage réalisé par YouGov, si 64 % des votants âgés de 65 ans et plus ont voté en faveur du Brexit, seuls 29 %

#GénérationY vs Baby-Boomers : un nouveau clivage politique de taille que les décideurs doivent prendre en compte et que les progressistes doivent exploiter.

@M_TellesFreitas



LA GÉNÉRATION Y COMPTÉ, MAIS LES BABY-BOOMERS AUSSI !

par Maria Freitas

“

*L'équité
intergénérationnelle
ne doit pas être
obtenue au prix d'une
diminution des retraites
et d'une opposition
entre baby-boomers
et membres de la
génération Y dans ce
qui s'apparenterait à
une course à l'abîme.*

”

des jeunes âgés de 18 à 24 ans ont voté pour le retrait de l'Union européenne. Selon Pierre Nouvellet, plus une circonscription comptait de jeunes (18-29 ans), moins le Leave l'emportait. Les jeunes électeurs étaient donc plus enclins à voter pour le Remain.

Ces exemples témoignent du conflit d'intérêts qui existe entre les différentes générations, lequel se traduit par un nouveau clivage politique de taille que les décideurs doivent prendre en compte et que les progressistes doivent exploiter.

Les progressistes devraient s'employer à traduire l'« équité intergénérationnelle » en politiques progressistes, car il s'agit toujours d'un concept politiquement ambigu. Ils devraient traduire ce concept en un projet politique clair en faveur d'un équilibre plus juste entre les différentes générations.

Sur la base d'un projet de recherche de la FEPS et du Sheffield Political Economy Research Institute, trois recommandations sont formulées :

Vous, les progressistes, devez diriger les débats !

Comme expliqué plus haut, aucun parti n'exploite véritablement ce concept. Les progressistes doivent être clairs dans leur raisonnement : l'équité intergénérationnelle ne doit pas être obtenue au prix d'une diminution des retraites et d'une opposition entre baby-boomers et membres de la génération

Y dans ce qui s'apparenterait à une course à l'abîme. La vision progressiste de l'équité intergénérationnelle devrait s'inscrire dans un éventail de politiques tenant compte des attentes des différentes générations.

Vous, les progressistes, devez oser faire des choix difficiles !

N'entretenez pas le discours d'une guerre entre les générations, mais parlez plutôt de justice intergénérationnelle et de ce que les citoyens considéreraient comme un juste équilibre entre les intérêts des anciennes et des nouvelles générations.

Vous, les progressistes, faites les liens qui s'imposent !

L'inégalité intergénérationnelle est liée à d'autres types d'inégalités. Il est avéré que le sentiment de préjudice est le plus fort pour les membres de la génération Y exposés à des systèmes économiques libéraux et à des marchés du travail très flexibles. Pour qu'une politique de redistribution entre les générations soit défendable, elle doit cibler les plus aisés dans toutes les catégories d'âge. Elle sera synonyme de régression si elle pénalise, par exemple, uniquement les baby-boomers, car tous les seniors ne sont pas riches !



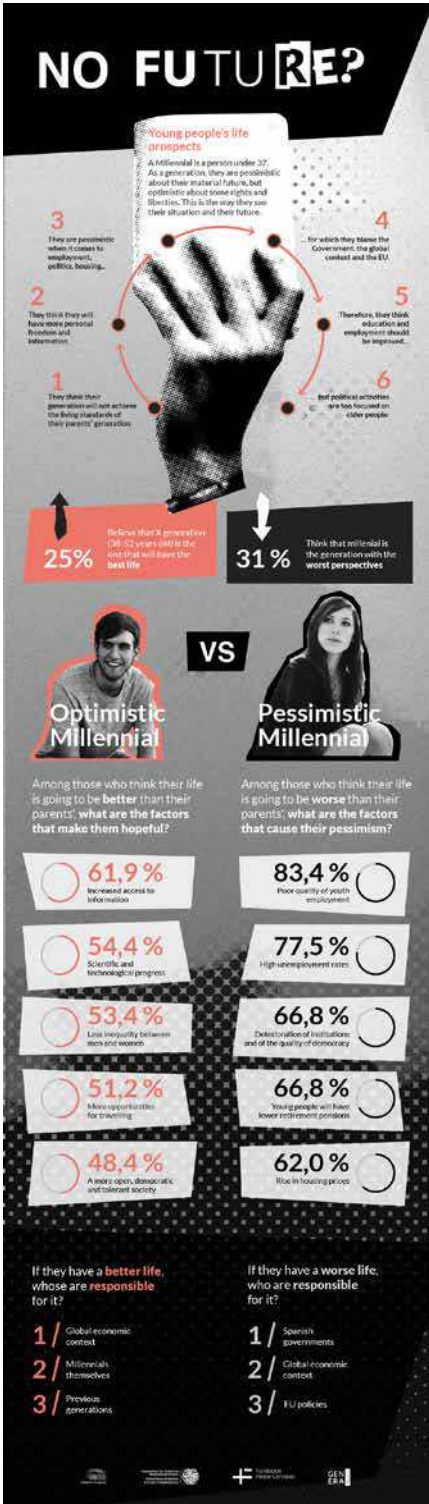
> AUTEUR

Maria Freitas travaille pour la FEPS depuis avril 2015. Elle est conseillère politique dans des domaines de recherche tels que la démocratie, l'extrémisme et les nouveaux mouvements politiques.

UN AVENIR SOMBRE POUR LA JEUNESSE ESPAGNOLE

par Belén Barreiro

L'Espagne est l'un des pays de l'UE où les membres de la génération Y sont les moins optimistes quant à leur avenir, et une grande partie de la société partage ce sentiment. Une génération avec plus de droits civils et de libertés est arrivée sur le marché du travail, mais les perspectives d'avenir professionnel de ces jeunes s'assombrissent.



“

La société espagnole estime que les retraités bénéficient davantage des politiques du gouvernement que les jeunes.

”

La plupart des Espagnols sont pessimistes quant à l'avenir de la génération Y (les adultes âgés de 18 à 37 ans aujourd'hui), et six jeunes de cette génération sur dix pensent que leur vie sera pire que celle de leurs parents, un avis encore plus répandu parmi les populations les plus vulnérables. C'est ce que révèle une enquête réalisée par 40dB (anciennement MyWord) auprès de 2 200 citoyens âgés de 16 à 75 ans, sur les perspectives d'avenir des jeunes. Cette enquête a été réalisée dans le cadre d'une étude soutenue par la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), la fondation Caixa et la fondation Felipe González, dans le cadre du projet GENERA.

Les opinions exprimées par les citoyens ne sont ni fantaisistes ni le fruit du hasard. Elles répondent à des réalités spécifiques que l'on ne peut ignorer. Selon une autre étude

réalisée par la Resolution Foundation (2018), qui compare les conditions de vie des différentes générations entre 1969 et 2014, les pays du sud de l'Europe sont les moins

“

La génération Y en Espagne bénéficie de plus de droits civils et de libertés, mais ses perspectives de progression sur l'échelle sociale sont moins réjouissantes.

”

favorables aux membres de la génération Y, car dans ces pays, la situation économique des jeunes régresse. Leurs conditions de vie sont pires que celles des personnes de leur âge il y a trente ans, alors que les autres générations bénéficient de conditions de vie comparables à celles des générations passées. Ailleurs, la situation des jeunes n'a pas empiré, mais plutôt stagné, et les générations précédentes s'en sortent mieux (au Royaume-Uni, en Finlande et au Danemark). Enfin, dans certains pays, la situation ne s'est améliorée ni pour les anciennes générations ni pour les jeunes (en Allemagne et aux États-Unis).

Pourquoi les membres de la société espagnole pensent-ils que la vie des jeunes d'aujourd'hui sera pire que celle de leurs parents ? Dans quels domaines cette régression est-elle perçue ? N'y a-t-il vraiment eu aucune amélioration ? Même s'il faut reconnaître que les avancées scientifiques et technologiques, la tolérance sociale, un meilleur accès à l'information et l'égalité des sexes améliorent la vie des jeunes, leurs difficultés matérielles viennent empirer la situation. Les citoyens citent notamment la médiocre qualité des emplois, la précarité du marché du travail, et les difficultés rencontrées pour louer ou acheter une habitation. Cette génération bénéficie de plus de droits civils et de libertés, mais ses possibilités de progression sur l'échelle sociale sont moins réjouissantes. De nouveau, ce sentiment de la société répond à une réalité : pendant la crise, entre 2008 et 2014, les adultes âgés de 18 à 25 ans ont vu leur salaire baisser de

34 %, et ceux âgés de 26 à 35 ans, de 15 %. En moyenne, les personnes âgées de plus de 65 ans ont, quant à elles, vu leurs revenus augmenter pendant cette période.

Qui les Espagnols rendent-ils responsables de cette funeste conjecture ? Les dirigeants politiques, l'économie, ou même la société ? Plus de huit personnes sur dix pensent que ce sont les politiques adoptées par les gouvernements nationaux et par l'Union européenne qui sont responsables de cet assombrissement. La mondialisation et la crise économique sont également perçues comme des causes majeures des problèmes rencontrés par la génération Y. Ni les générations précédentes, ni les jeunes ne sont considérés comme les principaux responsables de cette situation.

Comment assurer l'avenir des jeunes ? Que pouvons-nous faire ? Sur quinze politiques publiques, les participants à l'enquête ont pu en choisir trois, au nombre desquelles l'amélioration de la qualité des emplois et la création d'emplois sont celles qui ont eu le plus de succès. Il est frappant de constater que les politiques facilitant la location ou l'achat d'une maison – l'un des principaux problèmes rencontrés par les jeunes – arrivent en bas de la liste des priorités, derrière la lutte contre le changement climatique ou les politiques visant à augmenter le taux de natalité. Les citoyens, jeunes et plus âgés, pensent que l'avenir de la génération Y dépend davantage de l'accès à des emplois stables et bien rémunérés que de l'accès à un logement décent.

Consciente de cette situation, la société espagnole estime que les retraités bénéficient davantage des politiques du gouvernement que les jeunes. Il reste toutefois difficile de déterminer si la société souhaite un changement de cap radical dans les priorités politiques : quatre personnes sur dix ne savent pas si le gouvernement devrait allouer plus de ressources publiques aux jeunes ou aux personnes âgées. Bien entendu, la plupart de ceux qui ont un avis tranché sur la question souhaiteraient privilégier les membres de la génération Y. En bref, il y a un plus large consensus sur le diagnostic – les piètres perspectives d'avenir des jeunes – que sur les solutions.

#GénérationY Plus de droits civils et de libertés, mais de piètres perspectives de progression sur l'échelle sociale

@BelenBarreiro



> AUTEUR

Belén Barreiro est la directrice de la société de sondage espagnole 40dB (anciennement MyWord) et l'ex-présidente du Centre de Recherches Sociologiques CIS (Centro de Investigaciones Sociológicas) à Madrid.



| La taille du parc locatif social varie beaucoup d'un pays à l'autre : il représente 30 % des logements aux Pays-Bas, contre seulement 3 % en Allemagne.

Dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale en Europe, les logements sociaux constituaient l'un des principaux instruments à la disposition des gouvernements pour lutter contre les problèmes d'hébergement. Au cours des dernières décennies, de nombreux pays ont vu leur gouvernement se désengager des politiques du logement. Cela a entraîné une baisse des dépenses publiques, la déréglementation du marché et un soutien général en faveur du marché privé. Les logements sociaux sont aujourd'hui considérés comme un instrument politique archaïque. Mais devrions-nous vraiment exclure les logements sociaux de nos politiques du logement ?

Le terme « logement social » peut revêtir plusieurs significations selon les contextes. Certains chercheurs évitent d'ailleurs de l'utiliser car il aurait une connotation négative pour le type d'habitation concerné et ses occupants. Plusieurs critères s'appliquent au terme « logement social ». Il s'agit d'un logement qui est attribué et dont le loyer est défini en fonction de l'offre et de la demande, mais aussi selon des règles définies par les pouvoirs publics. Ces règles favorisent les candidats qui disposent de peu de moyens et qui ont urgemment besoin d'un logement. L'objectif doit également être de le proposer à un prix moins élevé que sur le marché privé.

Le logement social est donc un mode de

logement non lucratif, abordable pour les ménages qui ne sont pas particulièrement riches ou qui ne disposent pas de revenus élevés. Il arrive que les règles d'attribution excluent les ménages plus aisés ou que ces derniers soient simplement placés en bas de la liste d'attente. Dans la plupart des cas, le logement social est un logement public locatif, mais l'accession sociale à la propriété est aussi possible. Par exemple, en Finlande, il existait par le passé un système de logement social pour propriétaires-occupants, où l'achat des logements était conditionné par les revenus des candidats, le prix déterminé par les pouvoirs publics, et les transactions contrôlées.

La taille du parc locatif social varie beaucoup d'un pays à l'autre en Europe. Aux Pays-Bas,

30 % des logements sont des logements sociaux locatifs, contre 3 % seulement en Allemagne. Lorsque les logements sociaux ne représentent qu'une minorité du parc locatif, ils sont généralement réservés aux populations les plus vulnérables. Les logements sociaux peuvent être détenus et gérés par différents acteurs : des sociétés de logement municipales (en Suède), des associations de logement non gouvernementales (au Danemark), des sociétés immobilières à but non lucratif (une partie du parc de logement en Finlande), voire des entités privées (en Allemagne). Parfois, ils sont réservés aux ménages les plus défavorisés, et parfois sont officiellement ouverts à tous (bien que dans la pratique, une majorité de personnes à faibles revenus les occupent).

DES LOGEMENTS SOCIAUX EN PÉRIODE D'AUSTÉRITÉ

par Hannu Ruonavaara

Quel que soit le type de logement social, il s'agit toujours d'une intervention d'un gouvernement local ou national dont l'objectif est de s'assurer que les citoyens les plus défavorisés puissent bénéficier d'un logement convenable. Pour ce faire, le gouvernement a généralement à sa disposition des budgets et des réglementations (prix, qualité, attribution, etc.). Entre la Deuxième Guerre mondiale et les années 1980, les logements sociaux constituaient l'un des principaux instruments pour pallier le manque d'habitations et faire face aux revendications grandissantes des citoyens pour un logement décent. Cette politique s'inscrivait alors dans une intervention croissante de l'État dans la protection sociale. Un virage à 180 degrés a été opéré avec l'émergence des idéologies et des politiques néolibérales.

Dans ce contexte, les politiques européennes du logement tendent elles aussi vers le désengagement. Les gouvernements n'interviennent plus véritablement sur les marchés de l'habitat, les aides financières à la construction et à la consommation des logements sont réduites au minimum, voire supprimées, et les marchés sont déréglementés. Le désengagement de la politique du logement a également des répercussions sur les politiques relatives aux logements sociaux. De nombreux pays réduisent leurs investissements dans leur construction, et le parc existant diminue en raison de rachats (la politique « Right to Buy » au Royaume-Uni) ou de la déréglementation (en Finlande, par exemple). Les règles de concurrence de

l'UE ont contraint le large secteur du logement social aux Pays-Bas à davantage cibler ses attributions. La Suède a quant à elle dû adopter des principes s'apparentant à des pratiques commerciales.

Dans le climat idéologique actuel, le logement social passe pour une politique archaïque, critiquée par les néolibéraux au motif qu'elle fausserait le marché et en marginaliserait les occupants. Il est vrai que les logements sociaux peuvent poser un certain nombre de problèmes. Plus le secteur est restreint, plus l'attribution des logements doit être ciblée. Si les populations pauvres sont concentrées dans ces types d'habitations, ces derniers peuvent être stigmatisés comme étant des « logements d'aide sociale ». S'ils sont à leur tour concentrés dans certains quartiers, ces derniers peuvent être confrontés à plus de difficultés et de problèmes sociaux. Par ailleurs, dans de nombreux pays, la majeure partie des plus anciens ont été produits en masse, présentent une architecture monotone et sont de qualité médiocre.

Devrions-nous dès lors exclure le logement social de nos politiques du logement ? La crise financière mondiale a mis en pause la croissance quasi universelle du taux de propriété du logement en Europe. Avec la relance des économies européennes, la demande de logements locatifs augmente à nouveau. Certains pays ont assisté à la résurrection des locations privées, qui étaient en déclin. Mais ce n'est que dans les rêves des économistes néolibéraux

qu'un marché locatif privé (déréglementé) peut être la solution pour des logements locatifs abordables. Nous avons besoin de cette solution, mais nous devons aussi réinventer le logement social, de sorte à éviter qu'il soit synonyme de ségrégation et de stigmatisation.

#Social La taille du parc locatif social varie beaucoup d'un pays à l'autre en Europe.
Hannu Ruonavaara
[@SociologyUTU](#)



> AUTEUR

Hannu Ruonavaara est docteur en sciences politiques et sociales, professeur de sociologie et chef du département d'études sociales de l'université de Turku en Finlande.



Le logement public, créateur de richesses

Interview avec Cédric Van Styvendael par Alain Bloëdt

Cédric Van Styvendael

est président de Housing Europe, ancien directeur général d'Est Métropole Habitat.

Depuis ces dix dernières années, les politiques consacrées aux villes en Europe sont de plus en plus libérales. Pourtant le logement est une des principales préoccupations des citoyens européens. Il est du devoir des Progressistes de se recentrer sur le logement abordable. Une notion expliquée par Cédric Van Styvendael, président de Housing Europe, la fédération européenne de l'habitat social, social et coopératif.

ProgressivePost : *Pensez-vous que le logement peut s'imposer comme un thème de campagne des prochaines élections européennes ?*

Cédric Van Styvendael : J'aimerais beaucoup, bien qu'il ne soit pas de compétence européenne car c'est un sujet de préoccupation des citoyens et un facteur d'aggravation de la pauvreté dans les pays d'Europe.

PP : *Qu'entendez-vous par là ?*

CVS : Un chiffre résume bien la situation : un Européen sur dix dépense plus de 40 % de ses ressources pour se loger. On considère que c'est un cas de surendettement. En d'autres termes, le manque de logements abordables constitue une « arme de destruction massive » de la cohésion sociale. Si le prix du logement abordable n'est pas maîtrisé par les politiques gouvernementales, il y a danger.

PP : *Pourquoi le sujet ne prend pas ?*

CVS : Il n'est pas à l'ordre du jour de nombreux gouvernements car il ne s'agit pas d'un sujet à même d'apporter d'importants gains électoraux. Ils le considèrent aussi comme un poste de dépense et tentent donc de faire des économies en s'en remettant au privé et aux territoires.

PP : *A l'instar de l'immigration ou du climat, la réaction des villes est-elle positive ?*

CVS : Les villes ont très vite compris l'importance d'avoir une offre de logements abordables pour attirer des entreprises et accueillir des travailleurs sur leurs territoires. Elles développent donc des politiques assez volontaristes faisant désormais du logement un critère de compétitivité territoriale.

PP : *C'est ce qui explique que les prix continuent d'augmenter ?*

CVS : On laisse surtout beaucoup trop faire le marché. Or, nous considérons que

le logement est un bien commun, un bien universel, et non un bien de consommation comme les autres. Il conditionne trop la vie de nos concitoyens pour qu'on le laisse aux seules mains du marché. Nous ne sommes pas vindicatifs ou opposés au marché : il fait son travail et doit continuer, mais il n'a jamais prouvé qu'il était suffisamment raisonnable pour s'occuper de la question du logement. L'exemple des subprimes de 2008 est très parlant. Dix ans plus tard, nous sommes à nouveau dans une bulle immobilière : onze pays européens sont en alerte, avec une augmentation des prix du logement de plus de 6 %. Collectivement, on n'est pas sérieux. Telle est notre inquiétude.

PP : *Que proposez-vous ?*

CVS : Les États membres doivent mettre en place des politiques de régulation, par exemple, sur les prix des loyers. Certains pays l'ont tenté, ce qui a provoqué des levées de boucliers de la part des lobbies. Ils s'insurgent au nom du droit à la propriété, de la libre possibilité de déterminer



| Logement à Londres. On estime que le mal-logement en Europe coûte 194 milliards d'euros par an.



| Logement social à Vienne. La Ville a une approche holistique, c'est-à-dire globale, de la question du logement.



| Logement social à Grande-Synthe en France. Avec 24 % de part de budget d'un Européen, le logement est le principal poste de dépenses contraintes, avant le transport, l'éducation, et la nourriture.

les coûts, etc. Mais, quand le marché n'est pas « sérieux », qu'il empêche un jeune de vingt-cinq ans de quitter le logement de ses parents, parce qu'il ne peut pas dépenser 1000 € dans un studio, il faut que la collectivité, au sens de la puissance publique, lui apporte une réponse.

PP : *Comment se met en place un contrôle des loyers ?*

CVS : L'Allemagne est passée par la loi. Le législateur allemand a déclaré que les loyers ne pouvaient pas dépasser un certain pourcentage du prix du marché. La France a tenté l'expérience avec la loi Alur après la mise en place d'un Observatoire des loyers. Ce n'est pas encore achevé.

PP : *Est-ce la seule solution ?*

CVS : Le second moyen de réguler les loyers repose sur le foncier et les grandes opérations d'aménagement public. Mais cela suppose que la communauté s'endette, immobilise des fonds, ce qui n'est pas bon pour la santé financière

d'une collectivité. L'Europe propose des solutions à ce problème mais les pays membres ne sont pas encore organisés correctement.

PP : *Quelle part représentent les logements aidés au niveau européen ?*

CVS : Un logement sur dix.

PP : *La construction de logements sociaux est-elle intégrée formellement dans le prochain budget pluriannuel européen ?*

CVS : Pas encore suffisamment. Nous sommes inquiets de la façon dont la Commission européenne est en train de restreindre le recours à ce type de logement uniquement pour les populations les plus fragiles : réfugiés, personnes en grande précarité... Or, pour nous, l'investissement sur la question du logement abordable doit concerner une partie importante de la population, grâce au soutien de l'Europe via le secteur bancaire.


PP : *Devrait-on classer ces dépenses dans une autre catégorie ?*


CVS : A mon sens oui, mais quand on interpelle la commission, la réponse est nette : il est hors de question qu'on sorte des rails du déficit classique. On ne parle pas de sortir la totalité de l'investissement des critères, mais de rester cohérent. L'Europe ne peut pas dire aux États membres, dans le Semestre européen, qu'ils dépensent trop pour le logement, et en matière de cohésion sociale, préconiser le développement de logements abordables pour tous sous forme de devoir. Cette schizophrénie des injonctions aux États membres n'est pas tenable.


Le recul des politiques sur le logement au sein de l'UE est de plus en plus visible en Europe. Le retour de la croissance s'accompagne d'une reprise de la hausse des prix du logement : 3,8% au sein de la zone euro, entre le deuxième trimestre 2016 et le deuxième trimestre 2017. Principaux constats : les grandes villes sont les principales touchées et l'offre de logements abordables est inégale d'un pays à l'autre. Différentes initiatives s'organisent tant dans le domaine du logement aux familles au revenu modeste, qu'aux migrants ou aux personnes ayant des problèmes de santé. Voici un échantillon des projets en cours en Europe.

FRANCE

17%


 Paris Habitat, le plus grand fournisseur de logements sociaux du pays


 travaux de densification des bâtiments existants, travaux pour réduire la consommation énergétique moyenne annuelle actuelle en énergie de 260 kWh / m² à moins de 80 kWh / m²

 Le renouvellement d'un groupe de 5 tours à blocs de 4 et 5 étages construit en 1965 et regroupant 750 logements sociaux, tout en ajoutant 2 nouveaux étages aux tours à blocs de 4 étages. 72 nouvelles unités sociales ont été construites en bois pour éviter de surcharger la structure en béton d'origine.

ESPAGNE

3%


 Borsa de Lloguer & Hàbitat 3


 faire progresser la conception du logement en tant que droit du citoyen générant des obligations publiques liées à la disponibilité de logements publics et privés abordables.


Programme : Mobilisation des logements privés vacants vers des logements locatifs abordables. Et ce afin d'augmenter le nombre d'unités abordables sur le marché, réduire les tensions à la hausse sur les prix et fournir des logements abordables à un nombre important de ménages. L'accent est mis sur la rénovation des logements vacants et permet une amélioration de l'environnement bâti.

PAYS-BAS

35%


 Startblok Riekerhaven


 une structure «d'autogestion» destinée à unir tous les résidents dans une cause commune: prendre soin de leur vie


 Startblok propose des appartements construits sur d'anciens terrains de sport aux réfugiés qui ont récemment reçu leur permis de résidence et aux jeunes néerlandais. Il y a 565 unités d'habitation composées de 463 studios et 102 chambres en colocation.

ITALIE

5%

 The 'Vivi Voltri' project of the DAR CASA

 création de logements abordables pour les citoyens à revenus faibles et moyens de Milan et des régions environnantes.

 113 appartements + 2 espaces communs réunissent des locataires de revenus différents, de composition familiale différente et de 19 nationalités différentes: 46% des habitants sont italiens et le reste provient de 18 pays différents.



PROJET



MISSION



PROGRAMME

PARC LOCATIF SOCIAL EN %
DU PARC TOTAL DE LOGEMENTS



ROYAUME-UNI

21%

Curo, Logement accompagné pour les personnes ayant des problèmes de santé

Création de logements avec services de soutien pour permettre aux personnes ayant des besoins (personnes âgées, sans-abri, ex-militaires, femmes isolées, personnes ayant des problèmes de santé...) de soutien de mener une vie saine et épanouissante au sein de leur foyer et de leur communauté.

Constructeur de maisons et fournisseur de services avec 13 000 logements dans le sud-ouest de l'Angleterre qui abrite 25 000 personnes.



GRECE

0%

pas de programme de logement social hormis par des sociétés privées

Avant la crise en Grèce, il y avait une très forte part de propriété et un secteur de la construction fort sans aucune intervention particulière de l'État. Toutefois il faut noter l'importance grandissante des aides privées : POLIS, Kypseli Public Market, Curing the Limbo.... tant dans la rénovation de bâtiment que l'aide au logement pour les réfugiés.



DANEMARK

20%

Dansk Almennyttigt Boligselskab, DAB, une spécificité du système de logement danois à but non lucratif.

Soutenir la «démocratie locative», par le biais de l'autonomisation des locataires, du renforcement des capacités et d'un dialogue régulier. Autrement dit la construction et la gestion des logements sociaux sont confiées à des familles.

depuis sa création de la DAB a fondé ou contribué à la création de plus de 45 organisations en particulier dans le Jutland occidental, la Zélande et le Lolland-Falster. La DAB a contribué à la construction de près de 50 000 maisons, ainsi qu'un certain nombre de propriétés commerciales et institutionnelles. DAB gère aujourd'hui environ 48 000 foyers.



ALLEMAGNE

6%

GEWOBA, la plus grande association de logement de Brême

offrir des logements abordables face à une demande de plus en plus forte et à une pénurie de logements dans le pays.

Exploitation des ensembles de logements en série préfabriqués à Gartendstadt Süd de Neustadt Bremen, où des espaces verts généreux se combinent avec quatre immeubles de logements à étages.



POLOGNE

12%

logement abordable à Poznan

Avoir un impact environnemental et social fait partie des objectifs de ce programme tout en augmentant la capacité à répondre aux besoins en logements.

Construction d'environ 1 300 logements abordables avec infrastructure auxiliaire de la ville de Poznań



SLOVENIE

4%

Le bureau de l'architecte de la ville de Riga

en Lettonie, le programme de logement consiste à achever le processus de privatisation du logement, à faciliter l'efficacité énergétique, et à promouvoir le logement locatif dans les municipalités.

Office s'occupe de l'idée de la rénovation d'immeubles à usages multiples, ou dans le cas de Riga - logements de l'après-guerre, dans la municipalité de Riga.



LUXEMBOURG

2%

les agences de location sociale (SRA)

Location de logements pour mettre en place des projets d'inclusion sociale par le logement

Recherche et mise à disposition des logements, adéquats et adaptés à la composition du ménage, à des personnes à revenus modestes.

ESTONIE, UN DES PIONNIERS DES TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS

par Allan Alaküla

En juillet 2018, l'Estonie est devenue le premier pays à proposer la gratuité des transports publics. Les services de bus sont gratuits pour tous les citoyens dans onze comtés sur quinze. Cette décision a été prise au niveau national suite à une expérience positive dans la capitale, Tallinn, où tous les transports publics municipaux sont devenus gratuits pour les résidents, en 2013.

L'idée de la gratuité pour l'ensemble des transports publics peut sembler radicale, mais d'un point de vue budgétaire, il s'agissait d'augmenter le financement d'environ 80 % à 100 % pour les services de bus ruraux, et de 75 % à 95 % pour les transports municipaux de Tallinn. En réalité, bien plus de la moitié des coûts liés à nos transports publics était déjà subventionnée avant que ce service ne devienne « gratuit ». C'est le cas de la plupart des réseaux de transport public en Europe continentale, d'autant plus si l'on inclut dans le calcul les coûts directs de fonctionnement, mais aussi les investissements dans les parcs de transport public et dans les infrastructures.

Avant la mise en œuvre du projet, d'aucuns avançaient que la gratuité serait injuste pour ceux qui n'utilisent jamais les transports en commun, et que la qualité du service en pâtirait en raison d'un manque de capacités. D'autres prévoient une recrudescence

du vandalisme et pensaient que les jeunes et les sans-abris « traineraient » dans les transports. Mais une fois que la gratuité a été instaurée, toutes ces craintes se sont envolées et le projet a rencontré un franc succès. Les transports en commun sont désormais considérés comme un service public gratuit, au même titre que l'éclairage des rues. Depuis 2013, les indices de satisfaction relatifs à la qualité des transports publics se sont améliorés dans toutes les catégories : ponctualité, propreté, sécurité, etc.. Les enquêtes de satisfaction sur l'usage des services publics révèlent que 90 % de la population à Tallinn soutient la gratuité des transports.

Le modèle économique de Tallinn est le suivant : encourager les citoyens qui vivent dans la capitale, mais dont le domicile fiscal est situé ailleurs, à s'y établir officiellement, afin que l'impôt des personnes physiques puisse y être rapatrié. Le nombre officiel de résidents est passé de 416 000 en 2012 à

“

Tallinn n'a pas inventé la gratuité des transports publics. Elle s'est largement inspirée de nombreux autres exemples à l'étranger.

”



© shutterstock

| Il est souvent avancé que le prix du billet n'a aucune incidence sur le taux d'utilisation des transports publics.

453 000 aujourd'hui. Selon des estimations prudentes, la ville encaisse 30 millions d'euros de plus chaque année grâce à l'impôt sur le revenu de ces nouveaux résidents. L'arrêt de la vente de billets de transport a quant à elle coûté 12 millions d'euros à la ville.

Tallinn n'a pas inventé la gratuité des transports publics. Elle s'est largement inspirée de nombreux autres exemples à l'étranger. Néanmoins, une fois le projet mis en œuvre, Tallinn est devenue la plus grande ville et la première capitale à appliquer la gratuité, parmi une centaine d'autres villes dans le monde. Tallinn a inspiré, à son tour, d'autres villes et contribue activement à un réseau international réunissant des villes aux transports publics gratuits, des chercheurs et des mouvements citoyens.

Il est souvent avancé que le prix du billet n'a aucune incidence sur le taux d'utilisation des transports publics. Pourtant, en 2014, il a été demandé à des citoyens, dans le cadre d'un sondage Eurobaromètre, quelles mesures pourraient selon eux améliorer les déplacements dans les villes, et la réponse

la plus souvent donnée – soit par 59 % des répondants – a été « la diminution du prix des transports ». La réponse « des transports publics de meilleure qualité » n'est arrivée qu'à la deuxième place (56 %). Il s'est avéré que le prix constituait le point le plus important dans les États membres plus riches : en Suède, 79 % des répondants (75 % au Danemark, 73 % aux Pays-Bas, 73 % en Allemagne) ont placé ce critère en tête.

La gratuité des transports peut répondre à la fois à des objectifs sociaux, économiques et environnementaux. Dans les grandes villes, l'environnement est peut-être la principale priorité, mais la gratuité des transports publics permet d'aider universellement tous les travailleurs pauvres. En raison des pressions croissantes sur l'environnement et de l'écart qui se creuse entre riches et pauvres, les décideurs politiques de par le monde devront envisager la gratuité non seulement dans les zones urbaines, mais aussi dans les zones rurales moins peuplées. L'Estonie et sa capitale, Tallinn, font figure de modèle pour les autres pays qui seraient intéressés par un tel projet.

#Tallinn est la plus grande ville et la première capitale à appliquer la gratuité des transports, parmi une centaine d'autres villes dans le monde.

Allan Alaküla



> **AUTEUR**

Allan Alaküla est journaliste et dirige le bureau européen de la capitale estonienne, Tallinn, à Bruxelles.



La gratuité des transports publics est possible dans toutes les villes européennes

Interview avec Maxime Huré par Alain Bloëdt

Maxime Huré

est Maître de Conférences en science politique à l'Université de Perpignan et membre du Centre de Droit économique et du développement. Il est aussi Président de l'association VIGS Mobilités-Territoires-Innovation/Sciences Po Lyon.

Dans un contexte politique influencé par la lutte contre le changement climatique, on assiste à un changement de modèle dans les politiques de mobilité et de transports. Même si l'environnement n'en est pas la cause unique, ce changement s'accompagne de mesures ambitieuses telles que la gratuité des transports publics.

Progressive Post : *La gratuité des transports existe depuis longtemps. Est-ce l'argument environnemental qui relance le débat ?*

Maxime Huré : Oui et non. Les villes mettent en place la gratuité des transports pour différentes raisons, et l'argument environnemental vient en premier dans certaines d'entre elles, notamment en Allemagne où les villes sont en train de lancer une étude avec le gouvernement fédéral à ce sujet. Mais dans d'autres territoires, c'est plutôt pour des raisons économiques ou sociales. Il s'agit donc véritablement d'une politique globale et non d'une unique politique de mobilité.

PP : *D'après vous, la gratuité dans les transports publics va-t-elle se généraliser dans les prochaines années ?*

MH : C'est une réflexion à mener d'un point de vue très territorial, car les enjeux ne sont pas les mêmes d'un territoire à un autre. Aujourd'hui, il y a Tallinn en Estonie et je pense que d'autres

grandes villes ou villes moyennes importantes vont franchir le pas : Bonn en Allemagne vient de lancer une étude, Clermont-Ferrand en France dispose également d'études très abouties. Le débat porté par Paris a aussi un effet incroyable. Cela n'aboutira pas forcément à une gratuité totale mais le débat ouvre des perspectives, qui pourraient très bien déboucher sur une gratuité partielle, sur certaines lignes de bus, ou pour certains publics, comme les jeunes.

PP : *Pensez-vous que l'Europe pourrait et devrait s'initier dans le débat ?*

MH : Oui, je pense que l'Europe devrait jouer un triple rôle. D'abord, être un accompagnateur d'innovation, en envisageant la gratuité des transports collectifs comme une innovation importante du XXI^e siècle et en aidant au financement de certaines expérimentations. Ensuite, un rôle d'expertise, de recherche et d'évaluation, pour interrompre ce débat idéologique, en donnant des résultats tangibles des effets de la gratuité. Enfin, un rôle de coordinateur pour mettre les territoires en réseau,

#TransportGratuit
#Mobilité l'Europe pourrait très bien accompagner les villes qui se lancent dans la gratuité pour en évaluer les effets

@Maxime Huré



pour montrer que certains ont réussi, en expliquant comment et pourquoi, et avec quels effets.

PP : *A propos de Paris, la Présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse s'oppose à la mairesse Anne Hidalgo pour des raisons économiques. A-t-elle raison ?*

MH : Pour le moment, on se situe dans un débat idéologique entre ceux qui considèrent que les services publics relèvent d'une économie marchande, et les autres qui voient le transport public comme un bien commun et considèrent que la mobilité pourrait remplir des objectifs du droit au transport et devrait donc s'affranchir de cette économie marchande.

PP : *Pourquoi subventionner intégralement des usagers qui peuvent payer alors qu'il existe déjà des systèmes de tarification dite sociale ou solidaire ?*

MH : En effet, depuis les années 90, on a mis en place ce type de tarifications. La gratuité va donc heurter cette politique, car il s'agit d'une politique universelle. Dans certaines villes, la gratuité a été jugée plus équitable, car dans la pratique, on se rend compte que 40 % des personnes qui pourraient en bénéficier n'en font pas la demande, pour diverses raisons : complexité administrative, manque de communication... La première limite est donc sociale, et il en existe une

“

À Paris, les services publics relèvent d'une économie marchande, et ceux qui voient le transport public comme un bien commun

”

autre : les tarifications sociales ont un coût pour l'opérateur. Il faut mettre en place du personnel, des procédures et de l'information dédiés à ces publics. La gratuité est donc une mesure plus sociale que les tarifs sociaux classiques.

PP : *La gratuité est-elle soutenable durablement par une agglomération, voire un pays ?*

MH : A mon sens, la gratuité des transports publics est possible dans toutes les villes européennes. Bien sûr, cela demande un peu de temps car il faut adapter le réseau en vue d'une sur-fréquentation. Il faut donc trouver un budget conséquent pour se priver des recettes des usagers et investir dans le réseau.

PP : *La gratuité intéresse-t-elle l'automobiliste ? On sait qu'en Europe, le lobby automobile est extrêmement puissant et capable de faire changer ou ralentir des décisions environnementales...*

MH : Une partie de la réponse consiste à s'intéresser d'abord aux différents territoires. Dunkerque - qui vient de rendre gratuit le transport - est par exemple un territoire fortement motorisé : 67 % des déplacements se font en voiture. On observe déjà les premiers reports modaux (NDLR : la modification des parts de marché des différents modes de transport entre elles) de la voiture vers le bus, mais cela pourrait se passer différemment dans d'autres villes. A mon avis, l'analyse territoriale est indispensable. Or, il n'existe pas à l'heure actuelle de véritable recherche sur le report modal. La plupart des études sont fondées sur des estimations.

PP : *Mais le lobby automobile ne peut-il pas être un frein ?*

MH : Oui et non, parce qu'il ne faut pas opposer automobilistes et usagers des transports publics. On est tous des usagers multimodaux. Ce qui intéresse le milieu automobile dans le débat sur la gratuité des transports publics c'est que, pour une fois, on n'incite pas les automobilistes à changer de comportement par une taxe ou par un durcissement des réglementations contre la voiture. Cette fois, on incite au changement en ouvrant les transports gratuits.

| À Paris, le débat n'aboutira pas forcément à une gratuité totale mais le débat ouvre des perspectives, qui pourraient très bien déboucher sur une gratuité partielle.





LES HOMMES DE BOLSONARO

par *Filipe Vasconcelos Romão*

L'élection de Jair Bolsonaro est le résultat de la crise et du ras-le-bol de la population à l'égard de la corruption. Toutefois, son électorat est à la fois hétérogène et incohérent, ce qui rend l'avenir du pays plus incertain encore.

#BRÉSIL Comment les Brésiliens en sont-ils arrivés là ?



Le Brésil traverse actuellement la période la plus critique de ses trois décennies de démocratie. L'élection présidentielle a livré un résultat que personne n'aurait pu prédire il y a quelques mois, et qui se traduit par une polarisation extrême de la société brésilienne. Après le premier choc qu'a suscité la victoire d'un homme mal préparé et dont le programme repose sur des stéréotypes et des préjugés, il apparaît clairement que Jair Bolsonaro doit son triomphe à l'exaspération des électeurs face à la corruption, à la crise économique et à l'insécurité publique.

Les deux principaux problèmes du Brésil sont la conséquence de sa démocratie : son système politique et sa classe politique. La loi électorale brésilienne permet en effet

que plus de 30 partis soient représentés à la chambre des députés. Cette loi favorise l'instabilité et rend difficile la mise en place de structures fondées sur une base idéologique cohérente. Les Brésiliens élisent les députés fédéraux au scrutin uninominal, mais les votes émis comptent pour les autres membres de la liste du parti. Il arrive souvent que de petits partis réussissent à obtenir une représentation en présentant une personnalité qui jouit d'une certaine notoriété à l'échelle régionale ou nationale, afin d'attirer des voix et de faire ainsi élire d'autres députés.

Le Brésil possède un système présidentiel, avec un parlement très fragmenté. Pour pouvoir gouverner, le pouvoir exécutif est tenu de former des alliances non conformes

à sa propre idéologie, multipliant le nombre de portefeuilles ministériels pour offrir des postes à ses alliés. Ce système a également favorisé la corruption et « l'achat » de députés et de sénateurs pour débloquer des mesures au parlement. Par ailleurs, cette flexibilité idéologique a contribué à la création de groupes parlementaires informels. Les députés et sénateurs, issus de partis différents, qui défendent les intérêts d'églises évangéliques, de l'industrie agroalimentaire ou des forces de sécurité sont plus enclins à aligner leurs votes que ceux qui y sont tenus par les partis auxquels ils appartiennent.

Pendant les vingt-sept années durant lesquelles il a siégé à la chambre, Jair Bolsonaro n'a pour ainsi dire pas participé au travail parlementaire. Ses idées sont rétrogrades



© shutterstock

| Certains des supporters de Jair Bolsonaro ont joué un rôle dans les violences de rue et les attaques sur les réseaux sociaux durant la campagne.

“

*Les partisans
du président élu
appartiennent à trois
courants : le courant
militaire, le courant
ultra-libéral et le
courant évangélique.*

”

et son discours est caractérisé par la violence verbale et les préjugés. Les premiers jours qui ont suivi son élection ont révélé ses contradictions, son manque d'expérience et même son incompétence dans les affaires de l'État. Mais Jair Bolsonaro avait le bon profil, au bon endroit et au bon moment : face à une population exaspérée par la corruption, il avait le mérite de ne jamais avoir été impliqué dans de tels scandales de corruption.

Les partisans du président élu appartiennent à trois courants : le courant militaire, le courant ultra-libéral et le courant évangélique. Le premier a désormais le visage du vice-président élu, Hamilton Mourão, un général. L'armée brésilienne occupera une place plus importante dans le nouveau gouvernement (Jair Bolsonaro a d'ores et déjà annoncé que quatre de ses ministres seraient des militaires). Dans ce contexte de grande fragilité partisane, elle représente un soutien institutionnel fondamental pour le nouveau président. Un retour à une dictature

militaire classique est toutefois difficilement envisageable. La situation mondiale est très différente de celle de l'époque de la Guerre froide, et le public dispose d'outils de communication plus difficiles à contrôler. Le

contrôle des médias peut s'exercer de façon plus subtile, et on ne saurait exclure une redistribution du budget public consacré à la publicité (ce qui est déjà inquiétant en soi).

Le courant ultra-libéral est emmené par Paulo Guedes, futur « super-ministre » de l'économie. Paulo Guedes a l'intention de mener une politique de libéralisation accélérée de l'économie brésilienne, suivant un modèle dangereusement similaire à celui mis en œuvre par Carlos Menem en Argentine dans les années 1990 – avec les conséquences catastrophiques que l'on sait. Son programme pour les entreprises publiques pourrait entrer en conflit avec celui de l'armée, plus encline à maintenir un secteur public solide.

Le courant évangélique est peut-être celui qui a engrangé le plus de voix. Le soutien d'Edir Macedo, leader de l'« Igreja Universal do Reino de Deus » (Église universelle du royaume de Dieu), a probablement permis

à Jair Bolsonaro de vaincre la résistance d'une partie de la population autrefois acquise à Lula. Edir Macedo possède un groupe de médias, qu'il a utilisé pour faire passer le message du candidat d'extrême droite durant les dernières semaines de sa campagne. Au Brésil, de nombreux anciens catholiques se sont tournés vers de nouvelles Églises chrétiennes au cours des trente dernières années, et les positions progressistes adoptées par le Pape François ont contribué au renforcement d'une ligne plus conservatrice parmi les évangélistes.

Il convient également de mentionner les supporters plus extrémistes et moins organisés de Jair Bolsonaro, dont certains ont joué un rôle dans des violences de rue et des attaques sur les réseaux sociaux durant la campagne. Ils forment une sorte de garde prétorienne du futur président, et agissent principalement dans le cadre de milices armées qui contrôlent déjà certains quartiers de Rio de Janeiro. La libéralisation de la vente d'armes, l'une des propositions de Jair Bolsonaro, est une victoire pour ce courant, mais elle pourrait aussi être perçue comme un affront au groupe militaire.

Pour mieux comprendre la future présidence, en cette période de transition, il est essentiel d'observer l'équilibre du pouvoir entre les hommes du président. Les contradictions entre ces derniers conduiront à une confrontation, et à l'ascension de l'un d'eux. C'est le vainqueur de cette lutte qui définira le style de la présidence.



> AUTEUR

Filipe Vasconcelos Romão est assistant à l'Université autonome de Lisbonne. Il est également président de la Chambre de commerce Portugal - Atlântico Sul.

JAIR BOLSONARO, UN DÉFI POUR L'UNION EUROPÉENNE

par *Elena Lazarou*

L'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil est la dernière victoire en date des candidats populistes de droite à travers le monde. À l'instar de nombreux dirigeants auxquels il est comparé, Jair Bolsonaro a fondé sa campagne sur un discours nationaliste axé sur la sécurité et le rejet d'un « establishment défaillant ». Pour l'Union européenne, le glissement du pays vers l'extrême droite représente un défi majeur.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Elena Lazarou est professeure adjointe à la Fondation Getulio Vargas.



| L'ancien Président Lula (2003-2011) a été arrêté et interdit de se représenter, son successeur, Dilma Rousseff, a été également empêchée en 2016. On craint que Bolsonaro interdise complètement le Parti des travailleurs (PT).

L'AVENIR DE LA GAUCHE AU BRÉSIL

par Monica Valente

Les récentes élections au Brésil se sont déroulées dans un climat de rejet des politiques traditionnelles, du Parti des travailleurs (PT) et du système en général. Dans ce contexte particulier, Jair Bolsonaro est parvenu à se démarquer comme un candidat anti-système, tout en bénéficiant du soutien d'institutions de tradition conservatrice telles que l'Église néo-pentecôtiste et les forces de sécurité, mais aussi de figures des secteurs financier et agricole, et du lobby des armes.

“

*Son discours
« anti-corruption,
anti-politique,
anti-gauche » et
homophobe,
ses attaques contre
les droits de l'homme et
ses préjugés en général
ont fait de
Jair Bolsonaro un
candidat
« anti-système ».*

”

Pour les instigateurs du « coup d'État » qui a entraîné la destitution de Dilma Rousseff en 2016 et son remplacement par le vice-président Michel Temer, l'objectif du scrutin de 2018 était de conclure et de légitimer ce processus avec l'élection d'un candidat de centre-droit, porteur d'un programme de réformes néolibérales. Ce programme prévoit une réforme de la sécurité sociale, la privatisation totale des entreprises publiques, et la fin de la politique étrangère multilatérale des présidents Lula et Dilma Rousseff.

C'est dans cette optique que le Parti des travailleurs (PT) a été fustigé par la presse et accusé de corruption. L'ancien président Lula a été injustement arrêté, condamné et destitué au mépris du droit brésilien, alors que la plupart des partis de droite se ralliaient derrière un candidat qui a bénéficié de plus de 40 % du temps d'écoute et d'antenne à la radio et à la télévision.

Ils ont toutefois omis de faire approuver cette stratégie par un électoralat divisé entre, d'une part, le candidat de gauche Fernando Haddad (qui a remplacé Lula après sa destitution), membre du PT, en coalition avec d'autres partis de gauche, et, d'autre part, un ancien militaire d'extrême droite, Jair Bolsonaro, qui représente un petit parti, le Parti social-libéral (PSL), vainqueur du scrutin.

Les attaques et les calomnies des médias contre le PT, ainsi que la participation d'électeurs de droite à des actes de corruption, sont à l'origine d'un sentiment de rejet de la politique, du PT et du système en général chez une grande partie de l'électoralat. Ce sentiment est particulièrement répandu parmi la classe moyenne, qui vote généralement pour des candidats de droite, et parmi certains groupes sociaux plus dépolitisés qui ont émergé lorsque Lula et Dilma étaient au pouvoir.

Ce sentiment a contribué à la victoire de Jair Bolsonaro. Son discours « anti-corruption, anti-politique, anti-gauche » et homophobe, ses attaques contre les droits de l'homme, ses préjugés en général, et le fait qu'il soit soutenu par des institutions de tradition conservatrice telles que l'Église néo-pentecôtiste et les forces de sécurité, par des figures des secteurs financier et agricole, ainsi que par le lobby des armes, ont fait de lui un candidat « anti-système ».

Même si la gauche et le centre-gauche se sont divisés avec trois campagnes présidentielles différentes, Fernando Haddad est arrivé au second tour, où il est parvenu à recueillir plus de 47 millions de votes. Le PT est devenu le plus grand parti à la Chambre

des Députés, et la gauche et le centre-gauche y sont désormais légèrement plus représentés.

L'échiquier politique brésilien est composé de nombreux partis, même si le droit électoral impose désormais un seuil de vote à atteindre qui encouragera les petits partis à fusionner. La droite reste majoritaire au Parlement, et le défi pour Jair Bolsonaro sera de tempérer le discours « anti-politique » qui a tant plu à ses partisans, étant donné qu'il doit désormais former un gouvernement capable de constituer une majorité au Congrès national.

Il tentera sûrement d'évincer le PT et de concrétiser son projet de criminalisation des mouvements sociaux en faveur des sans terre, des sans-abris et des syndicats, alors qu'il cherche à gouverner sans opposition ou avec une opposition sur la défensive.

Dans ce contexte, la Gauche se retrouve dans une position qu'elle n'avait plus connue depuis la dictature militaire en 1985, et la première chose à faire est de créer des alliances politiques pour contrer les attaques faites à la démocratie.

Dans un deuxième temps, il faudra défendre un programme qui propose une alternative à l'évolution néolibérale de la société. Le nouveau gouvernement ira encore plus loin que les gouvernements des années 1990 et le gouvernement illégitime de Michel Temer, car il sera néolibéral, autoritaire et très proche des intérêts des grands groupes financiers internationaux.

Dans un troisième temps, il faudra nouer des relations plus solides avec des partenaires internationaux, afin de faire front commun pour la défense de la démocratie dans toutes ses dimensions économiques, sociales et politiques. Ce mouvement devra être fondé sur le respect des droits et des

libertés, sur l'égalité, la souveraineté, le multilatéralisme et la paix, car le gouvernement de Jair Bolsonaro pourrait de surcroît devenir la pierre angulaire d'une « extrême droite internationale », bâtie, entre autres, par l'ancien bras droit de Donald Trump, Steve Bannon, le premier ministre hongrois, Viktor Orbán, et le ministre italien de l'intérieur, Matteo Salvini.

Il ne fait aucun doute que dans un avenir immédiat, la grande complexité de la situation exigera des démocrates et des progressistes qu'ils coopèrent et qu'ils s'engagent résolument à forger une alliance démocratique pour défendre les mouvements sociaux et populaires, mobiliser la population et résister.

L'échiquier politique brésilien est toujours composé d'un grand nombre de partis.

@Monica Valente



> AUTEUR

Monica Valente est la secrétaire aux relations internationales du Parti des travailleurs (PT) brésilien et la secrétaire exécutive des conférences du Foro de São Polo, qui réunissent des partis progressistes d'Amérique latine et des Caraïbes.

ÉLECTIONS AU BRÉSIL: LES FUTURES RELATIONS AVEC L'UE

par Celso Amorim

Avec optimisme, on pourrait être tenté de penser qu'une fois les élections terminées et la victoire assurée, les attitudes et les déclarations deviendraient plus rationnelles et réalistes. Jusqu'à présent, cela n'a pas été le cas. Le nouveau président élu et ses partisans continuent de faire peser des menaces sur les personnes et les mouvements sociaux. Une violence et des incertitudes similaires prennent également la tête de la politique étrangère et un nouveau scénario semble difficile à prévoir pour le moment.



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



> AUTEUR

Celso Amorim est un diplomate brésilien qui a exercé à deux reprises les fonctions de ministre des Affaires étrangères sous les administrations Franco et Lula et de ministre de la Défense sous la présidente Dilma Rousseff.

À VOIR

L'amour et la révolution

de Yannis Youlountas 2018

Prises caméra au poing dans les rues d'Athènes, de Thessalonique ou encore de Crète, accompagnées de chants révolutionnaires, les premières images montrant des manifestants face aux forces de l'ordre annoncent le ton révolutionnaire du film. L'histoire : une crise qui dure depuis plus de neuf ans, dans un pays mis à terre, survivant à une violence indescriptible. Le film décrit les sentiments d'une population meurtrie par l'austérité.

De la rage, des images dures mais un seul but : témoigner de la brutalité de ces neuf dernières années.

Le réalisateur Yannis Youlountas livre un documentaire émouvant, violent, sans retenue. Un témoignage d'une époque sombre dont la Grèce n'est pas encore remise, entrecoupé d'interviews, avec en leitmotiv un élan de solidarité. Un film coup de poing qui rappelle que les blessures, dix ans après, sont encore bien ouvertes. Entre amour et révolution, musique et images choc, un récit passionnant mené par la population grecque.



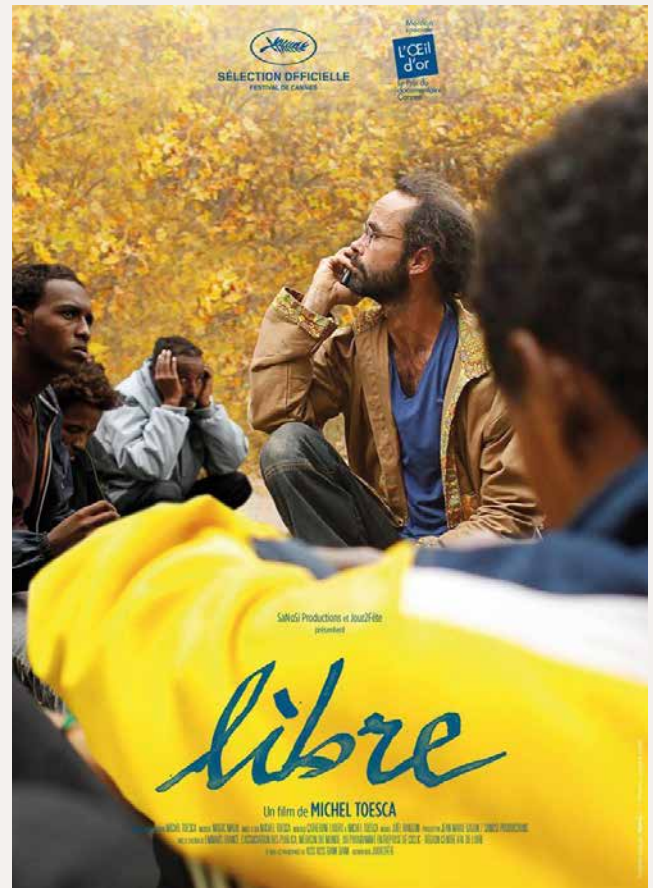
Libre

de Michel Toesca, 2018

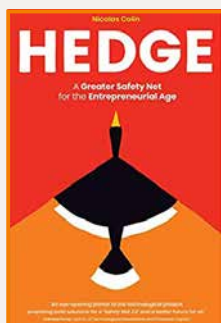
Connu pour délit de solidarité pour avoir aidé des migrants à venir en France, Cédric Herrou, agriculteur, raconte leurs histoires.

Retour sur un périple : celui de milliers de migrants aidés par cet homme considéré par l'État français comme un délinquant. Le film est consacré à son combat face à la justice française pour l'accueil et la protection de migrants, dans la vallée de la Roya. Son histoire commence en 2015. Pendant deux ans, il a apporté son aide aux exilés.

Le documentaire a été présenté au festival de Cannes 2018 et remporté de nombreux prix. Un cinéma du réel, engagé, tourné par Michel Toesca qui a suivi l'agriculteur avec une "vieille caméra" et des téléphones portables. Pendant plus de deux ans aux côtés de Cédric Herrou, il suit ces hommes et ces femmes et réalise de nombreuses interviews de personnes migrantes et de personnes solidaires avec elles.



À LIRE

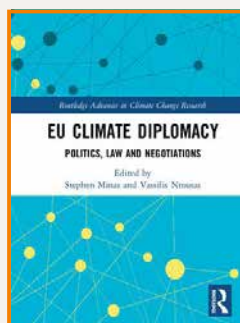


Hedge:
A Greater Safety Net for
the Entrepreneurial Age, 2018

Par
Nicolas Colin

D'où viennent la prospérité et la sécurité économique ? À travers le changement technologique imposé à l'ensemble de l'économie et qui a donné naissance à de nouvelles entreprises, Nicolas Colin explore les trois dernières décennies de transformation de la société. La montée du populisme avec l'arrivée de Donald Trump, l'instabilité macro-économique, la place que doivent occuper les entrepreneurs ou encore le rôle de l'Etat dans ce paradigme sont décortiqués à travers une analyse sur le renouveau de notre société.

Mais ce changement a exposé les individus à une nouvelle forme d'insécurité économique qui explique en grande partie la crise actuelle de la classe moyenne occidentale. Un changement de paradigme dans lequel l'Europe, avant tout, offre un contexte institutionnel distinct dans lequel il est essentiel de veiller à la réalisation des objectifs plus ambitieux que sont la sécurité économique et la prospérité des entrepreneurs. En effet, les citoyens européens, dont la plupart vivent encore bien, ont beaucoup à perdre dans le renouveau actuel. Pendant longtemps on pouvait être inquiet du développement de l'Europe. Et face à une méfiance si répandue vis-à-vis du changement, c'est précisément là que les entrepreneurs européens peuvent fournir quelques enseignements utiles à l'industrie technologique américaine.



EU Climate Diplomacy
Politics, Law and Negotiations

Par
Stephen Minas, Vassilis Ntousas

Le renforcement des capacités diplomatiques pour s'attaquer au changement climatique se trouve directement associé à l'augmentation de la menace qu'il représente. Il s'agit-là, sans aucun doute, d'une nouvelle politique déterminante de nos jours.

Des développements importants concernant la diplomatie climatique, prenant en considération le risque substantiel pour notre bien-être économique, social et environnemental, ont été instaurés sur le plan de l'UE.

Cet ouvrage fournit une analyse clairvoyante à un moment où les capacités diplomatiques et l'action dans le domaine de la politique extérieure de l'UE évoluent considérablement.

Réussissant un bon équilibre entre la réflexion universitaire et les réalités politiques, il retrace à la perfection les aspects relatifs à la politique, à la législation et aux négociations.

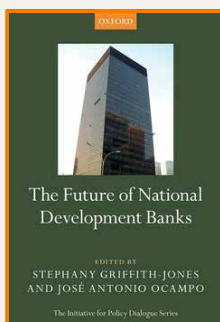
Rassemblant 16 contributeurs dans une palette d'articles définissant différents volets de la diplomatie climatique, il apporte au lecteur un aperçu profond et réfléchi des principales questions émergentes en la matière.



Corporate Capture in Europe
When Big Business Dominates
Policy-Making and Threatens our Rights

Par
Alter-EU

Le nouveau rapport de l'Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation (Alter-EU) se penche sur la façon dont les grandes entreprises ont infiltré les structures du processus d'élaboration des politiques de l'Union européenne et de ses États membres. Alter-EU est une coalition réunissant plusieurs centaines d'organisations de la société civile et syndicats qui luttent contre l'influence grandissante des lobbyistes à la solde des entreprises sur l'agenda politique de l'Europe. Les auteurs du rapport décrivent, au travers de plusieurs études de cas, les moyens mis en œuvre par les 25 000 lobbyistes professionnels qui arpentent actuellement les couloirs des institutions de l'UE pour faire entendre leur voix – et transformer leurs souhaits en règles et en lois. Il nous explique comment les efforts de lobbying déployés par les grandes banques ont débouché sur des règles dangereusement laxistes, pourtant censées protéger l'intérêt public « contre la prise de risques et la cupidité de banques trop grandes pour faire faillite », face à la possibilité d'une nouvelle crise. Ils nous parlent de l'influence des industries du gaz, des produits pharmaceutiques et des armes sur les décisions politiques – mais aussi de l'influence occulte de l'industrie dans le scandale du Diesel qui a ébranlé l'Allemagne dernièrement. Alter-EU recommande notamment de « sortir l'argent de la politique » – et il est effrayant de réaliser qu'un principe considéré comme une valeur fondamentale de notre système politique est décrit non seulement comme une recommandation mais comme un « changement culturel » nécessaire : « les politiques, les autorités de réglementation et les responsables ne doivent pas oublier qu'ils doivent servir l'intérêt public. »

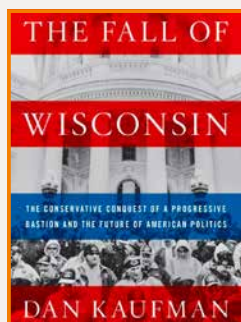


The Future of National Development Banks

Par Stephany Griffith-Jones
& José Antonio Ocampo

Au lendemain de la crise financière qui a secoué le monde entre 2007 et 2009, les responsables politiques du monde entier se sont tournés vers les banques nationales de développement économique (BNDE) et les banques multilatérales de développement (BMD), le système financier privé s'étant montré trop procyclique en prêtant à l'excès en période de prospérité et en rationnant le crédit en période de crise.

Stephany Griffith-Jones et José Antonio Ocampo (ancien ministre colombien des finances), tous deux économistes à l'Université de Columbia, se livrent à une analyse des BNDE de sept pays, et concluent que ces banques sont généralement performantes. Elles se sont révélées des instruments de développement globalement efficaces et ont permis, au fil du temps, de pallier des défaillances majeures du marché de façon relativement flexible. Elles ont également joué un rôle important dans le financement des stratégies de développement nationales.



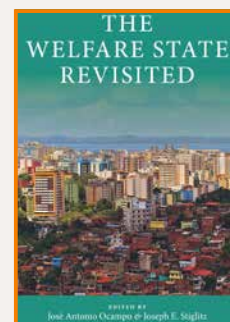
The Fall of Wisconsin The Conservative Conquest of a Progressive Bastion and the Future of American Politics

Par
Dan Kaufman

L'État du Wisconsin a toujours été un laboratoire d'idées progressistes : très tôt déjà, il a mis en œuvre un impôt sur le revenu progressif et des lois très strictes sur le travail des enfants. C'est aussi le Wisconsin qui, plus tard, mettra en place le premier programme d'assurance chômage aux États-Unis.

Toutefois, dans *The Fall of Wisconsin*, Dan Kaufman, lui-même originaire de cet État, explique comment cette tradition progressiste s'est perdue et transformée en un modèle pour les national-conservateurs. L'auteur, qui écrit également pour le *New Yorker* et le *New York Times Magazine*, montre comment la stratégie du « diviser pour mieux régner » appliquée par le gouverneur Scott Walker (élu en 2010) a permis à de puissantes entreprises et à de riches donateurs de s'installer aux commandes – les lois protégeant le droit de vote, les syndicats, l'environnement et l'enseignement public ont été rapidement démantelées.

Lors des dernières élections de mi-mandat, Scott Walker s'est incliné face au démocrate Tony Evers – bien que d'une marge infime. L'analyse de Dan Kaufman n'en constitue pas moins une mise en garde édifiante, qui nous rappelle à quel point les avancées progressistes sont fragiles, et nous explique en détail comment s'est opéré le virage national-conservateur aux États-Unis.



The Welfare State Revisited

Par
Joseph Stiglitz and José Antonio Ocampo

Dans leur nouveau livre, le lauréat du Prix Nobel, l'économiste Joseph Stiglitz, et l'ancien candidat à la présidence de la Banque mondiale, José Antonio Ocampo, examinent les défis auxquels est confronté l'État-providence. Ils démontrent pourquoi nous avons besoin, aujourd'hui plus que jamais, d'États-providence solides. Ils estiment, en effet, qu'au-delà des arguments liés à l'éthique et à la cohésion sociale, bien conçus, ils agissent automatiquement comme des stabilisateurs macroéconomiques en cas de crise. En revanche, l'affaiblissement des systèmes de sécurité sociale causé par des programmes d'austérité à court terme débouche sur de piètres performances sociales et économiques. Les auteurs de cet ouvrage font en outre observer qu'un nombre croissant de preuves et de théories révèlent que les sociétés plus égalitaires bénéficient d'une croissance économique plus forte et plus résiliente. L'État-providence est d'ailleurs intéressant de noter que ce point a récemment été souligné dans une étude du Fonds monétaire international.

À LIRE



Le travail à l'ère numérique

Les défis de la quatrième révolution industrielle

Par Max Neufeind,
Jacqueline O'Reilly et Florian Ranft

Le travail à l'ère numérique rassemble plus de 50 experts et acteurs politiques mondiaux qui se penchent sur les implications de l'automatisation, de la stagnation de la productivité et des niveaux croissants d'inégalités dans et entre les pays. Cet ouvrage permet aux progressistes d'acquérir des outils puissants pour redéfinir l'avenir du travail, dans l'intérêt de la société. Le monde doit s'attendre à des pertes d'emplois massives, d'après des prévisions telles que celles formulées dans une étude de l'Université d'Oxford, selon laquelle 47 pour cent des emplois totaux aux États-Unis d'Amérique sont menacés par l'informatisation. Cet ouvrage vient combler un manque important dans la littérature consacrée à la quatrième révolution industrielle. En analysant les pays sur la base de leur densité numérique, Le travail à l'ère numérique prend au sérieux la constatation selon laquelle tous les pays n'avancent pas au même rythme en ce qui concerne l'adoption, l'exploitation et la réglementation des technologies numériques. L'ouvrage présente des études de cas issues de plus de 18 pays européens, ainsi que du Canada, des États-Unis d'Amérique et de l'Inde, en soulignant l'absence de solutions universelles. Néanmoins, rien n'empêche les responsables politiques progressistes d'apprendre les uns des autres.



Herzl, une histoire européenne

Par
Camille de Toledo et Alexander Pavlenko

« Si je reste attaché jusqu'à la fin, à la fable que Herzl planta dans le cœur des Juifs, ce n'est pas pour la Palestine ou l'Argentine, l'Ouganda ou que sais-je encore, le foyer de Balfour. Si je reste attaché malgré tout à cette fable, c'est qu'elle a prouvé à mes yeux, une chose inestimable. Le rôle que joue, dans l'Histoire, le rêve ... »

Cet extrait résume bien la force de cette BD passionnante, une enquête originale sur Herzl, le journaliste et écrivain qui fonda le mouvement sioniste. Ce livre est également l'histoire d'un peuple, l'histoire d'un homme confronté à la fragilité de la vie et l'histoire de l'Europe.

À PENSER

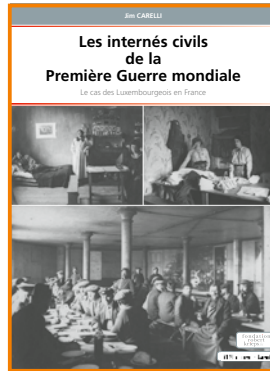


Dual use technologies and civilian capabilities: Beyond pooling and sharing

Andrea Aversano Stabile,
Alessandro Marrone,
Nicoletta Pirozzi,
Bernardo Venturi

Cette parution s'interroge sur la façon d'accroître la mise en commun et le partage (P&S, en anglais) des capacités civiles et militaires à la lumière des récents développements dans l'UE. Elle s'intéresse entre autres au partage des installations d'entraînement, à la mise en commun d'experts et des procédures de recrutement, aux systèmes satellites et aériens pilotés à distance. Ces sujets sont liés à différents domaines tels que la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne.

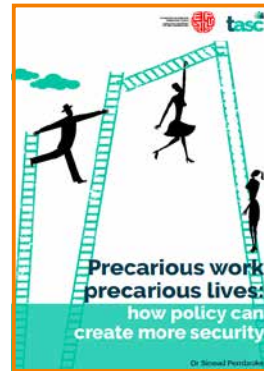
<http://www.iai.it/en/publicazioni/dual-use-technologies-and-civilian-capabilities>



Les internés civils de la Première Guerre mondiale - Le cas des Luxembourgeois en France

Jim Carelli

Durant la Première Guerre mondiale des milliers de civils étrangers furent retenus dans des camps de concentration français. Ils étaient privés de liberté du simple fait d'être étrangers dans un pays en guerre. Parmi eux figuraient 431 civils luxembourgeois travaillant en France. Le chercheur Jim Carelli les a trouvés dans ces camps éparpillés dans tout le pays.

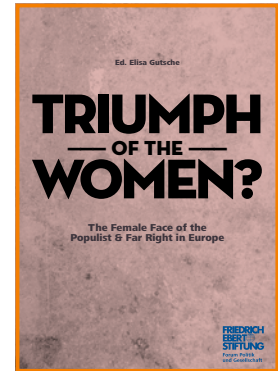


Du travail précaire, des vies précaires : comment la politique peut créer une sécurité accrue

Dr Sinead Pembroke

Ce rapport s'interroge sur le champ d'action des interventions politiques. Son objet est de combattre l'impact négatif du travail précaire en Irlande. S'appuyant sur des groupes de discussion et des entretiens, il identifie cinq domaines politiques majeurs nécessitant des réformes. Et ce, afin d'assurer une sécurité économique et sociale accrue pour les travailleurs. Il s'agit de la protection de l'emploi, de la protection sociale, de la santé, du logement et de la garde des enfants.

<https://www.tasc.ie/publications/precarius-workers-precarious-lives-online-publica/>



Triumph of the Women? The Female Face of the Populist and Far Right in Europe

Elisa Gutschke et al.

On a pensé pendant longtemps que les électrices étaient relativement immunisées aux politiques prônées par les partis politiques de droite populistes ou extrémistes. Toutefois, la donne a changé. Afin d'établir les raisons de ce changement, la présente étude se concentre sur six pays européens. Elle analyse les objectifs politiques des partis populistes et d'extrême droite concernant les questions afférentes au genre et à la famille, le rôle des femmes dans ces partis et le comportement de vote des femmes, tout en identifiant des (contre-)stratégies envisageables pour les acteurs progressistes.

<http://library.fes.de/pdf-files/dialog/14636.pdf>



The shadows of the financial crisis still prevail

Erik Børsted, Jon Nielsen,
Sofie Holme Andersen,
Emilie Lichtenberg,
Emilie Agner Damm

Dix ans après la crise financière, les cicatrices économiques ne sont toujours pas guéries – et elles ne le seront jamais. La récession et l'échec des politiques menées sur cette période ont eu des effets négatifs à long terme sur l'économie danoise. Le Danemark a subi un recul permanent de sa prospérité à hauteur de 90 millions DDK. Les revenus de ceux qui ont perdu leur travail pendant la crise demeurent insuffisants.

<https://www.ae.dk/publikationer/krisens-skygger-traekker-stadig-spor>

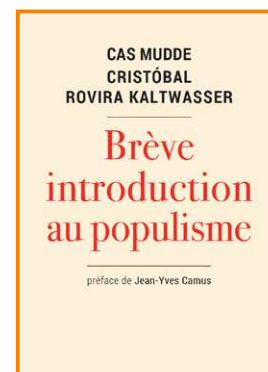


La Transnistrie, zone de non-droit aux frontières de l'Europe ?

Thomas Merle

La Transnistrie est souvent présentée en Europe comme une zone sinistrée, mafieuse et de non-droit. Thomas Merle vient questionner cette idée d'une menace transnistrienne, et surtout son lien automatique avec le statut d'Etat non-reconnu. La Transnistrie demeure un conflit gelé auquel personne n'a réussi à apporter de solution. Par manque d'engagement, l'UE risque, plutôt que d'aider la situation à s'améliorer, de la laisser s'enliser, poussant la Transnistrie vers la Russie, et abandonnant une population aux droits limités. Thomas Merle appelle alors à une politique plus volontariste de l'UE, dont les effets seraient selon lui bénéfiques pour les parties prenantes au conflit.

<http://eurocite.eu/en/our-publications/democracy-and-party-politics-during-economic-collapse-the-case-of-greece/>



Brève introduction au populisme

Cas Mudde, Cristóbal
Rovira Kaltwasser

Avec cette traduction de l'ouvrage, paru en anglais aux Presses universitaires d'Oxford, de Cas Mudde, professeur à l'université de Géorgie (États-Unis), et Cristóbal Rovira Kaltwasser, professeur à l'université Diego Portales (Chili), la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) et les éditions de L'Aube ont souhaité rendre accessible au public francophone cette analyse du populisme qui combine – fait rare – les perspectives européenne, nord-américaine et latino-américaine.

<https://jean-jaures.org/nos-productions/breve-introduction-au-populisme>

Découvrez nos éditions précédentes : progressivepost.eu



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

Rue Montoyer, 40
1000 Bruxelles - Belgique
+32 (0)2 234 69 00
info@feps-europe.eu

ISSN 2506-7664
3.00 €